



ENTRETIEN EXCLUSIF
Élisabeth Borne, première année à Matignon : « Certains se verraient bien à ma place. Je veux continuer »

Pages 8-9

Plaisirs pages 34 à 43
JOHNNY DEPP EN LOUIS XV
« Quand j'ai traversé pour la première fois la galerie des Glaces... »



STÉPHANIE BRANCHU/WHY NOT PRODUCTIONS

AFFAIRE SARKOZY-LIBYE : LES LACUNES DE DIX ANS D'INSTRUCTION

Page 20

Le Journal du Dimanche

ÉLECTIONS EN TURQUIE

Erdogan peut-il tomber ?

- > **BOULEVERSEMENT**
Ce que signifierait pour l'Europe la défaite du « sultan »
- > **INTERVIEW**
Pour l'historien Jean-François Colosimo, la France n'a presque rien à espérer d'un changement de président
- > **ANALYSE**
Une économie en déroute et l'enjeu des 3,6 millions de réfugiés syriens

pages 2 à 4

Recep Tayyip Erdogan, le 11 mai à Ankara.

CAGLA GURDOGAN/REUTERS

LA REVOLUTION ? ELLE ARRIVE !

M 00831 - 3983 - F : 2,20 €

L'événement

TURQUIE Le scrutin présidentiel de ce dimanche, historique, pourrait conduire au départ de l'homme qui a incarné l'islam politique aux portes de l'Europe pendant près d'un quart de siècle

L'alternance à portée de main

Le monde entier nous verra comme le pays qui est revenu à la démocratie. » Voici le vœu qu'a formulé vendredi soir Kemal Kılıçdaroglu lors du dernier meeting unitaire de l'opposition, devant une foule de partisans réunis sous la pluie à Ankara. Alors que les derniers sondages lui accordaient la veille une avance de quelques points face à Recep Tayyip Erdogan – 51,7 % des voix contre 44,2 % selon une enquête publiée par le centre de recherche ORC –, le retrait le même jour du candidat Muharrem İnce, crédité de 2 % à 3 % des voix, a accru les chances d'une victoire dès le premier tour. Si la majorité absolue doit échapper à l'opposition ce soir, un second tour sera organisé le 28 mai.

« J'avais déjà espoir qu'on gagnerait mais, avec le retrait d'İnce, il n'y a plus aucun doute maintenant », soutient Eda, 20 ans, une étudiante en sciences politiques qui votera pour la première fois. Malgré cela, Necla, 68 ans, une comptable à la retraite encartée au Parti républicain du peuple (CHP), fait part d'une certaine appréhension : « Si le processus électoral se déroule bien et qu'il n'y a pas de tricherie, je pense qu'on gagnera, mais Dieu sait ce qui peut arriver. » D'autant que, ce même vendredi, le président turc publiait un message des plus ambigus sur son compte Twitter : « Quand il le faut, comme dans la nuit du 15 juillet, nous savons défendre notre indépendance et notre avenir au prix de notre vie », a-t-il déclaré en faisant allusion au putsch manqué du 15 juillet 2016, lors duquel il avait appelé le peuple à descendre dans la rue pour contrer les putschistes. Or, une semaine plus tôt, son ministre de l'Intérieur avait affirmé que les élections de dimanche n'étaient autre chose qu'une « tentative de coup d'État ourdie par l'Occident ». Une rhétorique qui fait poindre l'hypothèse d'un refus du président Erdogan de s'en aller en cas de défaite. Même si, interrogé sur une telle

éventualité par une journaliste lors d'un entretien télévisé vendredi soir, le chef de l'État répondait : « C'est une question ridicule. Nous arrivons au pouvoir par les moyens démocratiques. Et si ma nation en décide autrement, je ferai ce que la démocratie nous demande. »

Une période d'incertitude pourrait s'ouvrir

Après vingt-trois ans de pouvoir au sommet, l'opposition républicaine et laïque attend donc son heure pour rompre avec l'islamisme politique qu'Erdogan a incarné dans ce pays de 85 millions d'habitants (*lire l'interview ci-contre*). Les gouvernants de la région sont également impatients de savoir si la Turquie changera ou non de doctrine diplomatique et militaire, après douze ans d'interventionnisme politique et militaire turc en Syrie, en Irak, en Libye comme en Méditerranée orientale face à Chypre, dont le nord est toujours contrôlé par la Turquie, et à la Grèce, dont Ankara conteste les zones maritimes.

Mais c'est aussi en Europe, notamment en France et en Allemagne, que l'on ne serait pas fâché de voir le néosultan prendre sa retraite après ses provocations à l'égard de la laïcité française, de ses alliés de l'Otan qu'il agresse – ce qui avait fait dire à Emmanuel Macron que l'Alliance était « en état de mort cérébrale » – ou de l'Union européenne vue comme « une alliance de croisés ». « Ce qui se passera dans les semaines qui viennent reste imprévisible, avançait prudemment Olivier Bouquet, l'un des meilleurs spécialistes de l'histoire ottomane, sur le site Le Grand Continent il y a quelques jours. Ce que l'on peut imaginer, c'est qu'une coalition en Turquie pourrait effectivement rendre des droits au Parlement, rétablir les droits humains et relancer l'économie, mais rien ne permet pour autant d'affirmer qu'on reviendra au monde d'avant. » ●

FRANÇOIS CLEMENCEAU
ET KILLIAN COGAN (À ISTANBUL)

Les drapeaux des deux favoris de l'élection présidentielle flottent place Taksim, à Istanbul, ce jeudi. ZUMA/ABACA



Le sultan affaibli par l'inflation

ÉCONOMIE La hausse non maîtrisée du coût de la vie et le dévissage de la livre turque fragilisent la réélection du président

En brandissant un oignon dans sa modeste cuisine tout en rappelant le prix du kilo de cette denrée devenue inabordable pour bon nombre de citoyens (30 livres turques, soit 1,4 euro), puis en postant le tout sur Twitter, Kemal Kılıçdaroglu, candidat de l'opposition, a réalisé le 9 avril un joli coup de campagne. Près de 10 millions d'internautes ont écouté sa diatribe contre la hausse des prix, ce mal qui gangrène depuis des mois l'économie

turque. « Si Erdogan reste, le kilo d'oignons vaudra 100 livres », soit 4,67 euros, a-t-il dénoncé.

Le salaire minimum ne dépasse pas 400 euros

En avril, l'inflation a certes poursuivi sa décrue pour le sixième mois consécutif, mais reste à un niveau très élevé, 44 %, après un pic à plus de 85 % en octobre 2022, inédit depuis un quart de siècle. Pas de quoi réjouir le Turc moyen, alors que le salaire minimum, relevé de 54,5 % fin janvier, ne dépasse pas les 8 500 livres, soit 397 euros.

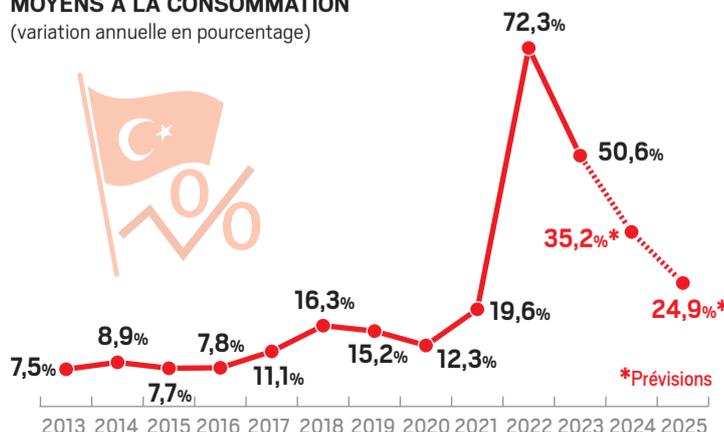
Ces chiffres officiels sont contestés par nombre d'économistes

indépendants, pour qui la hausse des prix à la consommation atteint en réalité + 112 % sur les douze mois écoulés. « L'opposition craint que le pouvoir n'ait mis sous le tapis nombre de maux et ne sait pas quelle situation elle découvrira si elle est élue », abonde Laden Yurttagüler, professeure à l'université Bilgi d'Istanbul.

Malgré ces déboires, le président candidat à sa réélection, Recep Tayyip Erdogan, a pourtant choisi de mettre en avant son programme économique dès le lancement de sa campagne, le 11 avril. « Nous rétablirons l'inflation à un seul chiffre et nous sauverons définitivement notre pays de ce problème », avait harangué le « sultan » dans un stade d'Ankara.

Le chef de l'État sait mieux que quiconque combien ce sujet pèsera lorsque les électeurs gliseront leur bulletin dans l'urne aujourd'hui. La crise économique qui avait secoué le pays en 2001 avait largement contribué à la victoire de son parti, l'AKP, aux élections de 2002, lui permettant de devenir Premier ministre. Le reis avait alors entrepris de relancer l'économie en obtenant des résultats spectaculaires. Mais, plus de vingt ans après, le monde a changé et les marges de manœuvre du président sont plus étroites, au point de pouvoir conduire à sa chute. ●

TAUX D'INFLATION DES PRIX MOYENS À LA CONSOMMATION (variation annuelle en pourcentage)



Source : FMI

CAMILLE NEVEUX

La fin d'Erdogan ?



Alévisme contre islamisme

CONFESION En révélant publiquement qu'il était de culte alévi, une branche hétérodoxe de l'islam, l'opposant d'Erdogan a pris un risque

La vidéo de trois minutes au cours de laquelle Kemal Kılıçdaroglu avouait à la mi-avril qu'il était alévi a été visionnée sur Internet des dizaines de millions de fois. Le discours principal du candidat de l'opposition s'adressait aux jeunes et interrogeait leur capacité à défendre ou à tolérer les identités minoritaires en Turquie.

L'alévisme est la principale minorité religieuse dans le pays, représentant près du quart de sa population – Turcs et Kurdes confondus. Mêlant islam chiite, animisme et soufisme, il s'agit d'un syncrétisme anatolien dont les rituels sont menés par les *dede*, leurs chefs spirituels. S'ils acceptent le Coran, les alévis l'interprètent de manière allégorique et suivent les exégèses qu'en ont faites les *pir*, les anciens ou les sages, vénérés comme le sont les saints dans le monde chrétien.

Un culte plus en phase avec l'égalité femme-homme
Kılıçdaroglu a-t-il sciemment pris le risque de causer un clivage avec la majorité de la population sunnite travaillée par l'islamisme politique du président Erdogan et de son parti ? Il faut dire que l'alé-

visme est davantage en phase avec l'égalité femme-homme et l'humanisme en général que l'islamisme des Frères musulmans, pour qui les alévis sont des hérétiques.

Dès le XVI^e siècle, lorsque leurs ancêtres, appelés les « têtes rouges », ont prêté allégeance au chah d'Iran, les alévis ont fait l'objet de persécutions par les Ottomans. Au cours de l'ère républicaine également, des groupes islamo-nationalistes les ont massacrés à Kahramanmaraş en 1978, à Çorum en 1980 ou à Sivas en 1993. Ce qui n'a fait que renforcer le ralliement des alévis à la gauche révolutionnaire ou au kéralisme laïque.

En juillet, cinq lieux de culte alévis ont été vandalisés à Ankara et, une semaine plus tard, un *dede* a été agressé à Istanbul. Les alévis réclament une reconnaissance officielle de leur religion par l'État et dénoncent des efforts de « sunnification » entrepris par le Parti de la justice et du développement (AKP). « *Ils construisent des mosquées dans nos villages et enseignent l'islam à nos enfants !* », fulmine Eren Yıldırım, un *dede* d'Istanbul.

En octobre, le président Erdogan a annoncé la fondation d'un organisme étatique rattaché au ministère turc de la Culture, et non des Cultes, chargé de superviser la communauté alévi. Comme pour mieux lui dénier ses racines et son existence religieuse. ● **K.C.**

Jean-François Colosimo, essayiste « L'État turc a toujours voulu contrôler ses mosquées à l'étranger »

INTERVIEW L'expert de l'histoire des religions décrypte les traditions culturelles et les fondamentaux politiques de la Turquie moderne

En 2019, son film, *Turquie, nation impossible* avait déjà montré les permanences de construction identitaire de ce pays héritier de l'Empire ottoman. L'année suivante, son livre *Le Sabre et le turban, jusqu'où ira la Turquie* (Cerf, 2020), avait exploré les ressorts du nationalisme turc, un patriotisme dévoyé à la recherche de ce qu'on appelle depuis quelques années un néo-ottomanisme. Face à une France qui défend l'Europe et ses alliés en Méditerranée et une Turquie qui n'entend pas se replier, Jean-François Colosimo, explique au JDD les enjeux de la présidentielle turque.

La relation entre la Turquie et la France pourrait-elle s'améliorer si le président Erdogan n'était pas réélu ?
Kemal Atatürk, le fondateur de la Turquie moderne, se flattait d'être un admirateur de la France jacobine et laïque et le kéralisme en Turquie se posait en occidentalisme non colonisé. Erdogan, lui, s'est construit contre l'héritage d'Atatürk et contre la France, qu'il accuse de colonialisme. Il lui préfère l'Allemagne, où vivent près de 6 millions de Turcs et Kurdes ainsi que leurs descendants. La vérité, c'est que si Kemal Kılıçdaroglu l'emportait ce soir, il hériterait d'un appareil d'État judiciaire, policier, religieux

« Erdogan s'est construit contre la France, qu'il accuse de colonialisme »

et économique qui a été islamisé et purgé pendant vingt ans par l'AKP, le parti d'Erdogan. Il aura à affronter également l'État profond turc qui rassemble les services de renseignement, les organisations fascistes comme les Loups gris, les oligarques et les chefs mafieux, qui se sont tous ralliés progressivement à Erdogan.

Est-ce que pour autant le contrôle exercé par l'État turc sur certaines mosquées en France pourrait être relâché, voire supprimé ?

Probablement pas. Le Dinayet, l'administration des affaires religieuses qu'Erdogan a rattachée directement à la présidence, reste tout-puissant avec près de 120 000 fonctionnaires et plus de 3 milliards d'euros de



FRANCK FERVILLE

budget, soit plus que le ministère de la Culture ou des Affaires étrangères. Les imams turcs à l'étranger sont des fonctionnaires et se doivent d'obtenir de leurs fidèles turcs une adhésion à leur religion et à leur pays, mais aussi à leur chef. Lorsque Erdogan a qualifié l'assimilation des Turcs en Allemagne de crime contre l'humanité, il ne plaisantait pas. Mais en admettant que Kılıçdaroglu relâche la pression sur les mosquées turques à l'étranger, ce travail serait alors repris par une autre organisation, le Mili Gorus, une confédération musulmane créée par Necmettin Erbakan, un ancien mentor d'Erdogan que les généraux avaient fini par faire démissionner, et qui reste puissante. Elle pourrait très vite réorganiser les mosquées à l'étranger pour en faire des bastions d'Erdogan. Du temps des militaires comme avec Erdogan, l'État a toujours voulu contrôler ses mosquées, soit pour y prévenir toute subversion, soit pour y dynamiser l'islamo-nationalisme.

Kılıçdaroglu se définit comme un nationaliste. En quoi cela peut-il rassurer ou inquiéter la France ?

L'ensemble du spectre politique turc est nationaliste, y compris chez les Kurdes pour eux-mêmes et pour leur projet. Mais il y a dans la coalition de l'opposition qui soutient Kılıçdaroglu, des hyper-nationalistes d'extrême droite et même des dissidents de l'AKP d'Erdogan. Le ciment nationaliste qui lie ces partis d'opposition maintiendra la Turquie dans sa posture néo-ottomane. Que ce soit dans les Balkans avec la Bosnie, dans le Caucase avec le soutien turc à l'Azerbaïdjan face à l'Arménie dont le Haut-Karabakh est devenu un camp de concentration, ou en Méditerranée face à Chypre et à la Grèce et où la doctrine de « Patrie bleue » vise clairement à une domination, de la mer Noire jusqu'à l'Atlantique. Cette logique d'expansion peut s'expliquer par le rempart d'îles grecques situées si près de leur littoral, mais elle répond surtout à une doctrine militaire instaurée depuis le début par Atatürk selon laquelle on ne négocie pas ce qui relève des lignes rouges

et des casus belli. Sur ce plan-là, je ne vois pas Kılıçdaroglu changer de méthode par rapport à Erdogan.

Le chef de l'opposition se dit aussi alévi (lire ci-contre). Est-ce que cela signifie davantage d'ouverture et de dialogue ?

Les alévis ont toujours été détestés par les généraux comme par les islamistes parce qu'ils sont hétérodoxes et que leur refus de se fondre dans le moule sunnite les a fait souvent rejoindre la gauche ou l'extrême gauche turque. Mais Kılıçdaroglu est d'abord kéraliste avant d'être alévi. Il est d'abord un serviteur de l'État avant d'être religieux et il est d'abord Turc avant de se rêver Européen. Or être Turc, c'est être dépositaire d'une histoire que l'on a réécrite un peu de façon

« On a menti aux Turcs en les laissant espérer devenir européens un jour »

schizophrénique où tout a été renationalisé, d'Ephèse et de saint Paul qualifiés d'anatoliens jusqu'à Antioche rebaptisé Antakya. Cette volonté de turquiser le passé, de continuer à nier le génocide arménien, a été accompagnée d'une volonté de projection de la grandeur turque à l'extérieur comme pour mieux trouver un remède à un vide identitaire dans le mille-feuille historique de la Turquie.

Doit-on s'attendre à ce que le dossier de l'adhésion à l'Union européenne soit relancé en cas de défaite d'Erdogan ?

Non. Le dossier est clos. On a menti aux Turcs en les laissant espérer devenir européens un jour. Les Turcs, eux, avaient postulé en partie à la demande des Américains, qui pensaient qu'une Turquie européenne serait mieux armée à l'Otan (lire p. 4). La vraie question est de savoir si la Turquie comblera son déficit de relations économiques et commerciales avec l'UE en renforçant sa relation avec la Chine. La Turquie est déjà présente dans le groupe de Shanghai et le concept de Patrie bleue peut plaire aux Chinois. Erdogan insultait Emmanuel Macron sur sa supposée islamophobie mais pliait devant Xi Jinping, y compris sur la question brûlante des Ouïgours, qu'il n'a pas défendus. Si j'étais chinois, je préférerais toutefois traiter avec Kılıçdaroglu, qui serait plus prévisible. ●

L'événement

À l'Otan, redevenir un allié fiable

ÉLARGISSEMENT Que le président Erdogan soit réélu ou que son adversaire l'emporte, la Turquie aura moins de six semaines pour admettre la Suède dans l'Alliance

Le conseiller diplomatique de Kemal Kılıçdaroglu a un avantage aux yeux des diplomates et des militaires de l'Otan. C'est un ancien de la maison. Dès la chute du mur de Berlin, Ünal Çeviköz, 70 ans aujourd'hui, travaillait à la direction économique de l'Alliance. Dans la foulée, il préparait l'acte fondateur de la relation Otan-Russie. Membre de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et vice-président de l'Internationale socialiste, il est l'un des diplomates turcs les plus euroatlantistes. Faut-il croire pour autant qu'en cas d'élection de Kemal Kılıçdaroglu la Turquie rattrapera son retard pour ratifier l'entrée de la Suède dans l'Otan avant le sommet des chefs d'État de l'Alliance à la mi-juillet à Vilnius? Rien n'est écrit dans le marbre. Car c'est d'abord au Parlement que la ratification se joue, et rien ne dit que le résultat des législatives donnera à la coalition de l'opposition une majorité absolue. Raison pour laquelle Ünal Çeviköz confiait au magazine *Newsweek* cette semaine qu'il était « optimiste » sur un vote favorable à la Suède, mais sans le garantir, même si son chef a affirmé à plusieurs reprises pendant la campagne qu'il souhaitait « revitaliser » les liens avec l'Otan. « Si vous souhaitez importer vos problèmes bilatéraux avec un pays dans une organisation multilatérale comme l'Otan, alors vous déclenchez une forme de polarisation avec tous les autres membres contre votre propre pays », ajoutait Ünal Çeviköz dans une claire allusion au bras de fer d'Erdogan contre la Suède auquel il souhaiterait mettre fin.

Beaucoup d'ambiguïtés

Kılıçdaroglu est un nationaliste du camp occidental mais un nationaliste d'abord; il reste très vigilant malgré tout sur une extension de l'Otan qui générerait les intérêts premiers de la Turquie. Que ce soit pour l'Ukraine, mais également concernant la gestion des bases navales en Méditerranée, alors que la relation avec la Grèce, également membre de l'Alliance, reste compliquée. Quant à sanctionner la Russie avec ses amis de l'Organisation atlantique en raison de sa guerre d'agression contre l'Ukraine, l'opposant d'Erdogan s'y refuse à ce stade. Il fait mine de vouloir continuer une stratégie de médiation entamée par Erdogan entre l'Ukraine et la Russie mais sans en définir les contours. Dans le même temps, il n'a pas fait mystère de sa volonté de revenir dans le programme de fourniture d'avions de combat F-35 par les États-Unis à la Turquie. Ce qui l'obligerait à désactiver les batteries de missiles russes S-400 conçues pour frapper ce type d'appareil. Bref, encore beaucoup d'ambiguïtés. Mais qui, si Erdogan se maintenait au pouvoir, seraient bien plus visibles. Notamment sur l'adhésion de la Suède qu'il n'acceptera pas, s'il était réélu, sans avoir chèrement négocié un acquis qui lui soit favorable en échange. ●

FRANÇOIS CLEMENCEAU



Une famille d'exilés syriens déjeune dans un camp à la suite des tremblements de terre qui ont frappé le sud de la Turquie en février. ERDEM SAHIN/EPA-EFE/MAXPPP

Haro sur les réfugiés syriens

ALLIANCE Le président et son adversaire promettent de renouer avec Bachar El-Assad et de renvoyer en Syrie ceux qui ont fui son régime

C'est une photo qui a écoeuré, sans surprendre, nombre de réfugiés syriens en Turquie. Mercredi, les ministres des Affaires étrangères turc, syrien, iranien et russe ont posé côte à côte devant l'objectif, tout sourires, à l'issue d'une réunion organisée à Moscou. « La première rencontre entre les chefs de la diplomatie turque et syrienne depuis 2011 », rappelle le quotidien *Hürriyet*. Le cliché, inédit et publié à cinq jours du scrutin présidentiel turc, illustre combien la question syrienne a pesé dans cette campagne électorale, dans une lugubre chasse aux voix.

Une fois n'est pas coutume, les deux principaux candidats en lice, le président sortant, Recep Tayyip Erdogan, et son challenger, le social-démocrate Kemal Kılıçdaroglu, s'accordent sur le sujet. S'ils sont élus, Ankara reprendra langue avec le dictateur Bachar El-Assad, pourtant responsable de la fuite à l'étranger de 6,6 millions de Syriens et du déplacement à l'intérieur du pays de 6,5 millions de citoyens, soit plus de la moitié de la population. Les quelque 3,6 millions de Syriens vivant en Turquie devront également rentrer chez eux. Un projet cynique compte tenu de la répression du régime syrien: plus de 100 000 opposants au régime ont déjà disparu dans les centres de détention depuis

2011... Sans parler d'une situation économique délétère, entre pénuries de carburant et coupures de courant. Près de 90 % de la population syrienne vit aujourd'hui sous le seuil de pauvreté.

« Ces réfugiés risquent d'être harcelés ou emprisonnés, de ne retrouver ni leurs biens ni leurs terres », déplorait cette semaine Marc Pierini, ancien ambassadeur de l'Union européenne en Turquie et chercheur à la fondation Carnegie Europe à Bruxelles, lors d'une conférence organisée par le site d'information Al-Monitor. Le diplomate s'est également alarmé d'un renvoi en l'absence totale de cadre négocié au niveau international, sans accord de paix en préparation ».

Une surenchère politique sur le dos des exilés

Si les deux concurrents surenchérisse sans vergogne sur ce sujet, c'est parce qu'ils savent combien prédomine à travers la Turquie, après douze ans d'accueil, un fort sentiment antisyrrien au sein de la population. Les réfugiés sont jugés responsables de nombre de maux, de la hausse des loyers à la baisse des salaires. « Nous avons discuté du retour en toute sécurité des réfugiés », a déclaré jeudi le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Çavuşoğlu, précisant toutefois que « les conditions nécessaires doivent être réunies ». « La stabilité en Syrie doit être renforcée et le processus politique [entre le régime et l'opposition] doit être relancé », a-t-il assuré.

Le discours de Kemal Kılıçdaroglu, issu de la gauche, se révèle étonnamment plus brutal que celui de son rival. « Le pays

s'occupe de 3,6 millions de Syriens alors que les jeunes restent au chômage, a-t-il dénoncé le 1^{er} mai lors d'un rassemblement organisé dans la province septentrionale de Zonguldak. Nous renverrons tous les Syriens dans leur pays d'ici deux ans au plus tard. » Son parti, le CHP, a toujours maintenu des contacts avec l'administration d'Assad, contrairement à Erdogan, qui a coupé les ponts avant de renouer il y a peu. Kılıçdaroglu souhaite aujourd'hui, selon son conseiller spécial Ünal Çeviköz, « reprendre un dialogue sans conditions » – promettant néanmoins un retour des exilés « sur une base volontaire et dans la dignité ». En parallèle, le leader social-démocrate désire maintenir l'accord passé en 2016 avec l'Union européenne stipulant que la Turquie retient les réfugiés

syriens sur son sol moyennant finance. « Mais il faut revitaliser et même réviser l'accord pour renforcer son efficacité », a prévenu son conseiller spécial. Une manière de jouer sur tous les tableaux qui laisse entrevoir un casse-tête pour les Européens, alors que 9,5 milliards d'euros d'aides au total ont été alloués à Ankara depuis 2015...

Pour Erdogan, l'occasion de sortir les muscles

Du côté d'Erdogan, la question syrienne sert aussi à démontrer à ses concitoyens que lui seul est à même de protéger les 800 kilomètres de frontière de la Turquie avec son voisin. Le président en personne a ainsi annoncé le 30 avril, lors d'une interview à la télévision, que « le chef présumé de Daech, nom de code Abou Hussein Al-Qourachi », avait été « neutralisé » la veille dans le nord-ouest de la Syrie lors d'une opération des services turcs de renseignement (MIT). Des manœuvres transfrontalières destinées à « éviter la formation d'un corridor terroriste », selon son chef de la diplomatie, dans une région qu'Ankara contrôle depuis 2018 avec l'aide de supplétifs syriens.

Bachar El-Assad, dont le pays a été réintégré dimanche dernier au sein de la Ligue arabe après douze ans d'absence, formule désormais des conditions à toute reprise du dialogue. Il exige, avant toute rencontre éventuelle avec Erdogan en 2023, le retrait total de l'armée turque des zones syriennes qu'elle occupe. Autant dire que ce marchandage ferait du dictateur syrien l'autre grand gagnant des élections turques. ●

CAMILLE NEVEUX

3,6
MILLIONS

de réfugiés syriens
vivent en Turquie

9,5
MILLIARDS D'EUROS

dépensés par l'UE depuis 2015
pour que la Turquie s'occupe
des réfugiés syriens sur son sol

LA FIN DES TARIFS RÉGLEMENTÉS, CE N'EST PAS SI COMPLIQUÉ.

Le 30 juin 2023, c'est la fin des tarifs réglementés du gaz⁽¹⁾.

VOUS ÊTES CLIENT ENGIE AU TARIF RÉGLEMENTÉ DU GAZ, VOUS AVEZ 2 POSSIBILITÉS :



Souscrire une **offre de marché** chez **le fournisseur de votre choix**.
Pour vous aider, vous pouvez vous rendre sur le site du **Médiateur National de l'Énergie** pour comparer les offres.

OU

Basculer automatiquement **le 1^{er} juillet 2023** vers le contrat proposé par ENGIE : **le contrat Gaz Passerelle**, si vous n'avez pas choisi une autre offre.

LE CONTRAT GAZ PASSERELLE, C'EST QUOI?

Un contrat avec un prix du gaz indexé sur les marchés de l'énergie. Son prix, applicable au 1^{er} juillet, sera consultable dès mi-juin dans votre espace client. L'indexation tient compte de l'indice de référence défini par la Commission de régulation de l'énergie⁽²⁾. **Le prix du kilowattheure hors toutes taxes** varie tous les mois suivant cet indice, qui est public.



Un contrat disponible seulement pour les clients ayant un contrat au tarif réglementé du gaz au 30 juin 2023.



Un contrat sans engagement de durée, résiliable à tout moment sans frais.



Un contrat éligible au bouclier tarifaire⁽³⁾.

ENGIE VOUS ACCOMPAGNE EN TOUTE TRANSPARENCE :



Une ligne de téléphone spécifique vous est **dédiée** pour répondre à vos questions :

N°Cristal 09 77 428 429

APPEL NON SURTAXÉ



Une page Internet **dédiée** : **info-gazpasserelle.engie.fr** et des infos sur votre espace client.

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

(1) En application de la loi Énergie-Climat du 8 novembre 2019.

(2) Délibérations de la CRE n° 2022-305 du 24 novembre 2022 et n° 2023-31 du 25 janvier 2023.

(3) Dans l'hypothèse où ce bouclier serait prolongé par le gouvernement à compter du 1^{er} juillet 2023 et selon les modalités définies à l'article 181 de la loi de finances pour 2023.

ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2435285011€ - RCS NANTERRE 542107651.

Les indiscrets

Logement: « l'alerte rouge »

Six fédérations du secteur immobilier publient demain une lettre adressée à Emmanuel Macron pour sonner « l'alerte rouge », alors que le Conseil national de la refondation consacré au logement a été repoussé à la dernière minute. « Plus qu'une énième concertation, nous attendons l'expression d'une volonté présidentielle claire et ambitieuse », lancent-ils.

L'art autrement



Maurice Lévy, président du conseil de surveillance de Publicis,

dévoilera demain matin au Palais de Tokyo, à Paris, son projet YourArt, qui vise à rendre l'art accessible au plus grand nombre grâce à des innovations technologiques. L'homme d'affaires, grand collectionneur et passionné par la culture, compte « bousculer les codes du monde de l'art ».

LGBT: l'État peut mieux faire

Près d'un Français sur deux (47 %, + 4 points) juge que l'État ne s'implique pas assez dans la lutte contre les LGBTphobies, selon un sondage BVA Opinion réalisé pour la fondation Le Refuge qui sera dévoilé mardi, à la veille de la Journée mondiale de lutte contre l'homophobie. Interview du directeur général de la fondation, Pacôme Rupin, sur lejdd.fr.



Jean-Louis Debré joue au Liban

L'ancien président du Conseil constitutionnel sera jeudi à Beyrouth, non pas pour se pencher sur la crise des institutions libanaises, mais pour monter sur les planches de l'École supérieure des affaires. Il y jouera, avec la comédienne Valérie Bochenek, la pièce tirée de son livre *Ces femmes qui ont réveillé la France*.

Une broche contre les féminicides

La ministre chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, Isabelle Rome, a missionné l'association Casa93, une école de mode solidaire située à Montreuil (Seine-Saint-Denis), pour imaginer une broche afin de soutenir symboliquement les familles de victimes de féminicides. Comme le ruban rose contre le cancer du sein, cet accessoire permettra de mettre ce combat en avant.

Un ministère et des pompiers

Dans une tribune publiée sur lejdd.fr, les députés Pierre Morel-À-L'Huissier (Liot) et Yannick Monnet (GDR-PCF), coprésidents du groupe d'études sur les pompiers à l'Assemblée nationale, plaident pour la création d'un ministère de la Sécurité civile. Cela permettrait, estiment-ils, de mieux coordonner l'action des services concernés.

Le coming out d'une star du foot

Alors que les clubs de L1 et L2 se mobilisent ce week-end dans le cadre de la Journée mondiale contre l'homophobie, un film racontant le coming out d'un célèbre joueur de foot est en préparation. Il sera réalisé par Cédric Le Gallo (*Les Crevettes pailletées*), produit par Luc Dayan et Jean-Charles Lévy. Le tournage débutera en octobre.

La majorité veut contrer Liot

Mardi à l'Assemblée nationale, les députés issus des trois groupes de la majorité (Renaissance, MoDem et Horizons) se réuniront à huis clos – et sans ministre. Objectif : mettre en place la stratégie la plus efficace pour empêcher l'adoption de la proposition de loi du groupe Liot visant à abroger la réforme des retraites.

BONNE SEMAINE >



CLARISSE AGBÉNÉNOU

La renaissance. Onze mois après avoir accouché de sa fille Athéna, la judokate française a décroché son 6^e titre mondial mercredi à Doha (Qatar) dans la catégorie des moins de 63 kilos. La double championne olympique de Tokyo, âgée de 30 ans, signe un retour plein de promesses à un peu plus d'un an de Paris 2024. Un objectif qu'elle a déjà bien en ligne de mire : à peine sortie du tatami, elle se voyait aller « chercher l'or à la maison ».



MILEY CYRUS

La chanteuse américaine a décroché le milliard de streams sur la plateforme Spotify avec sa chanson *Flowers*. Jamais un titre n'avait accédé aussi rapidement au Billion Club. Sortie le 13 janvier, jour anniversaire de son ex, l'acteur australien Liam Hemsworth, *Flowers* est une *revenge song* donnant l'espoir à toutes les « célibattantes » de sortir la tête haute d'une rupture amoureuse. Elle figure en ouverture du 8^e album de l'ancienne enfant star de Disney Channel, *Endless Summer Vacation*, paru le 10 mars.

MAUVAISE SEMAINE >



PAPNDIAYE

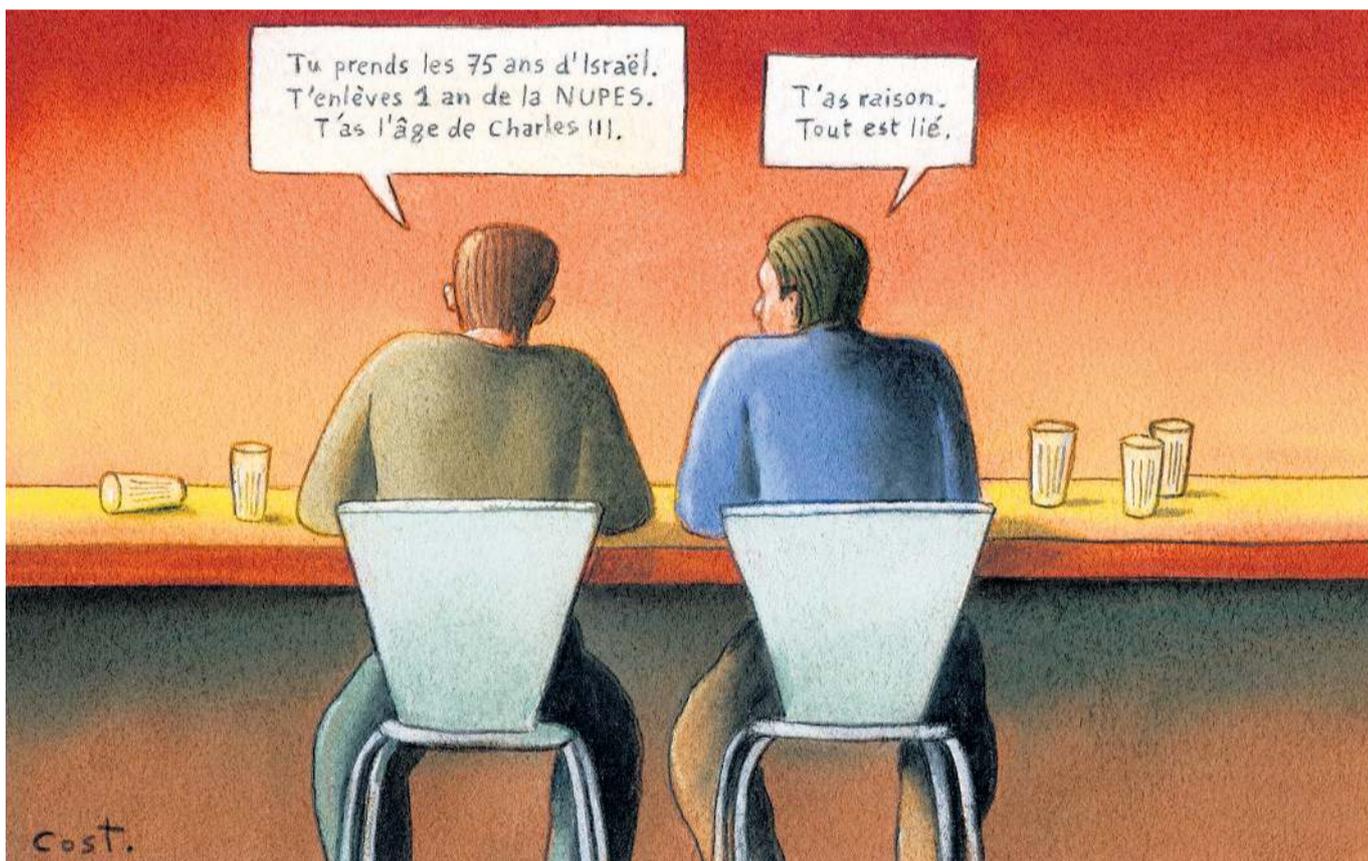
Le ministre de l'Éducation n'a pas annoncé le grand plan attendu pour renforcer la mixité sociale à l'école : il a dû se contenter de donner des objectifs généraux en la matière aux recteurs, laissant deviner un manque de soutien politique sur un sujet dont il avait répété vouloir faire une priorité. Déjà repoussées à plusieurs reprises, ses annonces ne concernent à ce stade que l'enseignement public ; mais rien n'est acté du côté du privé, question hautement inflammable et qui de surcroît divise la majorité.



STROMAE

L'histoire se répète pour le chanteur belge. Sept ans après un premier burn-out – et des problèmes de santé liés aux effets secondaires d'un antipaludique –, qui l'avait vu mettre sa carrière sur pause à l'issue d'une tournée marathon après l'album *Racine carrée*, Stromae vient d'annuler définitivement la suite de sa nouvelle tournée mondiale. Lancé le 22 février à Bruxelles, le Multitude Tour devait compter encore 26 dates jusqu'en décembre, avec notamment quatre concerts prévus en juin puis en décembre à Paris la Défense Arena. ●

VU PAR COST.



À SUIVRE CETTE SEMAINE

Lundi >

6^e édition du **sommet Choosé France**, présidé par Emmanuel Macron au château de Versailles. ● Cérémonie à Kiev en **hommage au journaliste de l'AFP Arman Soldin**, tué dans l'est de l'Ukraine. ● **Procès à Genève de Tariq Ramadan** pour viol. ● 2^e édition du **Forum Europe-Afrique** à Marseille.

● 75^e anniversaire du début de la **première guerre israélo-arabe**. ● Ouverture au public du **mausolée de Pelé** à Santos (Brésil).

Mardi >

Discours d'Emmanuel Macron en ouverture du **4^e sommet du Conseil de l'Europe** à Reykjavik (Islande). ● Présentation du projet de loi sur **l'industrie verte** en

Conseil des ministres. ● La Première ministre, Élisabeth Borne, invite les principaux syndicats pour des **entretiens bilatéraux à Matignon**. ● Début des plaidoiries des parties civiles au procès en appel à Paris des laboratoires Servier dans **l'affaire du Mediator**. ● Cérémonie d'ouverture du **76^e Festival de Cannes**. ● Inter Milan-AC Milan,

demi-finale retour de la **Ligue des champions** masculine de football.

Mercredi >

Décision en appel pour l'ex-président Nicolas Sarkozy dans **l'affaire dite « des écoutes »**. ● La loi instituant le **mariage pour tous** fête ses 10 ans. ● Festival de musique électronique **les Nuits sonores** à Lyon. ● Journée

internationale de **lutte contre l'homophobie et la transphobie**.

● Manchester City-Real Madrid, demi-finale retour de la **Ligue des champions** masculine de football.

Jeudi >

Présentation du film **Indiana Jones et le cadran de la destinée** au Festival de Cannes. ● Début des fêtes

Jeanne d'Arc 2023 à Rouen. ● **Journée de Jérusalem** marquant la prise de la partie orientale de la Ville sainte en 1967. ● Jeudi de **l'Ascension**.

Vendredi >

Sommet du G7 à Hiroshima (Japon). ● Décision de la cour d'appel de Rennes sur le **non-lieu d'Yves Rocher**, poursuivi pour

dénonciation calomnieuse par Alexei Navalny. ● **Sommet annuel de la Ligue arabe** à Ryad (Arabie saoudite). ● Glasgow-Toulon, finale de la **Challenge Cup** masculine de rugby à Dublin.

Samedi >

Ouverture de la **18^e Biennale d'architecture** de

Venise. ● **Leinster-La Rochelle**, finale de la **Champions Cup** masculine de rugby à Dublin. ● **Finale de la Ligue des champions** hommes de volley-ball.

Dimanche >

Élections **législatives** en Grèce et au Timor oriental. ● **Grand Prix d'Émilie-Romagne** de Formule 1 à Imola (Italie).

**COMMENT
ÊTRE PLUS
VERT
SANS ÊTRE
DANS LE
ROUGE ?**

**AVEC LE MEDEF,
VOUS N'ÊTES JAMAIS SEUL
POUR RÉUSSIR
VOTRE TRANSITION
ÉCOLOGIQUE.**

MEDEF.COM

Mouvement
des **Entreprises**
de **France**



Actualité

Élisabeth Borne

« Je veux continuer à relever les défis du pays »

INTERVIEW

COMBAT Affaiblie, la Première ministre prévient : elle emploiera « toute [s]on énergie et [s]a détermination » pour rester à Matignon

DÉFENSE Elle vante son « bilan solide et cohérent » et « une majorité qui a su rester unie »



La cheffe du gouvernement en visite à l'usine agroalimentaire de Royal Bourbon Industries à Bras-Panon (la Réunion), vendredi. ÉRIC DESSONS/JDD

Élisabeth Borne nous a reçus jeudi soir dans un bureau de la préfecture de Saint-Denis-de-la-Réunion, le chef lieu de l'île. Vapoteuse toujours à portée de main, veste vert amande, la Première ministre, à plus de 9 000 kilomètres de la métropole, s'est confiée au JDD avant de fêter, mardi, son premier anniversaire à Matignon. Avec la ferme intention d'y rester.

La Réunion connaît une grave crise sociale, des manifestants étaient présents tout au long de votre visite. On est loin de l'apaisement souhaité par le Président...

Je reste à l'écoute de ceux qui veulent exprimer leurs désaccords. Mais échanger avec des manifestants qui tapent sur des casseroles, ça n'est pas très constructif. Nos concitoyens attendent d'abord de nous qu'on apporte des réponses concrètes à leurs préoccupations. C'est ce à quoi je m'emploie.

Vous fêtez mardi votre premier anniversaire à Matignon. Quel bilan tirez-vous ?

Ce fut une année intense ! Au moment où la nouvelle Assemblée

nationale s'est installée, on disait qu'on serait bloqués, incapables de porter des réformes. En un an, 27 textes ont été adoptés : sur les Jeux olympiques, le nucléaire, les énergies renouvelables, la réforme de l'assurance chômage, celle des retraites... C'est un bilan solide et cohérent avec les engagements du président de la République. Nous avons conduit des réformes difficiles mais indispensables. Nous allons continuer à faire de la valorisation du travail une priorité. C'est le sens du projet de loi pour le plein-emploi et de la création de France Travail. Nous avançons pour les Français !

Quelle est votre plus grande fierté ?

Je suis fière d'animer une majorité qui a su rester unie malgré les difficultés liées à la guerre en Ukraine, les réformes et la situation politique. Nos trois groupes, Horizons, MoDem et Renaissance, ont des sensibilités différentes. Mais quand il s'est agi de soutenir la réforme des retraites, qui était impopulaire, aucun député n'a manqué.

À l'inverse, avez-vous des regrets ?

J'aurais évidemment préféré qu'on puisse davantage avancer avec les partenaires sociaux. J'ai à cœur qu'on puisse reprendre rapidement le dialogue.

François Bayrou estime que « le gouvernement s'est laissé prendre au piège » de la réforme des retraites en ne parvenant pas à l'expliquer. A-t-il raison ?

Je préfère les actes aux mots. Les Français ont compris qu'il s'agissait pour une partie d'entre eux

« Je n'ai pas de doute sur le fait que certains se verraient bien à ma place... »

de travailler plus longtemps. Je regrette les propos qui, dans le débat, ont pu laisser penser que cette réforme n'était pas nécessaire. Cela a semé le trouble dans l'esprit de nos concitoyens. Dans

mes échanges avec les Français, j'ai aussi été frappée de voir que certains, qui ont commencé à travailler tôt ou exercent des métiers pénibles, pensent encore qu'ils auront à travailler jusqu'à 64 ans : ce n'est pas le cas. On n'a pas suffisamment réussi à faire passer ce message.

La faute au gouvernement ou aux oppositions ?

On doit toujours se dire qu'on aurait pu faire mieux. Mais certaines oppositions ont laissé croire qu'il n'y avait pas de problème de financement de notre système de retraite. Et d'autres, qui avaient fait campagne pour la retraite à 65 ans, ont voté la motion de censure... Effectivement, ça ne clarifie pas le débat.

La semaine prochaine, vous recevrez les syndicats, un par un, à Matignon. Laurent Berger souhaite des garanties. Qu'êtes-vous prête à mettre sur la table ?

Même après ces mois agités, je reste convaincue qu'il faut donner plus de place à la négociation et au dialogue social. C'est pour cela que je n'ai pas souhaité adresser

un ordre du jour détaillé pour ces rencontres : je suis à l'écoute des priorités que les organisations syndicales et patronales souhaitent mettre dans la discussion.

Êtes-vous vraiment en mesure de renouer le dialogue après quatre mois de confrontation ?

On n'a jamais coupé le fil. J'ai toujours conservé des contacts avec les responsables syndicaux. Chacun a parfaitement conscience de l'importance des enjeux : la prévention de l'usure professionnelle, l'emploi des seniors, la reconversion, le compte épargne temps universel... Sur tous ces champs, je ne doute pas que les organisations syndicales et patronales souhaitent prendre leurs responsabilités.

Vous avez présenté votre nouvelle feuille de route : numérique, industrie verte, plan antifraude, justice... Mais continuer à avancer « texte par texte » à l'Assemblée, n'est-ce pas un mirage ?

Le mirage, c'est celui de notre empêchement. Depuis un an, nous avançons : des projets de loi ont été adoptés, y compris depuis la réforme des retraites. Certains

Opération reconquête

textes l'ont été grâce aux voix des Républicains, de Liot, des socialistes, des écologistes ou encore des communistes. Le travail parlementaire continue, l'Assemblée fonctionne. Il n'y a pas de blocage. Et puis tout ne passe pas par la loi ! La politique, c'est des actions du quotidien pour, par exemple, changer notre école ou réparer notre système de santé.

Après avoir reporté à l'automne le projet de loi immigration, vous avez finalement demandé à Gérald Darmanin de conduire des échanges pour qu'un texte voie le jour en juillet. On s'y perd...

Non, j'ai chargé mon ministre de l'Intérieur de trouver un chemin, car c'est un sujet sur lequel il est important d'avancer. C'est ce que nous voulions faire avec le projet de loi présenté en février. Nous avons

«L'Assemblée fonctionne. Il n'y a pas de blocage»

des désaccords avec les oppositions, mais nous devons être capables de nous mettre d'accord sur certaines mesures utiles et efficaces, tout en préservant l'unité de notre majorité.

Un projet de centre pour les demandeurs d'asile à Saint-Brevin a provoqué la démission du maire, victime d'attaques et de l'incendie de son domicile. Vous avez proposé de le rencontrer. L'État n'a-t-il pas failli ?

C'est intolérable. Attaquer un élu, c'est attaquer la République. Je rencontrerai mercredi le maire de Saint-Brevin. Si nous avons été insuffisamment réactifs, nous allons davantage nous mobiliser pour protéger les élus face à la montée des violences.

Concrètement, que faire ?

Il faut absolument que nous agissions en amont. C'est le sens des propositions que fera la ministre chargée des Collectivités territoriales, Dominique Faure, la semaine prochaine. Elle lancera le Centre d'analyse et de lutte des atteintes aux élus, une structure qui permettra de mieux coordonner la réponse de l'ensemble des acteurs concernés : police, justice, préfet. Nous allons également renforcer les sanctions contre ceux qui s'en prennent aux élus.

Jean-Luc Mélenchon souhaite «mettre à bas la mauvaise République» et vous qualifie de personne «nuisible au pays». Que lui répondez-vous ?

Je n'ai pas envie de répondre à Jean-Luc Mélenchon. La seule façon pour lui d'exister, c'est de proférer des outrances et des injures. Il a un projet politique : mettre à bas nos institutions. Pour ma part, je discute avec les chefs de parti, les présidents de groupe et les parlementaires.

L'exécutif a érigé la gauche radicale en ennemi numéro 1. N'avez-vous pas oublié le combat contre le RN, qui prospère en silence ?

Rien, dans ma vie, dans mes valeurs, ne m'amène à avoir quelque

complaisance que ce soit pour le RN. Mais je suis très attachée aux institutions de mon pays et ce que je constate, c'est que, depuis le début de la législature, La France insoumise fait de l'antiparlementarisme au sein du Parlement. Cette façon de créer du désordre et du chaos fait le jeu de l'extrême droite. Si je suis extrêmement vigilante face à la menace du Rassemblement national, je note que Marine Le Pen et son groupe respectent les formes. Cela n'enlève rien au fait que ses idées sont dangereuses.

Vous avez décidé d'assigner en justice l'éditeur d'une biographie qui vous est consacrée afin d'empêcher la réédition de certains passages. Pour quelle raison ?

Quand une journaliste décrit en détail les conditions du suicide de mon père, quand elle a des propos intrusifs sur mon intimité, sur la relation avec mon fils, avec mon ex-mari, quand elle répand des allégations sur ma santé ou mon orientation sexuelle, comment prétendre que cela a pu se faire avec mon accord ? À un moment donné, on a envie de dire : trop, c'est trop.

Vous avez demandé à vos ministres de faire des propositions d'économies sur leurs budgets. Certains, à l'image du ministre de l'Intérieur, rechignent...

Les lois de programmation constituent la moitié de nos dépenses. Si chaque ministre porteur d'une loi de programmation ne dégage pas de marges de manœuvre, nous aurions du mal à atteindre nos objectifs. Chacun doit prendre sa part pour financer la transition écologique. Bruno Le Maire verra chaque ministre pour définir les modalités de sa participation à notre effort collectif.

Votre feuille de route court bien au-delà des «cent jours» évoqués par le Président. Souhaitez-vous, après le 14-Juillet, rester à Matignon ?

Depuis un an, je m'emploie à apporter des réponses concrètes pour répondre aux défis considérables du pays auxquels notre pays fait face. Je veux continuer à relever ces défis, et j'y mettrai toute mon énergie et ma détermination.

Certains vous disent condamnée...

Je n'ai pas de doute sur le fait que certains se verraient bien à ma place. Depuis un an, j'ai la fierté d'animer une majorité qui est restée unie, d'assurer le fonctionnement du Parlement, qui a porté des réformes importantes et pour certaines difficiles, d'avoir tenu les engagements pris par le président de la République. Avancer, c'est la seule chose qui m'importe.

On a senti certaines tensions, ces dernières semaines, entre vous et le Président. Qu'en est-il ?

Cela fait six ans que je suis au côté du président de la République. Chacun a sa personnalité, c'est certain. Mais nous avons des relations extrêmement fluides, car je partage totalement la vision qu'il a pour notre pays. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR JULIETTE DROZ ET DAVID REVAULT D'ALLONNES

Sur lejdd.fr L'INTERVIEW INTÉGRALE



Vendredi au marché couvert de Saint-Joseph (la Réunion). ÉRIC DESSONS/JDD

À la Réunion, une contre-offensive millimétrée

CARTE POSTALE La Première ministre, qui a passé trois jours sur l'île, a tout fait pour montrer qu'elle n'était pas prête à céder sa place

Envoyée spéciale
La Réunion

Trois jours de déplacement et un programme à faire suer à grosses gouttes le plus zélé des coureurs de fond. Depuis cette île volcanique où elle n'avait encore jamais posé un orteil, Élisabeth Borne entend montrer qu'elle est plus que jamais à la tâche. Et qu'elle n'a pas l'intention de lâcher le morceau. « Certains ont commencé à préparer les couronnes de fleurs pour son départ, mais je pense qu'il est un peu tôt, dit un membre de la délégation. Elle veut montrer qu'il ne faut pas l'enterrer trop vite et qu'elle s'inscrit dans la durée. »

Logement, agriculture, services publics, écologie, travail... Le cortège de la Première ministre avale les thèmes, et les kilomètres, pour cocher la vingtaine d'étapes au programme. Hier, sur les hauteurs du Maïdo, impressionnant belvédère à plus de 2 000 mètres d'altitude, avec vue plongeante sur le cirque de Mafate, la Première ministre a planté un arbuste : une petite plante frêle mais diablement résistante... Tout un symbole. Comme une carte postale à ceux qui, à 9 000 kilomètres de là, douteraient de sa longévité à Matignon. Ce voyage, « c'est l'occasion de se projeter dans la suite et dans les réponses que l'on peut apporter aux Français », confie-t-elle.

Comme souvent avec la cheffe du gouvernement, rien ne dépasse du cadre. Tout est millimétré, sous contrôle. Dans l'écrin verdoyant du cirque de Salazie, son équipe

prend le soin de l'installer devant une charmante église rose au fronton évocateur. « Chez nous, soyez reine », peut-on y lire. La promesse de belles photos. « Vous êtes une résiliente. La France a besoin de vous et de cet apaisement », lui a glissé un peu plus tôt un ancien parachutiste lors d'un échange à l'abri de la mairie. La rencontre avec une vingtaine d'habitants a été minutieusement préparée : pas un mot plus haut que l'autre. Comme celle avec quatre bénéficiaires modèles du RSA, hier, à Saint-Leu. Pas franchement représentatifs du tiers de la population de l'île, qui n'a que cette prestation pour vivre, dans le département le plus pauvre du pays. Dans ce bout de France qui a voté à près de 60 % pour Marine Le Pen à la dernière présidentielle et envoyé six députés gonfler les rangs de la Nupes, sur les sept sièges de la Réunion, Élisabeth Borne n'avance pas en terrain conquis. D'où la nécessité de le tailler sur mesure.

Casserole confisquée

Tout au long du parcours de la Première ministre, une quinzaine de manifestants ont bien essayé d'enrayer cette machine bien huilée : l'impressionnant dispositif policier les a maintenus à bonne distance. « Elle vient ici voir des élus, des chefs d'entreprise, mais pas le peuple qui est en souffrance », gronde Didier, représentant d'Attac, face aux deux imposants camions de gendarmerie qui barrent la route du conseil départemental, où la Première ministre s'est engouffrée. Scène similaire devant la Maison des projets de Saint-Pierre, où Catherine, de La France insoumise, s'est vu confisquer sa casserole. « Quand Sarkozy était venu sur l'île, je lui avais dit en

face ce que je pensais. Personne ne m'en avait empêchée, enrage-t-elle. Ce gouvernement est pétri de peur. »

Le quotidien d'abord

L'équipe de Élisabeth Borne avait pourtant promis un déplacement de proximité, à la rencontre des Réunionnais. Mais rien en dehors des clous, ou si peu. En trois jours, le seul pas de côté qu'elle s'autorisera sera une halte improvisée d'un quart d'heure au marché couvert de Saint-Joseph. « Quand c'est spontané comme ça, qu'il n'y a pas de manifestants qui suivent les visites, on peut parler avec les gens », se félicite-t-elle sur place après avoir fait ses emplettes : un corossol et une bouteille de vinaigre au fruit de la passion. Une méthode qu'elle ne s'interdit pas de reproduire. « Je ne renoncerais pas à aller au contact des Français », assure la Première ministre.

Dans ses échanges avec les habitants, les problèmes du quotidien écrasent tout le reste. Il y est rarement question de politique. Elle ressurgit pourtant d'une manière inattendue, sur les sommets luxuriants de Sainte-Rose, où Élisabeth Borne fait étape auprès d'un cultivateur. D'un coup de machette, il débarrasse un palmier de son écorce. Son cœur, le palmiste, est prisé dans la cuisine de l'île. La Première ministre soupèse le rondin avant de lancer, dans un éclat de rire : « Là, les amis, faut plus m'embêter ! » « Vous ne repartez pas avec ? lui lance alors une journaliste de *Quotidien*. Ça aurait pu vous servir pour Gérald Darmanin », alors qu'on prête au ministre de l'Intérieur des vus sur Matignon. Élisabeth Borne hisse la bûche sur son épaule. Nouveau sourire et un index dressé : « Je repars avec le palmiste ! » ● J.D.R.

Actualité Politique

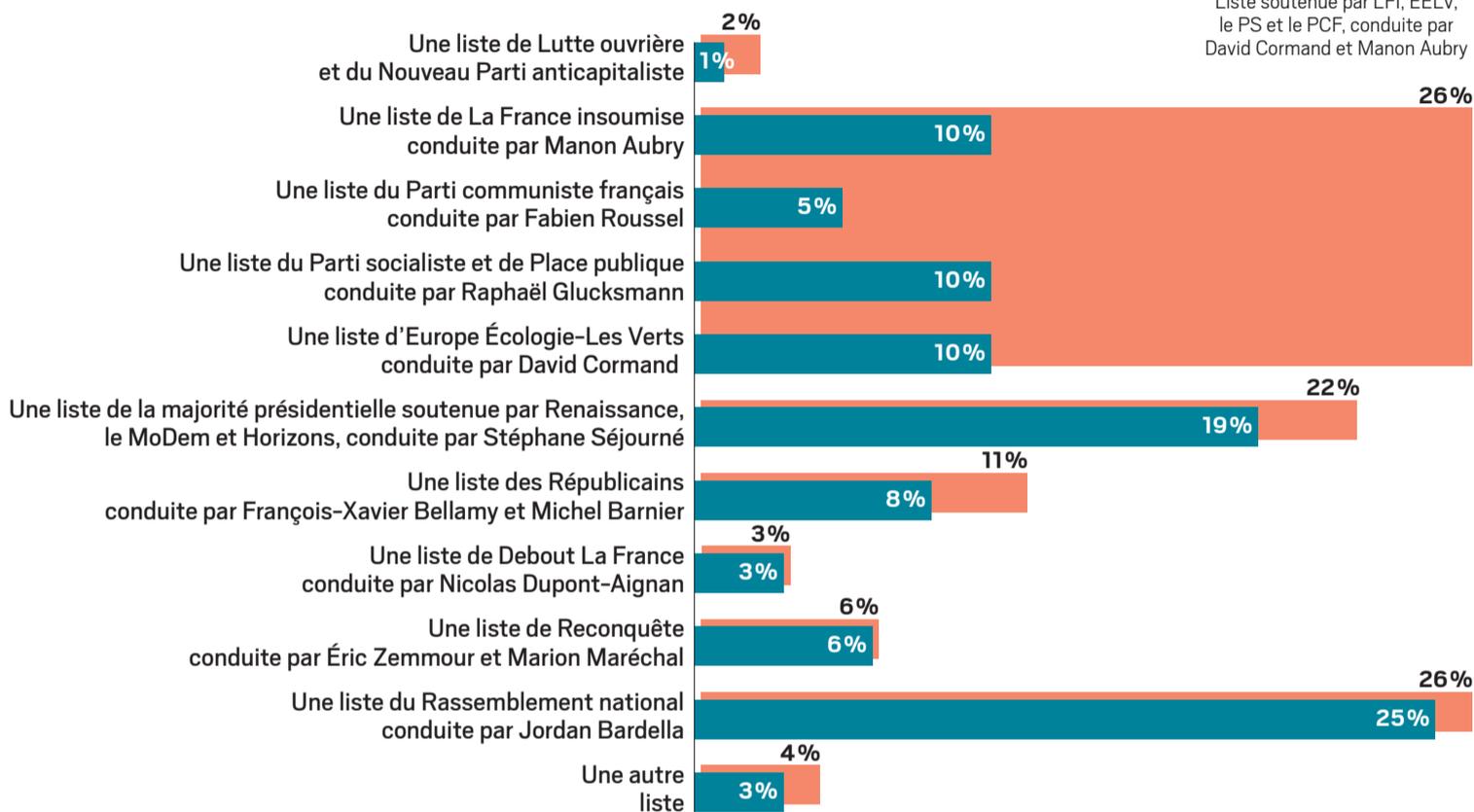
Européennes : le RN confirme sa première place

SONDAGE Seule une gauche unie pourrait rivaliser avec le RN

MAJORITÉ Les macronistes, quoique sanctionnés, résistent à l'usure du pouvoir

Si dimanche prochain devaient se dérouler les élections européennes, pour laquelle des listes suivantes y aurait-il le plus de chances que vous votiez ?

En pourcentage des suffrages exprimés



Sondage Ifop Fiducial pour le JDD et Sud Radio, effectué du 10 au 12 mai 2023 auprès d'un échantillon de 1 310 personnes âgées de 18 ans et plus, représentatif de la population française (méthode des quotas). Les interviews ont eu lieu en ligne par questionnaire autoadministré. La marge d'erreur est située entre 1,1 et 2,5 points.

À un an des élections européennes, premier rendez-vous électoral du deuxième quinquennat d'Emmanuel Macron, voilà une enquête d'opinion qui ne manquera pas de nourrir le débat stratégique, en particulier à gauche. Ce premier sondage sur le scrutin prévu le dimanche 26 mai ou le dimanche 2 juin 2024, réalisé par Ifop Fiducial pour le JDD et Sud Radio, se révèle riche d'enseignements. Il confirme l'hégémonie du Rassemblement national (RN) sur le scrutin européen; mesure l'ampleur du traditionnel vote sanction exprimé, à l'occasion des élections intermédiaires, contre le pouvoir en place; et, surtout, évalue le gain électoral que pourrait espérer la gauche selon qu'elle s'y présente groupée ou désunie.

Le RN toujours en pole position

Concernant un scrutin européen qui a très souvent réussi à l'extrême droite – il avait révélé Jean-Marie Le Pen en 1984 et vu la formation nationaliste arriver en tête en 2014 et 2019 –, ce n'est pas une surprise. Avec 25 % (26 % dans l'hypothèse d'une gauche réunie) pour une liste conduite par Jordan Bardella, le Rassemblement national (RN) conserve la première place qu'il avait acquise en 2019, avec 23,5 % des suffrages, sous la direction de celui qui est devenu, depuis, président du parti. Et fait même

mieux que ses 24,8 % de 2014. Et ce, malgré la concurrence de la liste Reconquête conduite par Éric Zemmour et Marion Maréchal, qui avec 6 % avoisine le score du premier à la présidentielle de 2022.

Le RN pointe en tête chez les ouvriers (50 %) et les employés (35 %), les moins diplômés (39 % pour les titulaires du CAP ou BEP) qui peinent à s'insérer, les 50-64 ans qui souffrent de la baisse de leur pouvoir d'achat ou encore les salariés (30 %). Au cas où une liste Bardella ne ferait pas totalement le plein chez les électeurs ayant voté Marine Le Pen au premier tour de la présidentielle de 2022 (82 %), elle s'attirerait les faveurs d'une partie de ceux d'Éric Zemmour (25 %), et dans une moindre mesure de ceux de Valérie Pécresse (13 %). Voilà qui ne manquera pas de nourrir les arguments des dirigeants lepénistes, selon lesquels ils constituent l'alternative numéro un au macronisme, et « le premier parti de France ». Ce qui tend à devenir, depuis une décennie, un « véritable invariant du scrutin européen », selon Frédéric Dabi, directeur général de l'Ifop.

Un vote sanction limité pour les macronistes

Un scrutin intermédiaire sanctionne souvent le pouvoir en place. C'est le cas pour la liste de la majorité présidentielle (Renaissance, Modem et Horizons) conduite par le dirigeant du parti présidentiel,

Stéphane Séjourné, peu connu des Français. Avec 19 % (22 % dans le cas d'une gauche unie), elle serait largement devancée par le RN, avec 6 points d'écart, là où on n'en avait compté qu'un seul en 2019. Les macronistes avaient alors recueilli 22,4 % des suffrages.

Cette baisse de 3,5 points en cinq ans s'explique par des résultats en dessous de la moyenne dans nombre de catégories traditionnellement plutôt favorables : seulement 15 % chez les cadres et professions intellectuelles supérieures; seuls deux électeurs de Macron sur trois au premier tour de la dernière présidentielle (65 %); et un maigre 10 % chez les ouvriers. La majorité, cependant, limite la casse, et notamment grâce au soutien des personnes âgées (35 %) et des plus diplômés (20 %). « Quand on considère la très forte impopularité du couple de l'exécutif, et le fait qu'il s'agit du premier scrutin intermédiaire du quinquennat, ce n'est pas infamant », constate Frédéric Dabi. L'ampleur du vote sanction n'atteint pas, par exemple, les 14 % du Parti socialiste (PS) aux européennes de 2014, pendant le quinquennat de François Hollande.

Confrontée à une gauche unie, une liste conduite par Stéphane Séjourné pourrait néanmoins constituer un réceptacle pour les électeurs de gauche hostiles aux Insoumis : son score passerait de 19 à 22 %, résultat quasiment équivalent à celui de 2019. Mais elle passerait à la troisième marche du

podium, derrière cette liste Nupes version européenne.

Coûts et bénéfices d'une gauche unie

La configuration de la gauche modifie considérablement le rapport de force. Dans l'hypothèse où elle s'avancerait en ordre dispersé, ce qui a toujours été la norme dans un scrutin européen où la logique de marque partisane prédomine, son total, avec 35 %, se situerait très au-dessus des scores obtenus à la présidentielle et aux législatives de l'année dernière. Mais révélerait à la fois un morcellement et une absence de leadership : Insoumis, socialistes et écologistes y récolteraient exactement le même score, soit 10 % pour chacune des listes.

Dans le détail, une liste La France insoumise (LFI) ferait certes mieux qu'en 2019 (6 %), mais resterait très en deçà du score de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle (21,9 %). « Quand l'effet d'entraînement de Mélenchon n'est pas là, la marque LFI retombe à un niveau faible », note Frédéric Dabi. La liste conduite par Manon Aubry ne capterait que 41 % de ceux ayant voté pour l'Insoumis au premier tour de la présidentielle de 2022. Mais elle rassemblerait 30 % des 18-24 ans. Bonne nouvelle en revanche pour le PS, qui avec 10 % rebondit de manière inespérée après son score catastrophique de la présidentielle (1,7 %). Mais un peu décevant pour EELV, qui ferait bien mieux qu'à la présidentielle (4,6 %), mais moins

bien qu'aux européennes de 2019 (13,5 %). Enfin, avec 5 %, le PCF ferait deux fois plus que le candidat Fabien Roussel en 2022 (2,2 %).

L'union de la gauche, en revanche, qui fait débat depuis des mois entre les différents partenaires de la Nupes, modifierait fondamentalement ce rapport de force : elle récolterait 26 % des voix et ferait jeu égal avec le RN. Elle serait en particulier très haute chez les 18 à 24 ans (55 %) ou chez les cadres supérieurs (36 %). Presque une promesse de victoire, mais aussi de déperdition massive : le total de la gauche dispersée atteint les 35 %, soit 9 points de plus... Des points qui profiteraient en particulier aux macronistes si la gauche présentait un front uni. « Dans une partie certes minoritaire, mais non négligeable, du peuple de gauche, il y a un rejet de la liste unique et de l'hégémonie de LFI », note Dabi.

Une liste Les Républicains conduite par François-Xavier Bellamy et Michel Barnier n'atteindrait que 8 % (11 % dans le cas d'une gauche unie). Un score conforme à celui de 2019, mais faible au regard d'un parti qui avait gagné les européennes en 2009 (27,9 %). Voilà qui confirme la tendance, établie à la dernière présidentielle et aux législatives, à la tripartition du champ politique. C'est désormais aux états-majors des partis de gauche de décider si « la guerre des trois blocs », comme la caractérise Frédéric Dabi, aura bien lieu. ●

Actualité Politique

INTERVIEW

MENACES L'élu local est la cible de l'extrême droite depuis l'annonce de l'ouverture d'un centre pour migrants

Après la démission surprise mercredi de Yannick Morez, maire de Saint-Brevin (Loire-Atlantique), la guerre lancée par l'extrême droite contre l'accueil de migrants pourrait faire une nouvelle victime. Depuis qu'il a annoncé l'ouverture prochaine d'un centre de demandeurs d'asile (Cada), Laurent Laroche, édile sans étiquette de Bêlâbre (Indre), et son épouse vivent dans la peur face aux menaces. Le village de 1 000 âmes est devenu le théâtre de manifestations antimigrants où se mêlent les responsables locaux du Rassemblement national et de Reconquête. Contrairement au maire de Saint-Brevin, il s'estime soutenu par le préfet et la gendarmerie, ce qui l'aide à tenir.

Début février, votre conseil municipal a acté la vente d'un espace pour accueillir 38 migrants...

C'est là que les soucis ont commencé. Trois manifestations ont depuis été organisées contre l'arrivée des demandeurs d'asile. Une association anti-Cada s'est formée sous le nom de l'Union bêlâbraise. Vendredi, son dernier post reprenait la photo du maire de Saint-Brevin devant ses deux véhicules brûlés avec une jolie légende : « Il est primordial pour un maire d'écouter l'avis de ses habitants ». J'en suis encore choqué. Ça a ravivé ma peur au ventre.

« L'incitation à la haine raciale est un délit pénal. Mais aujourd'hui, tout est permis »

Comment se déroulaient les manifestations ?

Elles regroupaient souvent 150 personnes, dont seule la moitié venait de Bêlâbre. C'était impressionnant, je voyais pour la première fois quasiment 100 gendarmes sur ma commune. Le noyau de 70 habitants contestataires a été récupéré en partie par Reconquête, et surtout par le Rassemblement national (RN). Leurs dirigeants locaux étaient présents à chaque manifestation. Celui de Reconquête est venu jusque chez moi avec d'autres le 25 février et a insulté mon épouse. Il a dit ensuite regretter. Un peu facile après coup...

Avez-vous reçu d'autres menaces ?

À la fois des mails, SMS et courriers, m'accusant d'être « un suppôt du traître Macron », « un immigrationniste ». Cette phrase, « les traîtres le paieront le jour venu, ils seront pendus sur la place publique », ça m'a fait un choc. Nous avons reçu une alerte à la bombe une demi-heure avant une réunion publique qu'on organisait sur le sujet, avec les entreprises locales, le préfet et une association. L'enquête est



L'édile en 2020.
EMELINE FERRY/
MAXPPP

Laurent Laroche, maire de Bêlâbre (Indre)

« J'ai peur d'être le prochain sur la liste »

en cours. Mais je n'ai jamais porté plainte car je ne voulais pas envenimer les choses.

Qu'avez-vous ressenti en apprenant la démission du maire de Saint-Brevin ?

Ça a été comme un coup de semonce. Après Callac, Saint-Brevin, Bêlâbre... j'ai peur d'être le prochain sur la liste. J'ai vu le préfet ce vendredi, et je lui ai dit que c'était difficile moralement. Le permis de construire du Cada sera déposé lundi. Ça se calmait ces derniers temps. Je crains que la pression remonte désormais.

Pensez-vous faire pareil ?

Pour l'instant, non. Mais je ne mettrai pas ma vie et celle de ma famille en danger. J'ai la chance d'être très soutenu par mon conseil municipal. Je n'ai aucun intérêt dans cette affaire, si ce n'est garder un esprit d'humanité.

Avez-vous échangé depuis avec les autorités ?

Tout le monde m'appelle, même le ministère de l'Intérieur ce vendredi matin ! On me dit : « Nous ne savions vraiment pas qu'il se passait aussi des choses à Bêlâbre. » Bon... Mais j'ai été aidé, contrairement au maire de Saint-Brevin : à chaque manifestation, les gendarmes m'ont protégé, la sous-préfète m'appelle régulièrement et le préfet est venu me voir. Quand je m'inquiète de la suite, on me répond « On verra ».

Redoutez-vous des représailles dès qu'un élu accueillera des migrants ?

S'il y avait eu une réponse ferme sur ce qui s'est passé à Callac et à Saint-Brevin, je ne m'inquiéterais pas. Au téléphone, Yannick Morez m'avait raconté avoir reçu dans sa boîte aux lettres un cercueil avec l'image d'un jeune migrant mort sur une plage où était inscrit « c'est vous le prochain », et que les gendarmes lui avaient rétorqué : « Que voulez-vous qu'on en fasse ? » C'est très grave. Il faut que les enquêtes aboutissent. Je suggère aussi d'organiser des

réunions entre des députés et les communes accueillant des Cada pour améliorer le suivi.

La Première ministre, Élisabeth Borne, rencontrera mercredi Yannick Morez, qu'elle a assuré de « [s]on soutien ». Qu'en pensez-vous ?

C'est un peu tard. Il est grand temps que l'État réagisse et prenne ses responsabilités. L'incitation à la haine raciale est un délit pénal. Mais

aujourd'hui, tout est permis. Ces groupuscules doivent être condamnés. Élisabeth Borne devrait intimer à l'État de se porter partie civile en cas d'attaques racistes. Reconquête et le RN balayent toute responsabilité. Mais ils exacerbent des sentiments haineux envers les demandeurs d'asile. ●

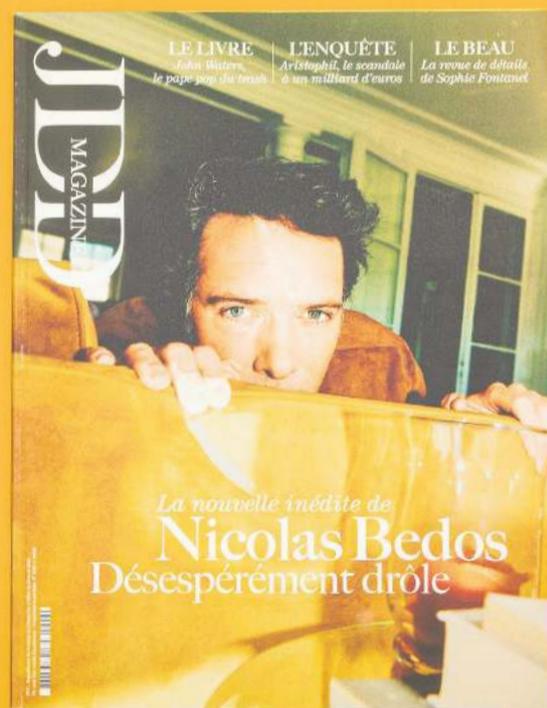
PROPOS RECUEILLIS PAR
NINA JACKOWSKI

À SAINT-BREVIN, L'ENQUÊTE PIÉTINE

IL EST DEVENU le symbole de cette grande démission qui emporte les élus locaux, coincés entre les exigences de l'État et des opposants toujours plus virulents. Menacé par des militants d'extrême droite dénonçant le transfert d'un centre d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada) près d'une école de Saint-Brevin-les-Pins (Loire-Atlantique), Yannick Morez, son maire, a jeté l'éponge mercredi et annoncé sa décision de quitter la ville où il réside depuis plus de trente ans. Lettres anonymes, messages haineux sur les réseaux sociaux ou appels au meurtre... Depuis le début de l'année, le médecin de 62 ans subit un harcèlement allant crescendo autour de ce projet de l'État. Plusieurs plaintes ont été déposées à la gendarmerie. Jusqu'à cette soirée du 22 mars, où la maison familiale a été partiellement brûlée ainsi que deux véhicules du couple qui dormait à ce moment-là. « Les premiers éléments de l'enquête ont confirmé le caractère intentionnel de l'incendie », assure le procureur de Nantes, Renaud Gaudeul. Les investigations ont été confiées le 19 avril à un magistrat instructeur et les faits, qualifiés de « destruction de biens par un moyen dangereux pour les personnes au préjudice d'une personne dépositaire de l'autorité publique ». « Yannick Morez était visé en tant que maire », abonde le procureur. Ultradroite, anti-Cada ou administré en colère, aucune piste n'est privilégiée. Pas de suspect ni d'arrestation... À Saint-Brevin, l'absence de réponses alimente les suspicions. ● EMMANUELLESOUFFI

JDD
MAGAZINE

Le magazine
de ceux qui lisent



EN VENTE
ACTUELLEMENT

Actualité Politique

Quand Berger livre sa vision des politiques

CRI Dans un essai intitulé « Du mépris à la colère », le secrétaire général de la CFDT égrille les partis et leur rapport au travail

Avant de raccrocher sa chasuble orange, fin juin, Laurent Berger a vu rouge. Dans un essai tranchant, intitulé *Du mépris à la colère*, à paraître aux éditions du Seuil vendredi, le leader de la CFDT épingle – entre autres – le rapport des politiques au travail. Le JDD en dévoile les extraits les plus piquants.

Celui à qui l'on a longtemps prêté des ambitions politiques n'est pas tendre avec la gauche. Le cédétiste s'attaque à sa vision « misérabiliste » et à ses œillères qui l'auraient éloignée des travailleurs. « On aurait pu imaginer que la gauche se serait emparée de cette question, mais la gauche française n'a jamais été travailliste, écrit-il. C'est une gauche qui a souvent vu le travail comme un élément d'exploitation, avec une vision assez misérabiliste. Sans doute parce que cette gauche n'a pas réuni en son sein assez de travailleurs; elle a donc erré entre les théories valeur travail et aliénation. » Pour Berger, la déconnexion de la gauche avec le salariat lui a fait louper le coche du véritable enjeu – les conditions de



Le leader de la CFDT à Paris, le 10 mars. ÉRIC DESSONS/JDD

travail. Au passage, il n'épargne pas les syndicats sur ce point.

Durant sa décennie de mandat, son inquiétude s'est accrue à mesure de la progression du vote Rassemblement national (RN). Berger place le gouvernement face à un choix : mettre en place une « profonde transformation du travail » – en négociant par exemple son organisation et en tenant compte du partage des richesses – ou bien offrir « une voie royale à Mme Le Pen ». Il

explique : « Les sentiments de colère et de mépris, c'est souvent à l'extrême droite qu'ils profitent. Mme Le Pen – qui se moque complètement des travailleurs, ne connaît rien au sujet des retraites, n'a aucune perception des réalités de travail, qui est anti-syndicaliste, antiorganisation collective, qui se contrefiche des droits des femmes, même si elle prétend le contraire – gagne chaque jour des points à cause d'une politique qui nie la réalité des travailleurs. »

Si le secrétaire général tacle un RN « qui se moque complètement des travailleurs », il souligne son militantisme de terrain. « À la porte des entreprises, trop souvent ces derniers temps les seuls à distribuer les tracts, ce sont les militants du Rassemblement national. Je conseille vivement aux politiques d'aller à nouveau à la rencontre des travailleurs, comme nous l'avons

« Mme Le Pen se moque complètement des travailleurs »

fait. Et en attendant, de nous écouter un peu, pour comprendre ce qu'est la réalité du travail. »

L'attaque la plus virulente est portée, à la dernière page, à l'endroit d'Emmanuel Macron. Après avoir formulé une analyse crue de la réforme des retraites, où le gouvernement, symbole « du mépris », a provoqué le passage « à la colère », Berger met en cause le Président qui oscillerait entre « orgueil » et « incapacité ».

Il s'interroge : « Je n'ai jamais compris comment on pouvait être au service d'un collectif pour lequel on éprouvait du mépris. [...] Il y a deux choix : la verticalité ou le dialogue. Depuis 2017, c'est la verticalité qui a été choisie, avec, ces derniers mois, une forme de paroxysme et un Président qui, par orgueil ou par incapacité, ne veut pas écouter les organisations syndicales et néglige les corps intermédiaires. »

Le syndicaliste réformiste est passé du statut de potentiel traître – selon les centrales plus contestataires – à celui de figure de la rébellion contre la réforme, cible du courroux présidentiel. Il insiste : « Dès son arrivée au pouvoir, le président Macron a expliqué que les syndicats devaient simplement assurer une présence dans l'entreprise, sans autre ambition. [Ils] étaient vraisemblablement à ses yeux des empêcheurs de tourner en rond et peut-être espérait-il les affaiblir comme il avait affaibli les partis politiques, déjà en piteux état. » À l'inverse, Berger se réjouit que le syndicalisme ait retrouvé ses lettres de noblesse. Et espère qu'il ne sera jamais plus autant négligé que sous l'ère Macron. ●

NINA JACKOWSKI

Éric Ciotti dévoile son contre-gouvernement

EXCLUSIF Le président de LR a composé son « shadow cabinet », pour rebondir après la séquence délicate des retraites

Empêtré ces dernières semaines dans les déchirements de son camp autour de la réforme des retraites, Éric Ciotti se démène pour tourner la page et reprendre l'initiative. « Après la période de tempête des retraites, objectivement compliquée pour nous et qui a retardé la réorganisation du parti, il s'agit de dépasser cela et d'avancer sur les idées », explique-t-il. Pour ce faire, le président des Républicains (LR) a formé son « contre-gouvernement », qu'il dévoile au JDD : 32 secrétaires nationaux composent ce *shadow cabinet*, ou gouvernement fantôme.

Au Royaume-Uni, le principal parti d'opposition constitue ainsi une équipe alternative au gouvernement, chacun de ses ministres fantômes y étant chargé de surveiller et de critiquer son vis-à-vis au pouvoir. Le leader de LR attend, lui aussi, de ses contre-ministres qu'ils portent la parole du parti sur leurs sujets et qu'ils contredisent celle du gouvernement. Mais aussi qu'ils coordonnent le travail programmatique, avec pour objectif de construire un projet d'alternance. « Je souhaite que les travaux programmatiques s'organisent autour de celui qui aura été chargé de la thématique », explique-t-il.

L'ancien patron de la police Frédéric Péchenard hérite logiquement du portefeuille de la sécurité, et la députée européenne



INTÉRIEUR
Frédéric Péchenard



IMMIGRATION
Nadine Morano



IDENTITÉ
Jacqueline Eustache-Brinio



COORDINATRICE
Annie Genevard



JUSTICE
François-Noël Buffet



DÉFENSE
Jean-Louis Thiériot



ÉCONOMIE
Christian Saint-Étienne



AFFAIRES ÉTRANGÈRES
Michel Barnier



TRAVAIL
Philippe Juvin



ÉDUCATION
Max Brisson



AGRICULTURE
Julien Dive



SANTÉ
Yannick Neuder



ENVIRONNEMENT
Antoine Vermorel-Marques

Nadine Morano de celui de l'immigration. La députée Véronique Louwagie s'occupera des comptes publics, son collègue Philippe Juvin des affaires sociales et du travail. La justice est confiée au sénateur du Rhône François-Noël Buffet, et « l'identité, la laïcité et les valeurs républicaines » à sa collègue Jacqueline Eustache-Brinio. L'économiste Christian Saint-Étienne est chargé de l'économie et de la réindustrialisation. Quant à Michel Barnier, candidat à la primaire de la droite de 2021, il traitera des affaires étrangères et de l'Europe, au poste de « conseiller spécial du président ».

Sous la houlette de la « coordinatrice » Annie Genevard, députée et secrétaire générale de LR, une équipe presque paritaire et « assez équilibrée », selon Ciotti, où tous les courants de la droite sont représentés : nombre de proches de son ex-adversaire au congrès, le sénateur Bruno Retailleau, comme Jacqueline Eustache-Brinio ; mais aussi du président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez (Yannick Neuder), de celui de la Région Hauts-de-France, Xavier Bertrand (Julien Dive), et même du député du Lot Aurélien Pradié, pourtant écarté récemment de la direction du parti

pour avoir contredit sa ligne sur la réforme des retraites (Raphaël Schellenberger).

Une « académie de formation » pour les militants

En visite au Maroc la semaine dernière, Éric Ciotti entend multiplier les déplacements : à l'étranger – il sera le 24 mai au Danemark, pays qui mène une des politiques migratoires les plus strictes d'Europe – et en France. Il a entamé, mercredi soir à Toulouse, un tour de France des fédérations et envisage une ou deux étapes par semaine. Vendredi s'est par ailleurs tenue la

première session de son « académie de formation » pour les militants, baptisée Georges-Mandel, avec deux jours de séminaire réunissant 200 cadres, en présence du philosophe Marcel Gauchet et du sondeur Jérôme Fourquet. En attendant le lancement d'un think tank, puis d'« états généraux de la droite », prévus le 17 juin au Cirque d'Hiver, à Paris. Éric Ciotti résume : « On remet le parti en ordre de marche sur la stratégie, l'idéologie et l'incarnation, trois ingrédients pour nous conduire à la victoire en 2027. » ●

CHRISTINE OLLIVIER

Actualité Politique

DÉBAT Le nouveau thème brandi par Marine Le Pen séduit ceux qui visent un électeurat plus conservateur, mais agace les autres

Les applaudissements sont mesurés, le pas, hésitant. Sur la scène centrale du Carré des Docks au Havre, Marine Le Pen déambule en ébouriffant « l'idéologie woke », cette « transition civilisationnelle » aux allures de « secte » qui « ne dit pas son nom ». Pour le 1^{er}-Mai, fête des Travailleurs et journée de mobilisation contre la réforme des retraites, la présidente du groupe Rassemblement national (RN) a choisi de pilonner – entre autres – « ce nouveau puritanisme inquisitorial » et appelle au « redressement moral ». Mais, attablés au banquet, des lepénistes du premier cercle avalent difficilement. « Le wokisme ne parle à personne », lâche l'un. « Pas ma came », soupire un autre.

À quelques sièges de là, le maître d'œuvre de cette offensive sirote son kir : l'eurodéputé Philippe Olivier, conseiller de Le Pen. Le député Roger Chudeau, le nouveau « Monsieur Éducation » du RN, est aussi à la manœuvre. Tous deux ont lancé l'assaut il y a deux mois en créant une association parlementaire contre le wokisme. Selon son texte d'orientation, celle-ci vise – par la voie législative – à « interdire les réunions racisées ou genrées » ou « les subventions publiques à des organisations ouvertement wokistes », et à créer « des groupes de vigilance ». Le duo assume de s'attaquer à un thème qui demeure obscur pour l'électorat lepéniste, avant tout préoccupé par les questions de pouvoir d'achat et d'immigration. « La lutte contre le wokisme fait plus penser à Éric Zemmour, Mathieu Bock-Côté ou CNews... il est certain que cela va changer l'image du mouvement, admettait alors Chudeau. On nous voit souvent comme proches du



La présidente du RN, le 1^{er} mai, sur la scène du Carré des Docks au Havre (Seine-Maritime). MAXIME LE PIHIF/SIPA

L'offensive antiwoke agite le RN

peuple, plus « fin du mois » que « fin du monde ». Mais, désormais, on va parler de la fin de notre monde. »

Pour le moment, un peu moins de la moitié des députés RN ont rejoint l'association. Une campagne d'adhésion sera lancée la semaine prochaine, avec des courriers envoyés à l'ensemble des parlementaires, y compris honoraires. Mais aussi au niveau européen, voire jusqu'aux États-Unis. Une plateforme est sur les rails. Chudeau précise qu'il contactera le réseau de Reconquête, « Parents vigilants », pour « que chacun se mette dans

la boucle » même si aucune action commune n'est envisagée.

En marge de son discours, la dirigeante du RN récite toute dérive droite. « Le wokisme est la théo-

Une association parlementaire veut « interdire les réunions racisées ou genrées »

rie la plus chimiquement pure du communautarisme, assure-t-elle à la presse. Y sont opposés tous ceux qui sont attachés aux principes républicains, et il y en a beaucoup à gauche. C'est un sujet transpartisan et transnational. » Justement : « l'offensive woke » était le thème du rassemblement international des nationaux-populistes (CPAC) organisé début mai à Budapest, en Hongrie. Le président du RN, Jordan Bardella, et la zemmouriste Marion Maréchal y ont dîné avec le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, anti-LGBT notoire.

Les lepénistes plus que jamais sur leurs gardes

STRATÉGIE De plus en plus ciblé par la majorité et les oppositions, le RN redouble de précautions. Pas assez, au goût de certains

« C'est à cause de vous ! » Le cri fuse dans l'Assemblée nationale, les regards se tournent vers les sièges rouges situés à l'extrême droite de l'hémicycle. Le petit groupe de députés lepénistes est resté assis. Ce sont les seuls. Le reste de la salle, debout, ovationne le maire de Saint-Brevin, Yannick Morez, qui vient d'annoncer sa démission, ce mercredi soir, après avoir été la cible de militants d'extrême droite opposés à l'accueil de migrants dans sa commune. « La honte », tweete le député Insoumis Manuel Bompard, visant le Rassemblement national (RN).

Le vice-président du groupe RN, Sébastien Chenu, présent ce soir-là, ne regrette pas de ne pas s'être levé à l'unisson des autres députés : « Nous avons déjà indiqué notre solidarité à tous les élus face à toutes les formes de violence. La réciprocité est d'ailleurs rarement vraie. En revanche, ces instrumentalisation politiciennes

et à géométrie variable deviennent récurrentes. » De fait, après une bataille des retraites relativement tranquille pour le parti d'extrême droite, ses positions sont de plus en plus scrutées. La veille, le ministre des Comptes publics, Gabriel Attal, dénonçait « la proximité » entre les militants néofascistes qui avaient défilé à Paris samedi dernier et le RN. Le président du parti, Jordan Bardella, s'est fait pilonner pour ses propos sur la peine de mort. Et un lapsus du cadre du groupe à l'Assemblée, Jean-Philippe Tanguy, lui a valu d'être « pris pour un agent russe », selon ses propres dires.

« Dès que je fais un média, je serre les fesses... »

« L'offensive est lancée, donc on tient nos positions, comme en temps de guerre, ironise le député Thomas Ménagé. Il faut être encore plus prudent qu'on ne l'est d'ordinaire. » Un élu lepéniste le dit autrement : « Dès que je fais un média, je serre les fesses... » Certains se rassurent en pariant que ces charges n'atteindront pas leurs électeurs : « Ils peuvent faire du rouge qui tache

aussi grossier dans un entre-deux-tours pour faire peur, mais là, c'est juste ridicule », juge Tanguy. Un cadre compte même profiter du « sentiment de victimisation ».

La task force anti-RN tout juste lancée par la Macronie a commis un premier impair. Réunie le 3 mai pour sa première réunion, elle a oublié au fond d'un restaurant sa feuille de route... sur laquelle Chenu a mis la main. Les Marcheurs y ont consigné leurs réflexions : faut-il débunker des mesures RN comme la TVA à 0 % ? Ou bien cibler des personnes, à l'instar du député « Julien Odoul et l'affaire du suicide des agriculteurs ? » « Ils ne savent pas comment nous attaquer, car nous évitons de leur donner des prises. C'est notre stratégie de lutteur enduit d'huile », veut croire le cadre Renaud Labaye. La stratégie macroniste devrait toutefois être abordée mardi, lors de la prochaine réunion de groupe.

« J'aimerais qu'il y ait plus de contrôles pour éviter les conneries des naïfs », insiste un cadre. En réunion, mardi, Tanguy a recommandé aux députés une prudence

extrême. Certains avaient par exemple accepté l'invitation d'Omerta, un média aux tendances prorusse et transphobe. Le porte-parole, Julien Odoul, y était interviewé début mai, après le député Antoine Villedieu et la vice-présidente du parti, Edwige Diaz.

À cette même réunion, Le Pen a martelé qu'Axel Loustau n'était « absolument pas un proche », rapporte un député. L'ancien trésorier du microparti Jeanne s'était affiché au défilé néofasciste samedi, et son collègue Frédéric Chatillon l'a soutenu. Un sacré coup de canif dans la stratégie de « notabilisation » du RN, pour lequel ces deux anciens du GUD officient toujours comme prestataires. « Je préférerais qu'on n'ait aucun lien de travail avec ces gens-là », admet un cadre. Le Pen a menacé, vendredi dans *Le Monde*, de couper les liens avec les anciens gudards. « Nous sommes trop proches du pouvoir pour avoir des boulets, tous ceux qui dérapent devraient être sacrifiés », insiste une figure lepéniste. Un avertissement qui vaut, assure-t-il, pour lui aussi. ● N.J.

Mardi au dîner, en petit comité, Marine Le Pen a remis le sujet sur la table de la buvette de l'Assemblée nationale afin de répondre aux sceptiques. « Marine souhaite qu'on choisisse les combats qu'on veut mener contre le wokisme et qu'on ne se laisse pas caricaturer comme s'il s'agissait de lutter contre les droits LGBT », rapporte le député Thomas Ménagé. « Il faut défendre l'universalisme français, pas le faux nez des réacs », avait alerté, fin mars, son collègue Jean-Philippe Tanguy à l'adresse de la patronne. Car chacun mange le wokisme à sa sauce. Si Tanguy déplore le déboulonnage de statues, il ne soutient pas l'annulation du visionnage du film *Tomboy* de Céline Sciamma, qui a eu lieu cette semaine dans un collège catholique alsacien. Alors que Chudeau – qui précise ne pas avoir vu le film – « s'inquiète du discours transgenriste qui se répand dans les établissements scolaires par le truchement d'associations ».

« Il ne faut pas qu'on fabrique un cordon sanitaire qui empêcherait les conservateurs de nous rejoindre », alerte un député qui se réjouit de l'initiative en pensant à l'avenir : les élections européennes de 2024. Le risque de dispersion des voix est grand pour ce scrutin à un tour où Jordan Bardella pourrait affronter la concurrence de Marion Maréchal et du Republicain conservateur François-Xavier Bellamy.

Un autre élu, pour sa part, confie qu'il envoie des signaux en direction de ces conservateurs. Il a décidé de tweeter son soutien intact à La Manif pour tous, à l'occasion des 10 ans du mariage pour tous fin avril – à l'instar d'une ribambelle de lepénistes –, en voyant l'avalanche de tweets d'élus RN célébrant la loi ouvrant le mariage et l'adoption aux couples de même sexe. « Si on devient un parti uniquement progressiste sur les questions sociétales, comment gagne-t-on ? » s'interroge-t-il. La lutte contre le wokisme présente de ce point de vue un indéniable avantage : celui de brouiller les pistes. ● N.J.

LES INVITÉS POLITIQUES DU DIMANCHE

➤ **Roland Lescure (ministre délégué chargé de l'Industrie) :** 8.30 Franceinfo, sur Franceinfo-canal 27, à 8 h 30.

➤ **Claude Malhuret (président du groupe Les Indépendants – République et Territoires) :** Les Enfants de la République, sur Radio J, à 8 h 45.

➤ **Loïc Le Floch-Prigent (industriel et ancien PDG de Gaz de France) :** Le Grand Rendez-Vous, sur Europe 1/ Les Échos/CNews, à 10 heures.

➤ **Sandrine Rousseau (députée EELV) :** BFM politique, sur BFM TV/ Le Parisien, à 12 heures.

➤ **Sophie Binet (secrétaire générale de la CGT) :** Le Grand Jury, sur RTL/ Le Figaro/LCI, à 12 heures.

➤ **Marc Fesneau (ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire) :** Questions politiques, sur France Inter/Franceinfo TV/ Le Monde, à 12 heures.

➤ **Marine Tondelier (secrétaire nationale d'EELV) :** Dimanche en politique, sur France 3, à 12 h 10.

➤ **Olivier Marleix (président du groupe LR à l'Assemblée) :** Forum, sur Radio J, à 14 h 10.

Actualité International

TOURNÉE Accueilli hier par les autorités italiennes puis par le pape, Zelensky est attendu aujourd'hui en Allemagne

GUERRE Les gains obtenus militairement dans le Donbass et diplomatiquement sur les céréales sont aussi modestes qu'essentiels

La dernière fois qu'ils s'étaient vus remonte au 8 février 2020, pour beaucoup une éternité. Volodymyr Zelensky serrait la main du pape François dans ses appartements du palais apostolique du Vatican. Rasé de frais et en blazer-cravate, il essayait, moins d'un an après son arrivée au pouvoir, de se forger un profil de chef d'État reconnu à l'international, lui l'humoriste dont bien peu avaient imaginé la capacité à durer et à incarner un pays en souffrance. Hier, ce même Zelensky qui a revu le pape François a tellement changé et vieilli. En treillis et pull kaki, comme à son habitude depuis le 24 février 2022, c'est un chef de guerre qui dialogue avec le chef de l'Église catholique alors que 30 % de la population ukrainienne est de confession gréco-catholique ou – très minoritairement – de rite latin. Les cadeaux que se sont échangés les deux hommes n'avaient plus rien de protocolaire. François a offert au président ukrainien une branche d'olivier en bronze tandis qu'il recevait des mains de son invité un portrait de la Vierge Marie peint sur le métal d'une plaque de gilet pare-balles d'un soldat ukrainien et une toile peinte évoquant la mort des enfants dans les conflits armés.

La paix et la guerre, en somme, à l'heure où le pape continue de tenir un discours pacifiste, appelant les deux parties à négocier. François est clairement déchiré par cette guerre. Il a publiquement validé le droit de l'Ukraine à se défendre et on l'a vu embrasser un drapeau ukrainien offert par des fidèles en prove-



Le président ukrainien et le pape François, le 13 mai, au Vatican. VATICAN/AFP

Zelensky reconnu comme défenseur de l'Europe

nance de la ville martyre de Boutcha. Pourtant, il a également – et maladroitement – tenté d'expliquer que la responsabilité de la guerre incombe aussi aux puissances occidentales qui livraient massivement des armes à l'Ukraine. En visite en Hongrie à la fin avril, il s'est entretenu avec le métropolite Hilarion, l'ancien adjoint du patriarche Kirill, caution religieuse plus que zélée de la guerre de Vladimir Poutine. Pour Zelensky, le pape ferait mieux de venir à Kiev et d'encourager son peuple à demeurer si résilient sous les bombes.

À quelques kilomètres de la basilique Saint-Pierre, le chef de l'État ukrainien avait rencontré le président italien, Sergio Mattarella, puis la présidente du Conseil, Giorgia Meloni. Elle, dont certains

des alliés au gouvernement ont clairement pactisé avec le Kremlin, s'est engagée pour un soutien « total » de l'Italie à l'Ukraine face à « l'agres-

François a reçu de son invité un portrait de la Vierge Marie peint sur un gilet pare-balles

sion brutale et injuste » de la Russie. L'Italie, membre de l'Otan, de l'UE et du G7, n'a pas ménagé sa peine depuis le changement de gouver-

nement il y a six mois pour rassurer l'Europe, les États-Unis et l'Ukraine afin de ne surtout pas être prise en défaut de loyauté.

Mais c'est en Allemagne aujourd'hui que Zelensky attend bien davantage. Dès hier, en guise de cadeau de bienvenue et pour se faire pardonner nombre de retards et de contradictions avant la livraison en nombre de chars Leopard, Berlin a annoncé une nouvelle enveloppe de 2,7 milliards d'euros afin que l'Ukraine se dote de blindés, de drones et de batteries de défense antiaérienne. De quoi alimenter la fameuse offensive de printemps que le président Zelensky mène mètre par mètre dans la région de Bakhmout mais entend conduire de façon plus fulgurante dans les prochains mois. Autre nouvelle

positive pour l'Ukraine, l'accord imminent qu'annoncent les autorités turques sur la prolongation – même de durée limitée – de l'exportation par la mer Noire des céréales ukrainiennes, à destination notamment de l'Afrique et du Moyen-Orient.

À Berlin, puis à Aix-la-Chapelle, où il recevra le prix Charlemagne qui récompense les grands Européens, Zelensky s'adressera à l'Europe tout entière. Le prix, qui a couronné au cours des éditions précédentes l'œuvre du pape François mais aussi celles d'Emmanuel Macron ou des dirigeants de l'opposition biélorusse, lui sera remis ainsi qu'au peuple ukrainien. De quoi galvaniser son rêve européen. ●

FRANÇOIS CLEMENCEAU

L'Eurovision a défié la guerre de Poutine

CHANSONS En remplaçant Kiev dans l'organisation du concours, Liverpool a célébré la résistance ukrainienne

Correspondance
Londres (Royaume-Uni)

Des rues résonnant de chants traditionnels ukrainiens émis par douze rossignols géants. Une parade nautique jaune et bleu, inspirée par les couleurs du drapeau ukrainien et les Beatles. Des restaurants servant du bortsch et des chebureki, des beignets frits fourrés à l'agneau. Liverpool, qui accueillait hier soir la finale du concours de l'Eurovision, aura vécu pendant des semaines

à l'heure ukrainienne. Le duo électro-pop Tvorchi, qui représentait l'Ukraine hier soir, a dédié sa contribution, *Heart of Steel*, aux soldats assiégés dans l'aciérie Azovstal de Marioupol durant trois mois l'an passé. Le concours 2022 avait été remporté par le groupe de folk-rap ukrainien Kalush Orchestra. Kiev aurait donc dû organiser l'édition 2023. Mais en raison de la guerre, cette tâche a été confiée au Royaume-Uni, arrivé en deuxième position. « Ce fut une vraie déception pour nous, regrette Taras Khomych, le représentant local de l'Association des Ukrainiens au Royaume-Uni. *L'Eurovision est extrêmement populaire en Ukraine.* »

Mais Liverpool a tenu sa promesse de faire de l'Eurovision « une extraordinaire célébration de la culture ukrainienne ». « La ville tout entière a été transformée en une version miniature de mon pays », s'enthousiasme Taras Khomych. La finale a été présentée conjointement par Julia Sanina, une célébrité dans le pays en guerre. Les gares ont abrité des concerts de musiciens de rue ukrainiens. Et le village Eurovision, qui pouvait accueillir 15 000 personnes, comportait une section consacrée aux arts, à la musique et aux traditions culinaires du pays. Quelque 3 000 réfugiés ont en outre reçu des tickets pour assister aux demi-

finale et à la finale, et des dizaines d'autres ont été intégrés à l'équipe des bénévoles.

« Montrer notre résilience »
Plus ambitieux, un festival de l'Eurovision a permis de montrer 19 œuvres d'artistes britanniques et ukrainiens. Des sacs de sable ont été placés autour d'une statue pour symboliser la façon dont les monuments ukrainiens sont protégés contre les bombardements. Katya Buchatska, une artiste de 36 ans de Kiev, a créé une installation vidéo dans la cathédrale de Liverpool présentant un wagon de train circulant entre Izyoum, près du front, et la frontière avec la Pologne. « J'ai

voulu montrer ce chemin que tant de réfugiés ukrainiens ont pris pour fuir la guerre, dit-elle. Le train est devenu notre seul moyen de quitter le pays, notre seul trait d'union avec le reste de l'Europe. » Ivan Zamiga, l'un des musiciens de rue qui se sont produits virtuellement à Liverpool, estime de son côté que produire de l'art en temps de guerre est « une façon de contrer l'invasion russe, de montrer notre résilience ». « Les gens en ont marre de la guerre, mais nous devons continuer d'en parler, ajoute Katya Buchatska, et si les gens apprennent à mieux nous connaître, ils s'y intéresseront davantage. » ●

JULIE ZAUGG

Actualité **International****Netanyahou reprend la main**

CONFLIT Le Premier ministre israélien retrouve une partie de son autorité grâce aux attaques contre le Djihad islamique

« Monsieur Sécurité » est de retour. En lançant cette semaine à Gaza l'opération Bouclier et flèche contre le Djihad islamique, Benjamin Netanyahou a renfilé le treillis. « Ce nouvel affrontement lui a permis de réinstaller dans la psyché collective israélienne l'image de l'homme qui protège ses concitoyens, confirme David Khalfa, codirecteur de l'observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient à la Fondation Jean-Jaurès. Cela lui permet d'ailleurs de remonter quelque peu la pente dans les sondages. »

Contesté depuis des mois par une bonne partie de l'opinion publique et les milieux d'affaires pour son projet de réforme judiciaire, il s'était vu aussi progressivement lâché pour la même raison par la frange la moins à droite de son parti, le Likoud.

Manœuvres politiques

Ce conflit avec la faction palestinienne a aussi permis de remettre un peu d'unité au sein du gouvernement, qui s'apprête à célébrer le 75^e anniversaire de l'État d'Israël. Depuis des jours, Netanyahou était attaqué par son suprémaciste ministre de la Sécurité intérieure, Itamar Ben Gvir, qui lui reprochait



Tir de missiles israéliens sur Beit Lahia, dans le nord de Gaza, le 12 mai. ALI JADALLAH/ANADOLU

sa mollesse et menaçait de quitter le navire. En frappant vite et fort, en éliminant des cadres importants du Djihad islamique, il a répondu aux attentes de Ben Gvir. « Cela a non seulement rabiboché les deux hommes, mais aussi permis à Netanyahou de remettre Ben Gvir à sa place puisque ce dernier a été tenu à l'écart des décisions importantes ces derniers jours en matière de sécurité nationale », ajoute David Khalfa.

Dans le même temps, « Bibi » a renoué avec son ministre de la Défense, Yoav Gallant, qu'il avait pourtant voulu limoger fin mars.

Reste que ce crédit retrouvé demeure bien fragile. En début de semaine, les autorités israéliennes tablaient sur une confrontation de deux ou trois jours. L'Égypte a annoncé hier soir avoir obtenu l'accord des deux parties sur une trêve qui devait commencer à

21 heures. Or, à 21 h 15, plusieurs roquettes étaient encore tirées à partir de Gaza. Des frappes israéliennes ont suivi avant un apparent retour au calme. Depuis mardi, 35 personnes – 34 Palestiniens et une Israélienne – sont décédées dans les affrontements.

En cas d'apaisement, Netanyahou, en bon manœuvrier, cherchera sans doute à convertir cette séquence en gain politique. Devrait revenir sur

le tapis la décriée loi sur la refonte du système judiciaire, devenue un énorme caillou dans sa chaussure. Pour l'instant mis en pause, son examen devrait reprendre bientôt à la Knesset. « Le conflit actuel pourrait lui offrir une porte de sortie, reprend David Khalfa. Il pourrait avancer que la sécurité du pays prévaut sur la réforme et demander, si ce n'est son abandon, au moins un texte plus consensuel. »

L'Iran dans le viseur

À écouter les dirigeants israéliens, l'argument ne tient pas seulement de la posture. Ils ne cessent de répéter que les attaques du Djihad islamique sont téléguidées par Téhéran. Cette confrontation par procuration s'inscrirait dans la perspective d'une future intervention israélienne contre le programme nucléaire de l'Iran, pays qui, selon Gallant, aurait accumulé suffisamment d'uranium enrichi pour produire cinq bombes. Israël a toujours affirmé qu'il ne laisserait pas faire le régime des mollahs.

Mais il ne pourrait lancer de campagne de bombardements sur l'Iran sans l'aval de Washington, avec qui les relations sont actuellement polaires, en raison précisément de la réforme judiciaire. Pour renouer avec Joe Biden, Netanyahou devra donc reculer sur son projet tout en ne se coupant pas de ses alliés les plus extrémistes, dont Ben Gvir. Ce dernier répète pourtant que tout abandon de la réforme constituerait un casus belli. ●

ANTOINE MALO

Imran Khan, grenade dégoupillée

PAKISTAN L'arrestation puis la libération de l'ancien Premier ministre augurent une campagne électorale violente avant les législatives, prévues d'ici à l'automne

« Je suis certain que je serai de nouveau arrêté », a-t-il déclaré à sa sortie du tribunal vendredi. Avant de se lancer dans une diatribe féroce contre l'armée : « Il n'existe qu'un seul homme qui s'en prend à moi et c'est le chef des armées, le général Syed Asim Munir. » Libéré sous caution après que la Cour suprême a jugé son arrestation illégale, l'ex-Premier ministre pakistanais Imran Khan a des raisons d'être inquiet. Poursuivi pour corruption, il sait qu'une centaine d'autres poursuites judiciaires ont été lancées à son encontre. Mais cet ancien champion de cricket devenu milliardaire sait aussi qu'il ne faudrait qu'une image pour déchaîner ses partisans. Comme lors de son arrestation musclée mardi dernier à Islamabad, où il fut poussé dans un fourgon blindé, entouré de nombreux policiers.

Des milliers de partisans du Mouvement du Pakistan pour la justice (Pakistan Tehreek-e-Insaf, PTI), dont il est le chef, ont alors protesté pendant deux jours, incendiant ou endommageant des édifices publics et les symboles de l'armée.

La coupure d'Internet sur tout le territoire par les autorités ne les avait pas empêchés de se regrouper en masse. Avec un niveau de violence inégalé depuis 2007, après l'assassinat de la Première ministre de l'époque, Benazir Bhutto.

À 70 ans, Imran Khan est toujours aussi populaire malgré son départ forcé du gouvernement en avril 2022. Il avait été destitué de ses fonctions après avoir perdu le soutien de l'armée et subi une motion de censure du Parlement. Cette même armée qui l'avait pourtant aidé à accéder au pouvoir et contre laquelle il se retourne aujourd'hui, avec l'appui de son parti et une capacité de nuisance qui pourrait alarmer les autorités.

Deux autres membres prédominants du PTI ont été arrêtés vendredi matin. Plus de 3000 personnes ont également été détenues. Dix partisans de Khan sont morts et plus de 200 policiers ont été blessés pendant les affrontements. D'autres sont prêts perdre la vie pour Imran Khan, lui qui entend bien repartir à la conquête du poste de Premier ministre lors des élections législatives qui doivent se tenir d'ici à octobre. Un sondage effectué juste avant son arrestation lui prédisait une victoire avec 20 points d'avance. ●

KAREN LAJON

PROFITEZ D'UNE REMISE DE 20% SUR L'ACHAT DE VOTRE TICKET AVEC LE CODE PROMO JDDVT23

VIVA TECHNOLOGY
LE PLUS GRAND ÉVÈNEMENT STARTUP ET TECH EN EUROPE

L'AVENIR DE LA SANTÉ SE LIT DANS LA DATA.

AVEC UNE PART DE MARCHÉ MULTIPLIÉE PAR 3 D'ICI 2030, DÉCOUVREZ COMMENT LA BIG DATA SE MET AU SERVICE DU MARCHÉ DE LA SANTÉ À VIVATECH.

14-17 JUIN
PARIS PORTE DE VERSAILLES
RÉSERVEZ VOTRE BILLET SUR VIVATECH.COM

CO-ORGANISATEURS
PUBLICIS GROUPE | Groupe Les Echos | Le Parisien

*SOURCE: STRAIGHTS RESEARCH - IN TECH WE TRUST = DE CEUX QUI CROIENT EN LA TECH

franceinfo | africa news | euro news | Bloomberg Media | CNN | france.tv | i24 | The Washington Post | webedia | BFM BUSINESS

Actualité International

Autour du monde

L'AMÉRICAINNE QUI VEUT PRÉVENIR LES MIGRATIONS

FABRICE COFFRINI/AFP



LEADER DE LA SEMAINE

AMY POPE Le président américain soutient son ancienne conseillère à la Maison-Blanche pour diriger l'Organisation internationale pour les migrations, face au sortant, appuyé par les Européens. Les 175 États membres de l'institution trancheront demain

L'appui est « ferme », selon ses mots, et les qualificatifs laudateurs. « Amy Pope est une dirigeante novatrice et stratégique, aux qualifications irréprochables », s'est enflammé mardi le président américain dans un communiqué destiné à soutenir sa compatriote, directrice générale adjointe de l'Organisation internationale pour les migrations, pour le poste de directrice générale,

avant le vote prévu demain à Genève (Suisse).

Joe Biden souhaite que sa favorite succède au Portugais António Vitorino, qui brigue un deuxième mandat à la tête de cette agence de l'ONU. L'enjeu n'est pas des moindres : l'institution, fondée en 1951 pour venir en aide aux migrants avec un budget annuel de 3 milliards de dollars, compte 175 États

membres. Les Européens et les États-Unis en sont les principaux contributeurs. D'où l'appui apporté « à l'unanimité » par les Vingt-Sept à l'ancien vice-Premier ministre du Portugal, selon les déclarations vendredi de Josep Borrell, le chef de la diplomatie de l'UE.

En 2018, c'est lui qui avait raflé la mise face à un Américain, devenant le deuxième Européen à obtenir

le poste. En choisissant de lui opposer Amy Pope, docteure en droit, ancienne conseillère à la Maison-Blanche chargée du dossier migratoire, Joe Biden a opté également pour la promotion d'une femme. Si elle l'emporte, elle sera la première à diriger cette organisation, en première ligne des défis globaux. ●

CAMILLE NEVEUX

SIGNE POSITIF

Deux otages français en Iran libérés

Affaiblis par une longue captivité, ils ont atterri vendredi soir à l'aéroport du Bourget, après avoir voyagé à bord d'un avion médicalisé. Les proches de Benjamin Brière, 37 ans, et ceux de Bernard Phelan, 64 ans, sont enfin soulagés. Les deux hommes étaient détenus en Iran depuis trois ans pour le premier, accusé d'espionnage, et sept mois pour le second, accusé d'atteinte à la sécurité nationale, accusations qu'ils ont toujours rejetées. Ils ont été libérés dans le cadre d'« une action humanitaire », selon le ministère iranien des Affaires étrangères, qui évoque des « sollicitations de la partie française à différents niveaux et après des négociations ». Paris continue à travailler à la libération de ses quatre derniers ressortissants, qualifiés « d'otages d'État », et de « tous les ressortissants européens » sur place, a de son côté déclaré Catherine Colonna, la cheffe de la diplomatie française. ●



ASIE La Birmanie et le Bangladesh

évacuaient hier les populations résidant sur la trajectoire prévue du cyclone Mocha, considéré comme le plus puissant depuis des années avec des vents soufflant à 220 km/h. Celui-ci doit toucher terre ce matin entre Cox's Bazar, dans le sud-est du Bangladesh, où près de 1 million de réfugiés rohingyas persécutés par la junte militaire birmane vivent dans des camps d'abris précaires, et Sittwe, de l'autre côté de la frontière, en Birmanie. Une vague de chaleur culminait hier avec 37 degrés à Singapour, une première depuis quarante ans, quelques jours après qu'une valeur record de 44,1 degrés a été relevée au Vietnam. ● ABUSUFIAN JEWEL/ZUMA/MAXPPP

SOUDAN Des dizaines de raids aériens ont de nouveau fait trembler Khartoum hier, où les engagements pris deux jours plus tôt en Arabie saoudite par les belligérants pour évacuer les civils et acheminer de l'aide humanitaire restaient lettre morte. Les émissaires du général Abdel Fattah Al-Burhane, chef de l'armée, et ceux de Mohamed Hamdane Daglo, qui dirige les Forces de soutien rapide, continuaient hier à négocier à Djedda l'application de cet accord, avant un sommet des chefs d'État de la Ligue arabe vendredi. Le bilan de quatre semaines de conflit est de 750 morts et 900 000 déplacés ou réfugiés. ●

KENYA Vingt-deux nouveaux corps ont été découverts hier dans une forêt du sud-est du Kenya, où se réunissait une secte dont le chef prônait le jeûne pour « rencontrer Jésus », portant à 201 le nombre de victimes, dont la plupart sont mortes de faim. Les cadavres exhumés sont ceux d'adeptes de la secte de Paul Nthenge Mackenzie, ancien chauffeur de taxi autoproclamé « pasteur » de l'Église internationale de Bonne Nouvelle. Vingt-six personnes – dont lui-même – ont été arrêtées. ●

COLOMBIE

30

mètres de long et 3 mètres de large. Ce sont les dimensions du sous-marin appartenant à un cartel de la drogue que les autorités colombiennes ont intercepté mardi alors qu'il se dirigeait vers l'Amérique centrale. Ce semi-submersible, qui transportait 3 tonnes de cocaïne, est le plus grand jamais saisi dans le pays.



CONSEIL DE L'EUROPE

46 États membres



700 millions de citoyens vivent dans une zone sans peine de mort



306 parlementaires des États membres composent son Assemblée parlementaire qui élit le secrétaire général, le Commissaire aux droits de l'homme et les juges de la Cour européenne des droits de l'homme



200 traités internationaux contraignants élaborés (sur la torture, la violence, les abus sexuels...)



25 000 arrêts et décisions rendus par la Cour européenne des droits de l'homme

Source : Conseil de l'Europe



LE CONSEIL DE L'EUROPE FACE À L'UKRAINE

Le Conseil de l'Europe se réunira au niveau des chefs d'État et de gouvernement mardi et mercredi à Reykjavik (Islande) pour la quatrième fois de son histoire. Organisation internationale dont le siège se situe à Strasbourg, il représente la principale institution de défense des droits de l'homme sur le continent. « Il est crucial d'établir les responsabilités pour les morts et les destructions causées par l'agression russe en Ukraine », confie en préambule la secrétaire générale, la Croate Marija Pejcinovic Buric. L'institution, dont la Russie avait été exclue en 2014 après l'annexion de la Crimée, avait été réintégrée sur initiative française en 2019 avant d'être de nouveau bannie l'an dernier après l'invasion de l'Ukraine. ●

La paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan est-elle enfin envisageable ?

ANALYSE

Encore un peu de guerre avant une éventuelle paix ? Ces derniers jours, de nouveaux affrontements ont éclaté à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Vendredi, un soldat arménien a ainsi été tué après qu'Erevan a accusé Bakou d'avoir tiré à l'arme lourde sur un village. La veille, c'est un homme du camp adverse qui avait perdu la vie. A première vue, le conflit ravivé en 2020 autour du Haut-Karabakh, cette région mon-

tagneuse majoritairement peuplée d'Arméniens qui a fait sécession d'avec l'Azerbaïdjan il y a plus de trois décennies, ne semble pas en voie d'apaisement.

Pourtant, le Premier ministre arménien, Nikol Pachinian, et le président azerbaïdjanais, Ilham Aliiev, se réunissent à Bruxelles aujourd'hui pour négocier un accord de normalisation entre les deux États. Ce rendez-vous, parrainé par l'Union européenne, survient dix jours après d'intenses discussions à Washington entre des délégations des deux pays. Il devrait être prolongé par

une rencontre entre leurs chefs de la diplomatie le 19 mai à Moscou, puis par un nouveau rendez-vous entre Pachinian et Aliiev en marge du deuxième sommet de la Communauté politique européenne, le 1^{er} juin en Moldavie.

Moscou à la manœuvre

Faut-il voir dans cette accélération la possibilité d'un compromis ? La diplomatie américaine s'est montrée très optimiste sur cette question, évoquant la semaine dernière des « avancées ». Mais, jeudi, Nikol Pachinian a un peu refroidi

cet optimisme, accusant son voisin de vouloir « saper » les pourparlers. Au-delà de l'effet de langage, le Premier ministre arménien sait que céder l'Azerbaïdjan, qui multiplie les actes d'annexion au Haut-Karabakh, apparaîtrait comme une défaite inadmissible aux yeux de son opinion publique, qui pourrait le lui faire payer.

À cela s'ajoute le paramètre russe. Après la guerre de 2020, c'est Moscou qui a joué les médiateurs entre les belligérants. Bien qu'affaibli par la guerre en Ukraine, la Russie entend également jouer

les premiers rôles dans ce Caucase qu'elle considère comme sa zone d'influence. Ainsi le Kremlin a accueilli avec réserve les discussions de Washington, expliquant qu'il n'y avait « pas d'alternative » à sa propre médiation. La présence de Pachinian aux cérémonies du 9-Mai sur la place Rouge avait pour but, notamment, de montrer qu'Erevan restait dans l'orbite russe. Et que la paix, si elle doit être signée, ne se fera pas sans l'aval de Vladimir Poutine. ●

ANTOINE MALO

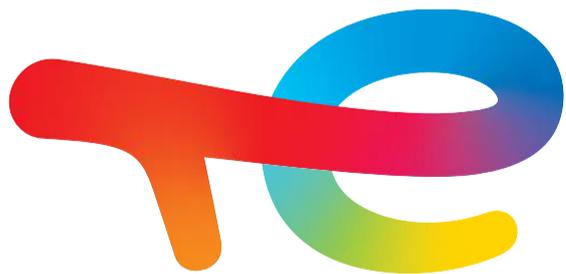


Grâce à vous, c'est toujours pas Versailles ici.

L'hiver dernier, plus d'un million de clients TotalEnergies ont réduit leur consommation d'électricité en moyenne de 15%*.

Pour les remercier, nous leur versons une prime d'une valeur moyenne de 90€*.

Découvrez comment nos clients ont réduit leur consommation sur **totalenergies.fr**



TotalEnergies

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

*Prime et baisse moyenne de 15% observées sur le nombre de clients éligibles au bonus conso et ayant réduit leur consommation d'électricité d'au moins 5%, soit 1,1 millions de clients. Prime soumise à conditions. Voir conditions sur totalenergies.fr/bonus-conso.



Actualité Société

BRAS DE FER La mairie et des associations dénoncent un irrespect répété des règles dans le parc à thème ouvert en 2021

JUSTICE La société exploitante défend son projet de culture populaire. Le tribunal tranchera le 14 novembre



L'ancien château fort de La Barben (Bouches-du-Rhône), propriété de Rocher Mistral, en octobre 2021. CLÉMENT MAHOUEAU/AFP

À La Barben, le château de la discorde

Sur son piton rocheux, le château de La Barben surplombe depuis presque toujours le paysage asséché de la Provence. La première mention de son existence figure dans le cartulaire de l'abbaye Saint-Victor à Marseille en 1064. Les suzerains et leurs vassaux ont disparu depuis longtemps, tout comme les guerres féodales, mais l'imposant bâtiment, classé monument historique en 1984, fait aujourd'hui l'objet d'une bataille moderne. Elle oppose la société Rocher Mistral, propriétaire du site, à la mairie de La Barben et à plusieurs associations de riverains et de défense de l'environnement hostiles à la transformation à marche forcée du château et de ses environs en Puy du Fou provençal.

Aménagements du lieu effectués sans autorisation, conditions de sécurité insuffisantes, nuisances sonores, menaces sur des espèces animales protégées : la liste des griefs des opposants n'a cessé de s'allonger depuis l'ouverture du parc mêlant spectacles et histoire en juillet 2021. Aux plaintes déposées et qui seront examinées par le tribunal judiciaire d'Aix-en-Provence le 14 novembre s'ajoute une série de décisions administratives pénalisantes pour l'exploitant. Dernier rebondissement dans ce bras de fer inédit : le 28 avril, une visite inopinée de contrôle de la sécurité contre les risques d'incendie et de panique a été organisée

par la préfecture des Bouches-du-Rhône à la demande du maire de La Barben, Franck Santos. Sur le procès-verbal de l'intervention, plusieurs observations critiques sont formulées. Il est « constaté des lacunes dans la culture de la sécurité et la maîtrise technique des installations de la part de l'équipe d'encadrement », peut-on lire. Ou encore : « L'exploitant a ouvert un troisième circuit, dit circuit visite, sans avoir déposé de dossier de demande d'autorisation. » En conclusion, la commission rend donc « un avis défavorable à la poursuite de l'exploitation de l'établissement » et arrête 21 prescriptions, alors que le château et ses attractions ont déjà accueilli quelque 25 000 visiteurs depuis leur réouverture, le 8 avril.

En décembre 2022, c'est un permis d'aménager sollicité par Rocher Mistral en vue de la construction d'une voie pompiers liée à deux autres demandes de nouvelles infrastructures destinées à accueillir un village provençal reconstitué et une scène de spectacles qui s'est vu frapper d'un refus temporaire. La mairie a choisi... de ne pas choisir tout de suite. Elle a pris un sursis à statuer valable pour une durée maximale de deux ans, interrompant pendant cette période l'engagement des travaux. Pendant ce temps, le dossier suit son cours, explique la municipalité où l'on précise ne pas avoir d'hostilité a priori contre le projet pour peu qu'il soit mené

dans les règles et qu'il ne porte pas atteinte à un patrimoine à la qualité exceptionnelle.

Mais cette dernière décision a été attaquée par Rocher Mistral. La société exploitante présidée par l'un des actionnaires du site, Vianney d'Alençon, exige de la commune 14 millions d'euros, prix du préjudice dont elle s'estime victime. « Autour du château, c'est un projet populaire formidable, dit Frédéric de Lanouvelle, directeur

« Ceux qui veulent nous faire passer pour des pirates du patrimoine se trompent »

Frédéric de Lanouvelle, dirigeant de Rocher Mistral

général adjoint de la société gestionnaire du site. *Ceux qui veulent nous faire passer pour des pirates du patrimoine se trompent.* » Et de rappeler que la toiture a été refaite depuis le rachat du monument en 2019, ainsi que 12 terrasses. « Si on faisait n'importe quoi, ajoute-t-il, on ne nous laisserait pas ouvert. » À son lancement, le projet de parc à thème avait été accueilli avec bienveillance. Il avait bénéficié d'environ 6 millions d'euros d'aides locales et de l'État.

À l'appui de sa position, la mairie rappelle qu'une consultation publique a été organisée sur le projet d'aménagement global. Il prévoyait le défrichement de 5 hectares autour du château et a recueilli 92 % d'avis négatifs. La municipalité n'est pas la seule à faire part de ses doutes. Créée il y a un an par d'anciens membres d'Anticor, l'association Ethicpol, spécialisée dans la lutte contre la corruption politique, stigmatise « l'impunité » dont bénéficierait Rocher Mistral. « Ils considèrent la loi comme une simple variable d'ajustement », affirme-t-on, en pointant les aménagements tous effectués sans autorisation.

En juillet 2021, le sous-préfet d'Aix-en-Provence avait pourtant déclaré à *La Provence* : « Aujourd'hui, Rocher Mistral a toutes les autorisations nécessaires. Les services de l'État ont fait des contrôles. » Toujours en poste, le haut fonctionnaire doit comparaître du 3 au 6 juillet devant le tribunal correctionnel de Lille dans une affaire distincte de prise illégale d'intérêt liée à des anciennes fonctions.

Un autre document émanant de la mission régionale d'action environnementale (Mrae) est venu ajouter à la controverse. Il signale des atteintes à une espèce de chauve-souris protégée, le murin à oreilles échancrées. Le château est un gîte historique pour beaucoup d'entre eux. Les

activités du site « semblent difficilement compatibles avec la préservation de cette colonie sur le long terme », alerte la Mrae. Selon elle, le nombre d'individus adultes atteignait 468 en 2022 contre 600 les deux années précédentes. « Il est hors de question de sacrifier une espèce protégée », proteste Frédéric de Lanouvelle. Il assure que les chiffres retenus par la Mrae ne sont pas les bons. « Nous avons sanctuarisé une pièce à l'intérieur du château, dit-il, et nous avons recensé plus d'adultes en 2022 qu'en 2021. » Le sort d'un autre animal demeure lui aussi en question. La zone autour du parc forme l'une des aires de chasse de l'aigle de Bonelli, protégé par une convention européenne, et jugé par la Mrae « sensible au bruit et à la lumière ».

La société Rocher Mistral dit toujours croire à son projet, même s'il doit se plier à quelques adaptations. Le lieu avait été inauguré le 1^{er} juillet 2021 en présence du secrétaire d'État au Tourisme, Jean-Baptiste Lemoyne, avec en clou du spectacle un survol de la Patrouille de France. Des scènes historiques et des débats auxquels participeraient des personnalités comme le philosophe Michel Onfray figurent au programme de l'été. Les passes d'armes avec les opposants, elles, devraient se poursuivre bien au-delà. ●

Actualité Société

Le jet-setteur Omar Harfouch est menacé d'arrestation

KAFKAÏEN Alors qu'il dénonce la corruption des élites libanaises, l'homme d'affaires essuie une pluie de procédures judiciaires

En mai 2022, son visage inondait les rues de Tripoli où il s'est présenté, sans succès, aux élections législatives libanaises. Chemise blanche impeccable et sourire Ultrabrite, Omar Harfouch, 54 ans, n'a cessé, pendant la campagne et même après, d'épingler la corruption de ceux qui tiennent les rênes du pouvoir libanais. Cet homme aux mille facettes, ancien partenaire de l'agence de mannequinat Elite – dont il a dénoncé un système d'exploitation sexuelle des jeunes filles –, pianiste, ex-homme de médias en Ukraine... vit à Paris depuis 1994. Ici, il est connu pour avoir participé en 2006 à l'émission de télé-réalité de TF1 *Je suis une célébrité, sortez-moi de là*, aux côtés notamment de Loana.

Aujourd'hui, ce père de famille marié à une mannequin russe risque la prison, sinon la peine de mort, au Liban. Pour des accusations « extravagantes », pointent ses avocats William Bourdon et Vincent

Brengarth dans un courrier adressé le 4 mai à la commission de contrôle des fichiers d'Interpol.

Quelles sont ces « procédures à des fins purement vexatoires et humiliantes » contestées par ses avocats français? Dans une note, son conseil à Beyrouth, Joseph Elie Raphael, fait état d'une plainte du Premier ministre libanais, Najib Mikati, déposée le 4 avril pour « diffamation et calomnie », « divulgation de la confidentialité de l'instruction », « incitation et provocation au conflit interne et sectaire ».

En cause notamment, la mention par Harfouch dans la presse libanaise de l'existence d'une enquête à Monaco visant Mikati pour blanchiment d'argent. Deux autres procédures ouvertes au Liban l'accusent, indique Joseph Elie Raphael, d'être « entré en contact avec un État ennemi », à savoir Israël : la première s'appuierait sur sa biographie publiée en 2006 ; la seconde, sur sa participation le 29 mars 2023 à un colloque au Parlement européen sur la corruption et le financement du terrorisme, où des Israéliens auraient été présents. Or une loi libanaise de 1955 interdit aux ressortissants du pays tout contact avec des Israéliens. Au risque d'être condamné à la peine de mort par un tribunal militaire.

L'homme d'affaires sunnite au réseau tentaculaire, qui se rêvait



Dans son hôtel particulier, à Paris, vendredi. NICOLAS MARQUES POUR LE JDD

Premier ministre, est désormais sous le coup d'un mandat d'arrêt « diffusé sur le territoire libanais sans qu'Omar Harfouch en soit informé », déplore son avocat Joseph Elie Raphael. « Un mandat d'arrêt n'a pas besoin d'être notifié pour exister mais il doit l'être pour être exécuté », précise M^e Brengarth, du

cabinet Bourdon, dirigé par William Bourdon, dont le combat rejoint celui de son client : il a déposé en mai 2021 pour l'ONG Sherpa, qu'il représente, une plainte au parquet national financier contre le gouverneur de la banque centrale libanaise, Riad Salamé, soupçonné de détournement de fonds publics.

Point d'orgue de cette épopée kafkaïenne? Le 22 avril, alors qu'il s'apprêtait à embarquer à New York dans un avion à destination de Beyrouth avec escale à Dubai, Omar Harfouch apprend par un contact qu'il risque d'être arrêté dès son arrivée sur le sol libanais. Le jet-setteur interrompt donc son périple à Dubai.

Dans leur courrier à Interpol, M^{es} Bourdon et Brengarth demandent l'« accès aux données » de leur client « pour s'assurer ou non de l'existence d'une notice rouge diffusée sur la base d'un mandat d'arrêt international

« Je me sens en danger »

Omar Harfouch

émis par les autorités libanaises à l'encontre d'Omar Harfouch ». Ils sollicitent l'« effacement » de cette notice rouge si elle est confirmée et le « rejet » de la demande éventuelle faite par les autorités libanaises. Dans l'attente de la réponse d'Interpol, Omar Harfouch reste cloîtré chez lui, près des Champs-Élysées. « Je me sens en danger », souffle-t-il au JDD. Il a « peur qu'on attente à [sa] vie ».

Le 6 février 2024, il comparaitra devant le tribunal correctionnel de Paris pour diffamation publique envers le Premier ministre, Najib Mikati, à l'initiative de cette procédure de citation directe. En cause, une interview de juin 2022 au média émirati MTV Lebanon, dans laquelle Harfouch accuse Mikati de corruption. Le nom de l'homme politique libanais, doté d'une fortune estimée par *Forbes* à 2,9 milliards de dollars, a surgi dans les Pandora Papers parmi les champions de l'évasion fiscale. ●

PLANA RADENOVIC

L'infréquentable Tariq Ramadan face à la justice suisse

PROCÈS Marginalisé en France après ses mises en examen, l'islamologue est jugé à partir de demain pour viol à Genève

Retour à Genève, sa ville natale, pour Tariq Ramadan. Le procès de l'islamologue suisse âgé de 60 ans, poursuivi pour « viol et contraintes sexuelles », s'ouvre demain devant le tribunal correctionnel. Son accusatrice genevoise, 57 ans, convertie à l'islam à l'adolescence, a dénoncé en 2018 la nuit de terreur, ponctuée de plusieurs pénétrations, de gifles et d'insultes, que lui aurait fait vivre Tariq Ramadan en octobre 2008. Ce dernier, qui conteste tout acte sexuel, encourt jusqu'à dix ans de prison. Verdict attendu le 24 mai.

L'heure de vérité se précise également en France pour le charismatique théologien emporté par la vague MeToo en 2017 et les accusations de viol qui lui ont déjà valu plus de neuf mois de détention provisoire.

Une audience en berne sur les réseaux sociaux

Jeudi, la cour d'appel de Paris a validé les expertises étayant l'emprise qu'aurait exercée Ramadan



Le théologien en 2021. VINCENT FOURNIER/JA-REA

sur ses victimes, décisives pour l'accusation mais contestées par la défense. Un pourvoi en cassation a été déposé par ses avocats, repoussant encore la tenue d'un probable procès aux assises en France comme l'a requis en juillet le parquet de Paris pour « viol » à l'égard de trois plaignantes et pour « viol sur personne vulnérable » pour une quatrième. Des faits commis entre 2009 et 2016.

Figure déchue de l'islam européen, Tariq Ramadan a vu le nombre de ses soutiens s'amenuiser au fil des révélations sur ses frasques sexuelles. Ses ouvrages ont ainsi disparu du catalogue des éditions Tawhid, spécialiste du livre islamique francophone. Et son nom n'apparaît même plus sur le site du Centre de recherche sur la législation islamique et l'éthique de Doha (Qatar), qu'il a pourtant

dirigé. Reste au petit-fils du fondateur des Frères musulmans, Hassan El-Banna, la tribune que lui offrent les réseaux sociaux.

Avec quelle audience? Si son compte Twitter revendique plus de 700 000 abonnés, la popularité de ses tweets navigue entre 3 000 et 10 000 vues, avec des pointes à près de 80 000, comme dans ce message de janvier dans lequel il dénonce un « traitement discriminatoire et de l'islamophobie caractérisée » à son encontre : « Si je ne m'appelais pas Tariq Ramadan et si je n'étais pas une voix musulmane écoutée, ce dossier aurait été classé sans suite » avant même mon incarcération. »

Une poignée de fans à des déjeuners littéraires

Celui qui attirait il n'y a pas si longtemps des milliers de personnes, notamment chaque année jusqu'en 2016 au salon de l'ex-UOIF (Union des organisations islamiques de France) au Bourget (Seine-Saint-Denis), doit se contenter d'un public plus limité de quelques dizaines de personnes, à l'occasion de déjeuners littéraires à prix modiques. Le 21 mai à Paris, il discourra d'*Ecce*

de Friedrich Nietzsche (30 euros). Et de *L'Alchimiste* de Paulo Coelho le 4 juin à Nice (35 euros). L'adresse est gardée secrète pour éviter toute manifestation hostile. En janvier, le rendez-vous de Carros (Alpes-Maritimes) avait dû être reprogrammé à la dernière minute dans un restaurant de Mougins. Tariq Ramadan organise également des formations dans le cadre de son programme de recherches et d'enseignement Chifa Centre, qu'il anime avec quelques proches, dont sa femme et sa fille, ainsi que des séminaires intensifs d'écriture (360 euros par exemple pour le rendez-vous des 27 et 28 mai).

Est-ce suffisant pour assurer les revenus de la famille Ramadan – qui dispose de deux pied-à-terre, à Paris et à Saint-Denis, d'un appartement à Londres et d'un autre au Maroc – et surtout pour payer ses avocats, pas moins de cinq en France, dont le ténor Pascal Garbarini, et trois en Suisse, parmi lesquels le célèbre Marc Bonnant? « On a du mal à croire que le robinet qatarien se soit tari », souffle une avocate des parties civiles... ●

STÉPHANE JOAHNY

Actualité Société

Sarkozy-Libye : les lacunes de l'instruction

JUSTICE Le PNF requiert le renvoi de l'ancien président et de 12 autres personnes devant le tribunal correctionnel

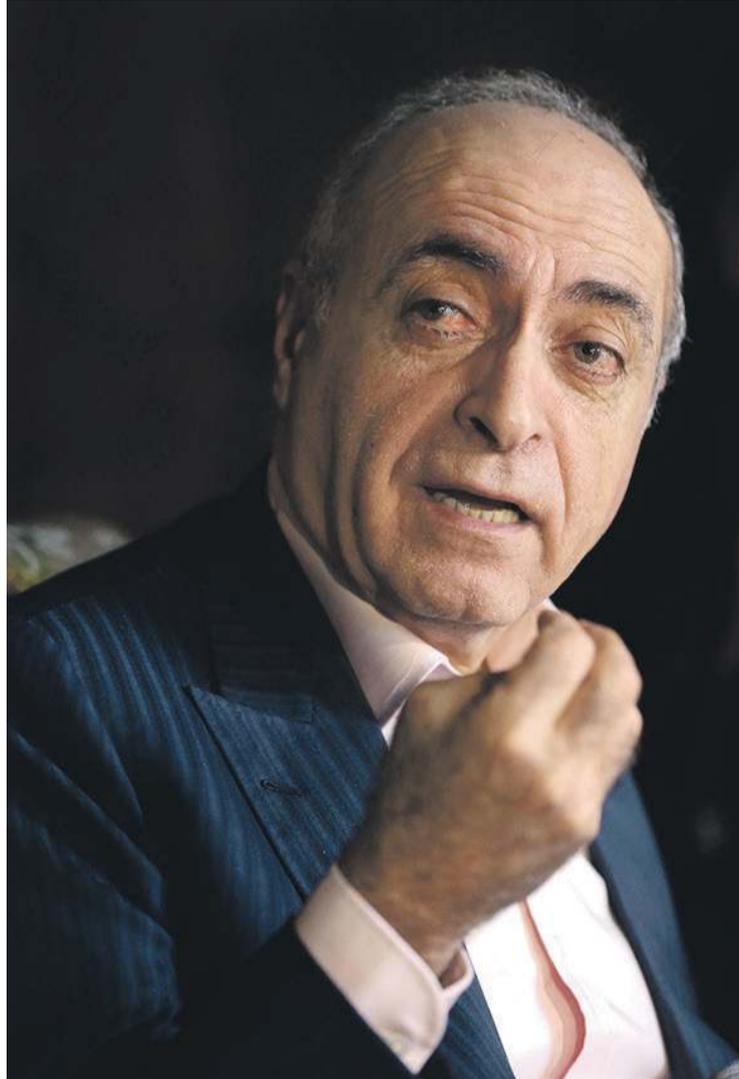
Le 10 mai, le parquet national financier (PNF) a rendu son réquisitoire définitif dans l'affaire dite du financement libyen de la campagne du candidat Nicolas Sarkozy en 2007. La décision finale quant à un procès devant le tribunal correctionnel sera prise par les magistrats instructeurs financiers, probablement avant le mois de septembre. Voilà qui met un terme à une enquête de plus de dix ans. Dix ans pour démontrer l'existence de 11 100 euros de dons en liquide : la somme trouvée par les policiers de l'OCLCIFF (Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales) à la recherche des 50 millions d'euros qu'aurait versés l'ancien chef d'État libyen Mouammar Kadhafi à l'ex-président de la République. Des espèces qui proviennent de dons en liquide déposés en 2007 pour abonder les comptes du candidat UMP. Eric Woerth, alors trésorier de la campagne, avait conservé la somme avant de la répartir quelques semaines après l'élection entre salariés et bénévoles qui n'avaient pas compté leur temps pour faire élire leur favori.

« C'était une sorte de pourboire, se souvient l'une de ces petites mains. Aucun de nous n'a touché plus de 800 euros. Pour ma part, ce fut 300. Mon tort fut de ne pas les avoir déclarés. » Interrogé par le juge Serge Tournaire, Eric Woerth n'a pas tenu un autre discours. Et ses mots ont semblé contenter le magistrat, qui ne l'a reçu qu'une seule fois pendant toute la procédure sans jamais évoquer un quelconque lien entre lui et ce fameux pactole libyen.

Son avocat, Jean-Yves Le Borgne, confirme : « mon client n'est pas du tout concerné par le volet libyen du dossier. Il est complètement artificiel et absurde qu'il soit dedans, comme nous l'avons démontré lors de l'instruction. » L'ancien trésorier n'est poursuivi que du chef de complicité de financement illégal de campagne électorale, à la différence des douze autres prévenus.

Onze mille cent euros tracés, retrouvés, prouvés en regard des 50 millions fantasmés que le régime libyen aurait versés à Nicolas Sarkozy (membre du conseil de surveillance du groupe Lagardère, propriétaire du JDD), selon un document en langue arabe publié le 28 avril 2012 par Mediapart.

Entre-temps, déclarations contradictoires, accusations sans fondement et faux témoignages se sont accumulés. Un exemple, l'homme d'affaires et intermédiaire franco-libanais aujourd'hui installé à Beyrouth Ziad Takieddine affirme avoir procédé le 27 janvier 2007 à « la troisième et dernière remise » d'un montant de 1,5 million d'euros en liquide à Nicolas Sarkozy au ministère de l'Intérieur. Or il a été démontré qu'il n'est rentré de Libye que le 28 et que ce jour-là, à l'heure de la prétendue rencontre « autour de 12 heures ou 12 h 30, directement au retour de l'aéroport », le ministre



L'homme d'affaires franco-libanais Ziad Takieddine en 2013. J. DEMARTHON/AFP

de l'Intérieur d'alors se trouvait en compagnie de sa femme Cécilia, en déplacement dans le Vaucluse à L'Isle-sur-la-Sorgue. Dans un autre procès-verbal, la description des bureaux où Ziad Takieddine aurait été reçu au ministère de l'Intérieur n'est en rien fidèle à la réalité de leur aménagement. On navigue entre approximation et roman. Les comptes de l'ancien président, de sa femme et de ses enfants ont été passés au peigne fin. Aucun argent suspect n'a été décelé. Il n'est d'ailleurs pas discuté par les enquêteurs et les magistrats du PNF que l'ancien chef de l'État se soit enrichi personnellement.

En revanche, comme le JDD l'a révélé en août 2019, les autorités libanaises ont bien repéré trois virements d'environ 6 millions d'euros en tout provenant de Libye en 2006, l'année précé-

L'examen des comptes de Takieddine est imparable

dant la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy, à destination de Rossfield, une société-écran appartenant à Takieddine. Dans ses dépositions, Abdallah Senoussi, beau-frère de Kadhafi et un temps son bras droit, confirme ces trois mouvements mais en estime le montant total à 7 millions.

L'examen des comptes de Takieddine est imparable : pas de

virements à destination de Nicolas Sarkozy, mais des mouvements vers des sociétés lui appartenant ou pour assurer ses dépenses personnelles...

Pour finir, les juges du PNF écrivent dans leur réquisitoire que « l'information a établi qu'une partie des fonds publics libyens ayant transité par Ziad Takieddine avait été décaissée en espèces, soit directement par ce dernier via Globs (pour près de 1,2 million d'euros), soit par Thierry Gaubert (à hauteur de 440 000 euros), dans une temporalité proche et compatible avec un possible financement de la campagne électorale ». On appréciera les précautions des magistrats, qui emploient des circonlocutions peu habituelles dans un réquisitoire. Précisons que Globs est une des sociétés appartenant à l'intermédiaire qui, pour compliquer le tout, a toujours démenti avoir fait transiter par ses sociétés de l'argent destiné à la campagne, rendant ainsi douteux que ces fonds libyens aient été versés pour cette campagne. Enfin, la somme retirée par Thierry Gaubert, proche de Sarkozy quand il était maire de Neuilly, a servi à financer des travaux dans sa maison en Colombie.

En dix ans, Takieddine a commencé par contester tout financement de la campagne présidentielle par la Libye, avant d'affirmer le contraire mais en niant y avoir participé. Il a donné pas moins de six versions du montant de ce prétendu financement. L'une d'elles évoquait même la somme extravagante et ubuesque de 400 millions d'euros. Rappelons que le montant total des dépenses engagées par le candidat Sarkozy et validées par le Conseil



Nicolas Sarkozy le 16 mars à Paris. ÉRIC TSCHAEN/REA

constitutionnel s'élevait à 20 millions d'euros. Comment un apport de 400 millions (ou de 50) pourrait-il rester invisible et non traçable ?

Takieddine a multiplié les versions contradictoires sur les modalités de ce prétendu financement

« Une accusation bancaire fondée sur un empilement d'hypothèses »

Christophe Ingrain, avocat

s'agissant des protagonistes, des lieux où se seraient déroulées ces remises, de la forme et même de la devise des sommes versées. Depuis dix ans, il promet la preuve irréfutable, le document définitif qui viendraient étayer ses dires. Ceux-ci ne sont jamais arrivés.

Qu'à cela ne tienne, les déclarations de l'homme d'affaires, surnommé « Zigzag Takieddine » tant sa parole est sujette à caution, sont prises pour argent comptant par les juges. C'est sur la foi de ces seules accusations, changeantes, contradictoires qu'ils veulent renvoyer Nicolas Sarkozy devant le tribunal correctionnel pour les chefs de « recel de détournement de fonds publics, corruption passive, financement illégal de campagne électorale et association de malfaiteurs en vue de commettre une infraction punie de dix ans d'emprisonnement ».

Au fil de l'instruction, le document libyen, d'abord présenté comme la pierre angulaire de l'accusation, ne

sert plus qu'à « confirmer les déclarations » de Takieddine. Ses auteurs et destinataires (Moussa Koussa, l'un des patrons du renseignement extérieur libyen; Bechir Saleh, directeur de cabinet du « Guide »; Baghdadi Al-Mahmoudi, ancien Premier ministre, ou Abdallah Senoussi) en contestent pourtant l'authenticité.

Contacté par le JDD, Christophe Ingrain, qui assure conjointement avec Thierry Herzog la défense de Nicolas Sarkozy, s'étonne : « Le résultat de dix ans d'instruction ? Une accusation bancaire, fondée sur un empilement d'hypothèses issues de l'imagination des magistrats et sur des témoignages indirects d'anciens dirigeants libyens dont certains sont recherchés pour crimes contre l'humanité ! Le dossier est à ce point dépourvu du moindre commencement de preuve que sur 425 pages le PNF n'en consacre laborieusement que cinq à tenter de justifier le renvoi de Nicolas Sarkozy. »

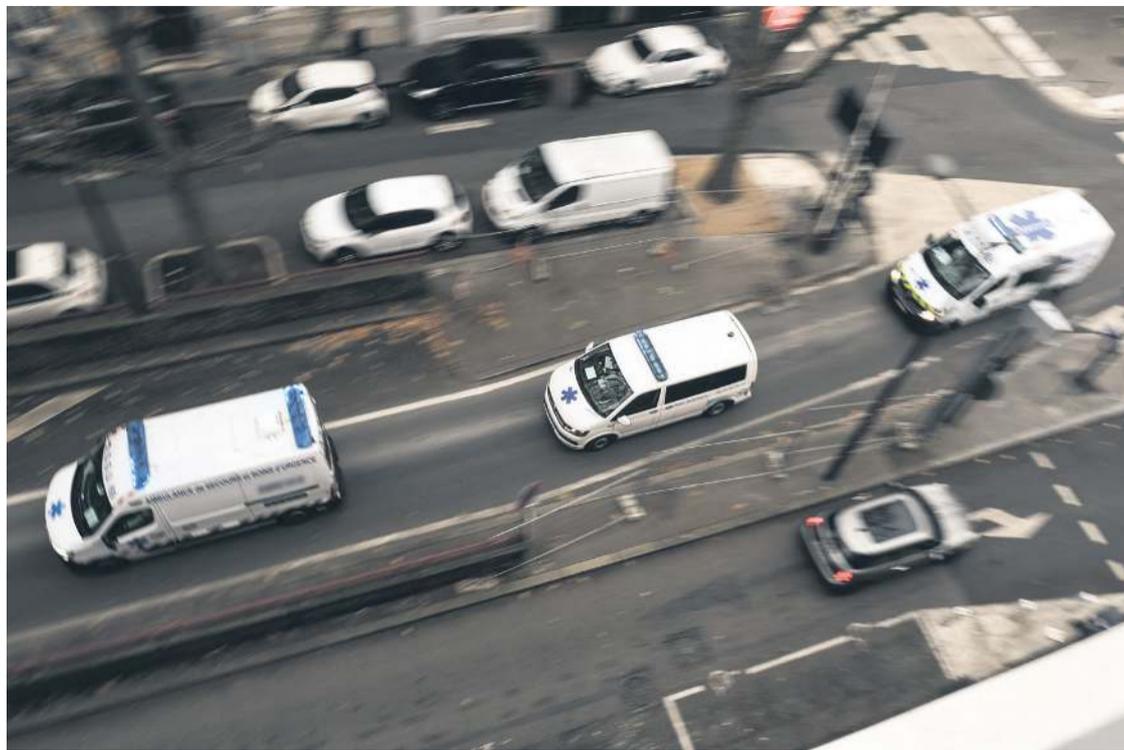
N'ont d'ailleurs été retenues que les déclarations de Takieddine qui servent leur thèse. L'interview donnée à *Paris Match* en novembre 2020, dans laquelle il exonérait l'ancien président de toute responsabilité – « Nicolas Sarkozy n'a pas reçu de moi les 5 millions d'euros. Il n'y a jamais eu d'argent pour sa campagne » –, a été soigneusement occultée. Elle reprend pourtant la position initiale de l'intermédiaire, celle de 2012, avant que ne commence son errance verbale... Mais pourquoi ces propos seraient-ils moins audibles et acceptables que les précédents ? ●

Actualité Société

ALERTE Paiement à la course et cadences élevées, certaines sociétés ont des pratiques dangereuses en matière de sécurité

En guise de sirène d'alarme, ils ont pris la plume. Dans un courrier adressé en février à l'inspection du travail et à l'agence régionale de santé (ARS) d'Auvergne-Rhône-Alpes, les représentants de cinq sociétés d'ambulances lyonnaises dénoncent les pratiques illégales et dangereuses de certains confrères. Pour pallier les difficultés de recrutement, ces derniers paieraient leurs ambulanciers « à la sortie » avec une commission sur le nombre de courses réalisées voire au pourcentage du chiffre d'affaires quotidien. Un mode de rémunération certes attractif mais contraire à la convention collective des transports routiers. Au-delà d'une concurrence déloyale, c'est « l'accès même aux soins qui est menacé », s'alarment les auteurs. Ces pratiques exposeraient les patients, les usagers de la voie publique et les ambulanciers à « un risque inconsidéré pour leur sécurité et leur santé ».

« Rouler toujours plus vite » Marqué par le décès de deux ados lyonnais en trottinette renversés par un ambulancier en août, le dirigeant d'une des cinq entreprises résume son inquiétude : « J'ai dit à ma fille : "Si tu vois une ambulance arriver, tu ne traverses pas." » Il dénonce un système qui pousse « à rouler toujours plus vite », évoque ces ambulanciers payés « au forfait à 2500 euros net mensuels [effectuant] douze à quinze heures de travail par jour » (au lieu des dix autorisées), au-delà des quarante-huit heures hebdomadaires maximum et sans les onze heures de repos légal entre deux journées de travail. « Quand on est en garde Samu, on effectue six à sept interventions en huit heures, confie l'ambulancier. Eux, ils en font le double. » D'où l'appel des auteurs du courrier à faire de la vérification des contrats et des bulletins de salaire « une priorité absolue ».



ANTOINE MERLETHANS LUCAS VIA AFP

Sorties de route chez les ambulanciers

L'inspection du travail du Rhône confirme avoir ouvert une enquête. Ses dix agents chargés du secteur des transports du département ont pour consigne de scruter ces points précis lors des contrôles, en plus des vérifications classiques. « Sous réserve des agissements réels constatés, une rémunération au nombre de courses pourrait constituer une infraction », affirme Julie Nardin, responsable du pôle travail à la direction départementale du travail, de l'emploi et des solidarités du Rhône. Mais caractériser celle-ci peut se révéler compliqué : il existe des primes négociées par voie d'accord collectif ou d'entreprise. Il faudra prouver que celle-ci est illégale. Une tâche ardue si l'accord n'est pas formalisé.

Des méthodes similaires auraient aussi cours « en Provence-Alpes-Côte

d'Azur ou en Île-de-France, en zone urbaine, surtout dans des structures de petite taille », dénonce Claude Delesse, président délégué de la Fédération nationale des ambulanciers privés, qui pointe l'« inadéquation » entre le financement du transport sanitaire, « pas rémunéré à sa juste valeur » par l'Assurance

maladie, et « la réalité du terrain ». Des négociations sur le salaire des ambulanciers diplômés d'État débiteront le 7 juin entre organisations patronales et syndicales. En attendant, Claude Delesse voit des professionnels démissionner, attirés par des offres alléchantes. Telles ces annonces vantant un salaire « évolutif » jusqu'à 3 200 euros, ou un CDI rémunéré 2 300 à 2 800 euros avec « heures supplémentaires majorées, primes, pourboires... ». Or, selon Claude Delesse, même avec de fortes cadences et un salaire élevé, un ambulancier ne perçoit pas plus de 2 000 euros net par mois : « Un gars qui dit gagner 3 000 à 4 000 euros mensuels, on sait qu'il y a un problème. » Et un risque potentiel.

Un ex-ambulancier qui a sillonné le Var pendant vingt ans

115
ACCIDENTS
ont impliqué en 2021
un véhicule sanitaire, et
9 personnes sont décédées

Une fable moderne

MA TASSE DE CAFÉ



TERESA CREMISI

IL SUFFIT de passer la tête dans la salle d'attente du cabinet d'un médecin traitant pour comprendre la situation. Il suffit d'accompagner un enfant aux urgences après un accident

domestique pour saisir l'ampleur des problèmes quotidiens concernant les « professionnels de la santé ». Trop de patients, pas assez de temps à leur consacrer. Une vie de chien. Et en plus toujours les mêmes questions, les mêmes angoisses.

Questions qui se déversent aussi sur le Net, la plupart exprimées de manière confuse : « Mon fils de 3 ans a avalé les pneus d'une petite voiture, que

dois-je faire ? », « J'ai été piqué par une araignée énorme et velue », « Je tousse depuis l'été dernier, je me suis cassé une côte en tombant de mon lit, je vois des taches lumineuses, ma femme entend de drôles de bruits, mon père pleure sans le vouloir... ».

Il n'a échappé à personne que la solution est introuvable : nous vivons beaucoup plus longtemps, donc, statistiquement, nous avons de plus en plus de probabilités d'avoir des accidents ou de tomber malades, les médecins traitants sont de plus en plus occupés et refusent des patients. Pour couronner le tout, l'Assurance maladie conseille très sérieusement « de saisir un conciliateur de votre caisse en joignant un questionnaire téléchargeable sur le site de... vous recevrez un accusé de réception et le conciliateur reviendra vers vous

avec des recours possibles et personnalisés... ». Entre-temps, votre fille de 18 mois aura eu tout le loisir d'avaler un flacon entier de shampoing et sa mère de mourir suffoquée parce que son asthme a empiré à cause des particules fines.

Dans le désastreux panorama que je vous esquisse, l'aube d'un espoir se lève : ChatGPT. Le robot conversationnel a digéré des millions de publications médicales (bien plus qu'un médecin généraliste), il répond à toutes les questions. Rien à voir avec Doctissimo et autres sites pseudo-spontanés qui transmettent un glauque angoisse. ChatGPT est informé et calme. Il répond de jour et de nuit, ne s'impatiente pas, ne part pas en vacances, ne tombe pas lui-même malade, donne son diagnostic après réflexion et y met les conditionnels d'usage. Mais – et c'est là que se

trouvent la grande nouveauté et l'encore plus grande différence – il écoute le patient avec une empathie qui ne paraît pas simulée.

C'est l'université de La Jolla (San Diego, Californie) qui vient de divulguer une recherche à partir de dizaines de cas, en comparant les performances du robot et d'un peloton de médecins de base. Les réponses étaient ensuite soumises à des spécialistes en anonyme. Le résultat ? ChatGPT a obtenu un score de 78 % de « bonnes » ou « très bonnes » réponses (22 % pour les généralistes). Quant à l'empathie, c'est encore plus évident : 45 % des réponses du robot sont considérées comme aimables contre 4,6 % de celles des médecins en chair et en os. C'est dix fois plus.

Bien sûr, on connaît les limites : les messages du robot dérivent de textes générés par

« sans jamais être contrôlé » livre quelques détails. Les primes ? De 15 à 20 euros la sortie. Le pourcentage à la journée ? « Quand vous effectuez 13 ou 14 sorties, c'est un billet à 300 euros ! » Ce professionnel a connu des « grosses boîtes » respectant les règles et d'autres « qui font travailler plus de vingt-quatre heures d'affilée, les nuits, le week-end », recrutant « des jeunes qui vont faire un max d'heures », « fracassés en sortie de garde ».

8.6 millions d'euros de préjudice Pour Dominique Hunault, président de la Chambre nationale des services d'ambulances, ces pratiques découlent de la « précarité économique » dont souffrent certaines sociétés (5 000 en France et 55 000 salariés). Pour renflouer leur trésorerie, elles vendent un agrément, cette autorisation de mise en service octroyée à chaque véhicule par l'ARS. Entraînant un « éclatement de la profession » en une multitude de microentreprises qui ont souvent recours à des travailleurs non salariés (en tant qu'indépendant, intervenant libéral ou autoentrepreneur). « Il suffit qu'un ambulancier diplômé d'État achète un véhicule avec agrément ; ensuite, trois ou quatre cogérants tournent avec, mais on ne sait pas qui roule ! », décrypte Dominique Hunault. Résultat ? « On a des ambulances qui ne respectent aucune règle sociale et n'assurent que les activités les plus rentables. »

Si les autorités prennent conscience de ces dérapages, admet Dominique Hunault, les vérifications demeurent « complexes ». Des contrôles associant l'inspection du travail, l'Assurance maladie, les ARS et l'Urssaf sont « régulièrement mis en œuvre », assure le ministère de la Santé. En 2021, l'Assurance maladie a détecté et évité 8,6 millions d'euros de préjudice financier sur les facturations des transporteurs sanitaires pour 217 dossiers. Dès novembre, de nouvelles mesures antifraude entreront en vigueur, tel l'examen des données de géolocalisation des véhicules pour analyser les trajets effectués. ●

JULIETTE DEMEY

Actualité Économie & Business



À Coulommiers (Seine-et-Marne), sur le site où s'implantera TSF, Dany Boon a tourné, fin mars, quelques scènes de *La Vie pour de vrai*, à l'intérieur d'un Airbus A300. TSF

La France, future usine à rêves ?

On prépare nos dossiers depuis deux ans ; entre-temps, les taux d'intérêt sont passés de 2 à 5 % et les coûts de construction ont augmenté de 25 %, trépigne un des prétendants aux 350 millions d'euros de subventions promis par le gouvernement dans le cadre du plan France 2030. Voilà des mois que l'attente de ce pactole fait saliver patrons de studio de cinéma, producteurs, investisseurs, aménageurs et surtout des dizaines d'élus qui rêvent de voir surgir un « French Hollywood » à leur porte.

Au Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC), qui gère cet appel à projets avec la Caisse des dépôts et la Banque des territoires sous l'égide de Matignon, rien ne filtre encore sur le tempo de l'annonce des gagnants de cette ruée vers l'or public attendue durant le Festival de Cannes. « *Tout reste ouvert, qu'il s'agisse du moment ou du lieu* », souffle un responsable. « *Ça commence à bouger !* s'exclame, toutefois, un opérateur, *on va recevoir nos prix de la meilleure présentation sur la Croisette* », croit-il savoir.

Baptisé « Grande fabrique de l'image », ce plan *bis* de réindustrialisation doit faire émerger une dizaine de grands studios de tournage, de 10 à 20 studios de production numérique et des centres de formation aux métiers du 7^e art. S'il s'adresse à tous les territoires, l'Île-de-France, l'arc méditerranéen, qui va de Marseille à Montpellier, et le Nord, fief du jeu vidéo, sont jugés stratégiques et donc prioritaires. L'objectif : doubler la capacité de production de la France et surtout la mettre à niveau alors que la demande de complexes et de lieux de tournage, tirée par les plateformes de streaming, Netflix, Amazon, Disney ou encore par France Télévisions, explose.

CINÉMA L'État s'apprête à distribuer 350 millions d'euros de subventions à la filière pour répondre à l'explosion des demandes de tournage

PRODUCTION Une dizaine de grands projets de studio ont été présélectionnés. En voici la liste

Avec 23 studios et 58 000 mètres carrés et malgré quinze mille cinq cents jours de tournage par an, le pays du cinéma et de l'exception culturelle reste nettement sous-équipé face aux studios britanniques et allemands, qui alignent respectivement 360 000 et 156 000 mètres carrés. Pire, les studios Shepperton Studios (Pinewood Group) outre-Manche et Cinecittà près de Rome ont, eux, déjà bénéficié de financements publics à hauteur de 586 et 300 millions d'euros.

Preuve de l'engouement suscité par ce plan, le CNC avait reçu 175 dossiers le 31 octobre, date de clôture de son appel à projets. Avec ce niveau de subventions, leurs promoteurs devraient pouvoir lever près de 2 milliards d'euros de financement. Et la part du lion de cette manne devrait tomber dans l'escarcelle des studios.

Selon nos informations, depuis mi-avril, une dizaine de dossiers ont été présélectionnés par un jury de personnalités qualifiées. Tous les porteurs de projets ont ensuite

planché devant un cabinet spécialisé en droit de la concurrence pour calibrer au mieux la subvention accordée et passer à travers le filtre de la réglementation européenne sur les aides d'État. « *On a intérêt à forcer sur le volet technologique et écologique pour être mieux servis* », pointe un candidat. Reste, in fine, à obtenir l'aval de la Première ministre.

Sous cette condition, le projet Studio 77 de Thierry de Segonzac, PDG de TSF, figure parmi les « éligibles » au plan France 2030, selon nos informations. Dans ce lieu, Dany Boon a tourné quelques scènes de la comédie *La Vie pour de vrai* à l'intérieur de la carlingue d'un Airbus A300. Le spécialiste de la location de matériel pour les tournages n'y avait pas encore donné le premier coup pioche. Situé à Coulommiers en Seine-et-Marne sur un vaste champ d'herbe à vaches, le site est traversé par un aérodrome pour avions de tourisme. « *Nous allons construire 12 studios, le plus grand espace de décors extérieurs d'Île-de-France et 10 000 mètres carrés d'ateliers de construction de décors* », décrit Thierry de Segonzac. Coût global de l'opération : plus de 80 millions d'euros.

Autre dossier retenu : les studios de Bry-sur-Marne dans le Val-de-Marne, qui accaparent actuellement 50 % des tournages en France. Il est porté par la société d'investissement Axa IM et Artset, la société de conseil de Guillaume de Menthon. Sous réserve du rachat par Axa au promoteur Nexity de 12 hectares de terrain, 6 sont déjà occupés par sept studios, le duo prévoit de consacrer 3 hectares supplémentaires aux activités de tournage et le solde à des logements pour étudiants et intermittents. L'investissement devrait s'élever à plus de 100 millions d'euros.

À la Montjoie, près du Stade de France (La Plaine Saint-Denis), Rémi Préchac aurait aussi décroché son label pour son « boutique studio » qui tourne à plein régime. L'objectif : rénover le site et doubler sa capacité. Reste à obtenir la maîtrise du foncier auprès de la commune. Par ailleurs, à Marne-la-Vallée, en Seine-et-Marne, l'entrepreneur ambitionne de construire d'ici trois ans avec deux associés un studio XXL truffé d'intelligence artificielle moyennant un financement de 350 millions d'euros.

Deuxième terre de tournage française après Paris, l'arc méditerranéen n'est pas en reste. À Marseille, Netflix a tourné l'an dernier *Transatlantique* et Martignes, siège de Provence Studios d'Olivier Marchetti, accueille en ce moment la suite de la série *The Serpent Queen* sur Catherine de Médicis. « *J'ai demandé une subvention pour mon studio historique de 22 hectares à Martignes*

L'objectif : doubler la capacité de production de la France et surtout la mettre à niveau

[Bouches-du-Rhône] pour passer de 9 à 17 studios, pour Marseille sur l'ancien site de la Générale Sucrière, et à Port-de-Bouc sur une friche industrielle de 4 hectares pour des locations de longue durée », détaille Olivier Marchetti. Selon nos informations, seuls les deux premiers projets seraient retenus.

À Montpellier, Antoine Pietrera, à la tête du groupe immobilier SPAG et d'un projet cinéma évalué à 180 millions d'euros, veut créer

sur une vingtaine d'hectares des studios, des backlots (décors extérieurs) et des centres de formation et des logements. Un ensemble baptisé Pics Studios. À deux pas, à Vendargues, France Télévisions, autoproclamé « plus gros studio de fiction en France », qui y produit *Un si grand soleil*, a aussi candidaté à une subvention. « *Notre filiale n'utilise aucun argent public* », appuie Christophe Tardieu, « *Avec Pics, nous voulons créer un hub du Sud dans le tournage* », résume le secrétaire général du groupe public, qui embarque dans son projet les producteurs Gaumont, Pathé et UGC en quête d'accès prioritaires. Enfin à Nice, les studios centenaires de la Victorine, où furent tournés *Les Enfants du paradis*, devraient aussi être agréés.

En revanche, jusqu'à présent le projet 217 On Air qui devrait voir le jour sur l'ex-base aérienne 217, située près de Brétigny-sur-Orge (Essonne), n'a pas été déclaré éligible. Il est proposé par un attelage constitué de Cœur d'Essonne Agglomération, de la société Quad Productions et du cabinet SmartConsulting. Il en va de même pour Les Studios de Paris au sein de la Cité du cinéma de Luc Besson, rachetés par l'homme d'affaires Tarak Ben Ammar, qui prévoit de financer deux nouveaux plateaux et d'installer des écrans LED, nettement plus performants que les fonds verts pour filmer de grosses scènes d'action. Également sur les rangs et toujours dans l'expectative, le groupe de production Mediawan, piloté par Pierre-Antoine Capton, veut développer un complexe très technologique à Reims où il exploite déjà des studios sur une ancienne base de l'Otan. ●

Actualité Économie & Business

Thierry Déau, fondateur de Meridiam « La transition énergétique a besoin d'outils simples »

INTERVIEW

INVESTISSEMENTS

Spécialisé dans le développement durable, le fonds Meridiam gère 20 milliards d'euros d'actifs

Thierry Déau, 51 ans, ingénieur, a créé son fonds en 2005. C'est l'un des rares au monde à être classé B Corp, société à mission.

Que signifie l'entrée de Samsung Life Insurance dans le capital de Meridiam ?

Ce groupe d'assurance coréen vient de devenir actionnaire à hauteur de 20 %, mais sans changement de gouvernance : je conserve le contrôle avec mes équipes. Cette participation nous donne des moyens supplémentaires pour nous développer. Meridiam gère aujourd'hui 20 milliards d'euros d'actifs dans les infrastructures. Pour continuer à attirer les investisseurs, dans des secteurs essentiels pour l'avenir de la planète – le développement durable et les activités décarbonées –, il nous faut aussi accroître notre crédibilité et donc notre propre capacité à accompagner les levées de fonds.

Quel bilan tirez-vous depuis le lancement de votre premier fonds dans la transition énergétique ?

J'ai fondé Meridiam dès 2005 avec la conviction que les investissements dans le développement durable allaient devenir critiques. Et 100 % d'entre eux chez nous y sont consacrés. Lancé il y a six ans, Meridiam Transition nous a permis de financer des projets et des entreprises technologiques. Et d'identifier les modèles économiques les plus ambitieux et les plus innovants, notamment dans les secteurs de la mobilité et des services essentiels. Comme Allego, une start-up néerlandaise née en 2013, dont Meridiam est devenu



Thierry Déau à Paris début mai. FLORENCE BROCHOIRE POUR LE JDD

actionnaire en 2018 avant de l'introduire en Bourse. Elle est maintenant l'un des leaders européens de la recharge électrique rapide, avec 40 000 stations pour véhicules électriques, dont 2 000 en France. Ou bien Voltalis, l'inventeur d'un boîtier connecté qui permet à tous les particuliers de faire des économies d'énergie grâce à la flexibilité électrique, dont nous venons d'augmenter les capacités de financement. Mais nous continuons d'innover dans nos autres

secteurs, dont l'éducation et la santé, notamment par un accord avec la Mutualité française.

Vous faites partie du groupe de travail sur l'industrie verte lancé par le ministre de l'Économie il y a quelques mois. Quels en sont les premiers résultats ?

C'est un travail collaboratif, élaboré avec le député Mathieu Lefèvre, pour entendre un grand nombre d'experts – représentants d'ONG, économistes, dirigeants

d'entreprise... Nous avons organisé une cinquantaine d'auditions. L'objectif consiste à faciliter l'implantation de nouvelles industries, indispensables dans le cadre de la transition énergétique : pompes à chaleur, éolien, solaire, électrolyseurs, nucléaire, hydrogène décarboné... Une trentaine de propositions esquissant les contours du futur projet de loi ont été émises, avant présentation cet été devant

« Le projet de loi sur l'industrie verte sera présenté cet été »

l'Assemblée nationale. L'ambition de ce texte est double. D'abord, permettre à la France de devenir la championne de l'industrie verte et des technologies indispensables à la décarbonation. Mais aussi de décarboner l'industrie lourde existante, qui représente aujourd'hui 19 % des gaz à effet de serre en France. La décarbonation et la réindustrialisation sont déjà en cours. De très nombreux projets en témoignent, tant sur des sites industriels en activité, que grâce aux « gigafactories » encore en phase d'implantation. Ce projet de loi et les travaux qui le préparent sont une initiative utile, qui s'inscrit de surcroît dans un cadre européen.

Le plan américain de soutien à la transition énergétique, l'IRA, est massif. La France et l'UE ont-elles les moyens de résister ?

Je suis relativement optimiste sur ce sujet. Même si le plan mis en place outre-Atlantique comporte effectivement des dispositifs très attractifs, fondés sur des subventions, l'Union européenne et chacun des pays membres conçoivent un ensemble de mesures et de dispositifs très importants. Et, pour bien comparer, il faut tout prendre en compte, ce qui n'est pas toujours le cas : l'UE a annoncé

plusieurs plans successifs depuis trois ans, qui représentent dans leur totalité des montants considérables. La différence se jouera dans la mise en œuvre : la capacité de la France et de l'UE à déployer des outils simples et lisibles. Et la fiscalité incitative, avec les crédits d'impôt, est très efficace. Nous travaillons sur la formation pour créer des emplois « verts » qualifiés, comme sur la valorisation de l'industrie. Tout cela nécessite des investissements énormes : il faudra donc mobiliser l'épargne de façon pertinente.

Mais une compétition entre États n'est-elle pas contre-productive ?

Dans l'intérêt de tous, il est certain qu'il faudrait une démarche commune. Qu'elle finisse par s'imposer comme une évidence. Tout le monde doit faire des efforts. Aux industriels de proposer aussi leurs propres solutions. Aux Européens de jouer plus collectif, sur le terrain des prix de l'énergie en premier lieu. C'est un grand motif de délocalisation pour les industriels, et l'affrontement stérile entre gaz et nucléaire n'aide aucun des acteurs de la transition. Au contraire.

Depuis la création de Meridiam, l'Afrique a été définie comme un terrain d'action essentiel.

Est-ce toujours le cas ? Bien sûr. Nous avons investi plus de 5 milliards d'euros en Afrique. Nos futurs grands projets représentent au total 10 milliards d'euros dans les trois ans à venir, dans l'énergie, les transports, la gestion des déchets ou l'hydroélectrique. Les changements climatiques y sont déjà perçus depuis longtemps, ce qui rend l'urgence d'agir très concrète. L'avantage, c'est que les chantiers actuels permettent de développer des solutions « propres » tout de suite, sans phase intermédiaire. En Afrique comme ailleurs, nous avons été précurseurs dans les investissements climatiques, désormais incontournables. ●

PROPOS RECUEILLIS
PAR MARIE-PIERRE GRÖNDAHL

Sarreguemines décroche un projet à 710 millions d'euros

EXCLUSIF Le Président devrait dévoiler demain, à Versailles, un investissement dans le solaire. À la clé, 1700 emplois

Un investissement de 710 millions d'euros qui débouchera sur la création de 1700 emplois en 2027. Emmanuel Macron devrait annoncer demain l'implantation d'une usine de production de panneaux photovoltaïques à Sarreguemines (Moselle). Cette mise de fonds sera dévoilée, parmi d'autres, dans le cadre de Choose France, la réunion annuelle des chefs d'entreprise et d'investisseurs étrangers à Versailles

(ils seront cette année environ 200). Celle-ci devrait constituer un « record en nombre de projets et de montants », selon l'Élysée, après une édition 2022 où l'on avait annoncé 10,8 milliards d'investissements.

Le maître d'œuvre du projet mosellan est la société Holosolis, fondée en 2022 et spécialisée dans la construction d'usines de production de panneaux photovoltaïques sur le territoire européen. Elle est elle-même une création du groupe InnoEnergy, qui regroupe 40 partenaires européens et a pour actionnaires plusieurs industriels allemands, dont Siemens, et un

groupe chinois. C'est cette semaine que le conseil d'administration a opté pour le site de Sarreguemines, après avoir envisagé l'Allemagne, l'Espagne, le Portugal et la Pologne, ainsi que d'autres Régions françaises.

Une entrée en service en 2025

« Il n'est pas du tout anodin que la France réussisse à attirer un projet d'investissement dans le solaire, se félicite-t-on à l'Élysée, qui s'est fortement impliqué dans le processus. Jusqu'ici, les panneaux photovoltaïques étaient essentiellement construits en Chine, et les industriels sont aujourd'hui subventionnés mas-

sivement par les États-Unis dans le cadre de l'*Inflation Reduction Act* [IRA]. C'est une très belle histoire industrielle. » L'objectif est de bâtir une usine de production de cellules et de modules de 5 gigawatts à terme. Elle devrait entrer en service en 2025 et atteindre sa pleine capacité en 2027.

L'annonce tombe à pic après une semaine où Emmanuel Macron a accueilli 400 acteurs industriels, jeudi à l'Élysée, pour leur présenter la loi industrie verte, qui passera mercredi en Conseil des ministres. Vendredi, il officialisait à Dunkerque (Nord) la construction de

deux usines dans le département, dont la gigafactory du producteur de batteries taïwanais ProLogium, pour un investissement de 5,2 milliards d'euros et 3 000 emplois. « La France avait fait des erreurs majeures en subventionnant massivement les panneaux solaires chinois et en perdant de ce fait notre savoir-faire français et notre capacité à produire. Au contraire, désormais nous réimplantons sur notre territoire une chaîne de valeur sur des technologies d'avenir », explique-t-on à l'Élysée. ●

DAVID REVAULT D'ALLONNES

Actualité Économie & Business

À L'AFFICHE

Deepki partenaire de l'État

La direction de l'immobilier de l'État officialisera cette semaine son partenariat avec Deepki, le spécialiste de l'audit énergétique des bâtiments. Ces derniers mois, la société – dix ans d'existence et 25 millions d'euros de chiffre d'affaires – a conçu et déployé de façon confidentielle une plateforme de suivi des consommations et d'aide à la décision pour les 94 millions de mètres carrés (190 000 bâtiments) du parc immobilier de l'État. Aujourd'hui, l'entreprise suit 60 % des bâtiments publics (soit 70 % de la dépense annuelle en énergie), et collecte les données de consommation pour le compte de l'ensemble des ministères et des 45 établissements publics qui ont adhéré à la démarche. ● A.B.

lejdd.fr
RETROUVEZ
TOUTE L'ACTU
SUR NOTRE SITE

LE CHIFFRE

8 %

Des dirigeants de TPE (moins de 10 salariés) connaissent une amélioration de leur trésorerie ces derniers mois, selon la 4^e édition de l'Observatoire des TPE American Express mené par l'Institut BVA auprès de 500 entreprises. Un chiffre faible, expliqué par la « prise en étau » de certaines sociétés entre augmentation des postes de dépenses et délais de paiement importants. Ainsi, au mois de mars, les dirigeants de TPE signalaient que les deux tiers de leurs principaux postes de dépenses étaient en hausse par rapport à fin 2022. Les retards de paiement, eux, s'étendaient en moyenne à quarante-neuf jours au-delà des délais contractuels. ● A.B.

COULISSES

Les prêts toxiques sur la sellette

Du 15 mai au 7 juin, BNP Paribas Personal Finance (Cetelem) comparaitra devant la cour d'appel de Paris pour pratique commerciale trompeuse. En 2008 et en 2009, la banque avait accordé à des particuliers des crédits immobiliers en francs suisses remboursables en euros. Connus sous le nom Helvet Immo, ils se sont révélés toxiques pour les emprunteurs exposés au risque de change. Plus de 2 500 d'entre eux, dont 1 300 représentés par Charles Constantin-Vallet, se sont constitués partie civile. Le 20 février 2020, le tribunal correctionnel de Paris avait ordonné l'indemnisation des emprunteurs pour un total de 140 millions d'euros. BNP PPF avait aussitôt fait appel. ● B.B.

BEAUTÉ Comment la fondatrice des Secrets de Loly s'est imposée sur le marché du cheveu texturé

Kelly Massol a-t-elle lu les passages de la Bible consacrés à Samson, un homme doté d'une force surnaturelle grâce à sa chevelure ? Le slogan de sa marque de cosmétiques, « My hair, my power » (mes cheveux, mon pouvoir), pourrait le laisser penser. « Les cheveux sont porteurs de fantasmes et de messages », reconnaît la fondatrice des Secrets de Loly. En septembre, elle l'avait placardé sur du mobilier géant aux Champs-Élysées et dans plusieurs stations de métro. Plus qu'une campagne de pub, une prise de parole contre la dictature du cheveu lisse. « Dans le monde, six personnes sur dix n'ont pas ce type de cheveux, informe-t-elle. Mes produits sont faits pour leur redonner une forme de pouvoir et d'estime de soi. »

De parents antillais et élevée par une grand-mère professeure de mathématiques à la Sorbonne, Kelly Massol a fait sienne l'antienne de son oncle qui lui répétait qu'elle avait un « potentiel sans limites » et l'appelait Loly. En moins d'une décennie, elle est parvenue à hisser sa société en tête du marché florissant du cheveu texturé, qu'il soit ondulé, frisé ou crépu. À 25 ans, l'ex-téléconseillère de la Sécurité sociale décide de se lancer. À l'époque, elle passe son temps libre sur son blog, boucsetcoton.fr, consacré aux soins capillaires. Un réseau suivi par quelque 15 000 utilisatrices lassées des soins lissants et chimiques proposés dans le commerce.

Prochaine étape : une académie et des salons de coiffure

La jeune femme finit par concocter dans sa cuisine ses premiers shampoings et baumes à base de beurre de karité, d'huile de jojoba et de mangue avec une note olfactive gourmande. « J'ai d'abord écoulé sur Internet ces matières végétales que j'achetais en gros et mes propres formulations, en m'appuyant sur Boucles et coton et le bouche-à-oreille », raconte-t-elle. Bénéficiaire dès la première année d'activité, elle fonde une SAS en 2012, ouvre une boutique à Paris dans le 12^e arrondissement et un laboratoire à Saint-Maur-des-Fossés avant d'industrialiser ses procédés.

Aujourd'hui, ses soins, qui comptent près de 20 références,



La créatrice des Secrets de Loly. PATRICK MESSINA/LES SECRETS DE LOLY

L'ébouriffant succès de Kelly Massol

partent comme des petits pains. Quelque 5 000 produits sont vendus quotidiennement, à des prix allant de 15 à 32 euros, à travers son site marchand et plus de 3 000 points de vente, que ce soient des salons de coiffure, des parapharmacies ou des distributeurs, dont, en France, Monoprix, Nocibé et Marionnaud. La marque est aussi présente dans une douzaine d'aéroports, une dizaine de pays en Europe (Allemagne, Belgique, Espagne, Suisse, Pologne...) et au Moyen-Orient avec le groupe Chalhoub.

La société, qui a réalisé une croissance de 500 % au cours des trois dernières années, espère

boucler un chiffre d'affaires de 20 millions d'euros cette année et se fixe un objectif de 100 millions d'euros et 100 salariés en 2026, contre une trentaine aujourd'hui. « On a disrupté le marché avec des produits constitués à 96 % d'ingrédients naturels qui ont un effet immédiat et non toxique sur les cheveux », ponctue la cheffe d'entreprise, qui a ouvert son capital en mars au fonds Quilvest Capital Partners pour poursuivre son développement.

Valorisée autour de 60 millions d'euros, Les Secrets de Loly espère poursuivre sur cette lancée. Kelly Massol voit grand et loin : « Le traitement des cheveux gris, la perte de

cheveux, l'enfant et l'homme, une gamme de produits professionnels et la conquête de nouveaux marchés à l'étranger », énonce-t-elle. Afin de renforcer sa présence dans l'Hexagone, elle ouvrira en janvier une académie de coiffure et de traitement des cheveux texturés dans le très chic 7^e arrondissement de Paris. Le prélude au lancement de salons de coiffure sous la marque The Curl House. De quoi donner du fil à retordre aux mastodontes du secteur, dont L'Oréal, qui vient de lancer en France sa marque Carol's Daughter, jusqu'ici confinée au marché américain. ●

BRUNA BASINI

Aircall sonde l'intelligence artificielle

AVENIR La licorne française publiera demain une étude évaluant les attentes face à la démocratisation de ChatGPT

En France, le déploiement de l'intelligence artificielle enthousiasme les deux tiers des PME. À l'inverse, un salarié sur deux redoute de perdre son emploi, selon une étude menée par Sapio Research auprès de 3 500 personnes dans six pays pour Aircall, le spécialiste français des solutions de téléphonie mobile pour les entreprises. « Nous souhaitons savoir ce que salariés et employeurs attendent de l'intelligence artificielle », explique Jonathan Anguelov, cofondateur de cette licorne devenue « centaure », c'est-à-dire réalisant plus de 100 millions d'euros de revenu annuel récurrent, qui ambitionne de mettre l'IA « au cœur de [son] produit ».

Côté entreprises, les récentes avancées de l'IA représentent des perspectives de croissance. Selon cette étude, 48 % d'entre elles confirment qu'elles investiront dans des outils intelligents dans les douze mois. Aircall n'y déroge pas : la start-up a dans ses tuyaux une solution pour résumer à l'écrit les appels téléphoniques passés depuis son application.

Former à l'usage de l'IA

Pour les salariés, la curiosité semble dépasser l'inquiétude. L'étude révèle que trois employés sur quatre seraient intéressés par une formation plus poussée pour intégrer l'IA dans leurs tâches quotidiennes. Ce qui soulève de nombreuses questions, notamment de sécurité : « L'IA a beaucoup d'avantages et autant de travers, concernant entre autres la sensibilité des données. ChatGPT n'est pas un moteur de recherche : il peut se tromper et, surtout, il enregistre les informations. Il convient donc de former ses équipes sur l'usage qui doit en être fait », conseille le dirigeant, responsable de la sécurité d'Aircall, qui prépare une charte d'utilisation de cet outil.

Alors que Bruxelles souhaite maîtriser une technologie que certains voudraient brider, pour lui l'heure n'est plus au moratoire mais plutôt à « l'accélération dans la formation et l'éducation ». Auparavant, selon lui, les entreprises européennes auraient été dépassées par des innovations technologiques comme les cryptomonnaies. Cette fois, « il faut accepter l'IA si on ne veut pas la subir », soutient l'entrepreneur. ●

ALIÉNOR BIERER

5 000

produits sont vendus quotidiennement, à des prix allant de 15 à 32 euros

100

MILLIONS D'EUROS de chiffre d'affaires, c'est l'objectif visé pour 2026

3 000

points de vente parmi lesquels des salons de coiffure, des parapharmacies et des distributeurs

Actualité Sport

Les jours qui ont bouleversé le football français

ANNIVERSAIRE Il y a trente ans, Marseille s'apprêtait à entrer dans l'Histoire. Pour le meilleur puis le pire

OM De Valenciennes au Vélodrome, le héros de Munich, Basile Boli, revisite cette période de gloire et d'infamie

Chaque année, c'est pareil. À l'approche du 26 mai, date anniversaire de la seule victoire française en Ligue des champions, les souvenirs « chatouillent ». Et les questions reviennent, « toujours les mêmes ». Héros car unique buteur de la finale remportée par l'Olympique de Marseille contre l'AC Milan à Munich, Basile Boli déroule, un rien « machinal » : le corner d'Abédi Pelé, la détente devant Frank Rijkaard, le ballon qui file dans le coin du but... « On m'en parle tous les jours, c'est toujours aussi vif trente ans après », s'étonne l'ancien défenseur, 56 ans. Cette apothéose est suivie d'une autre : le titre de champion face au PSG. Puis d'une descente aux enfers quand s'enclenche l'affaire de corruption VA-OM.

À six jours de la deuxième finale européenne de leur histoire, les Olympiens n'ont pas le choix : collés par le PSG en Division 1 (l'ex-Ligue 1), ils doivent gagner au stade Nungesser. Un but d'Alen Boksic suffit. Ce match, Basile Boli n'en a « aucun souvenir ». Blessé, il a fait le déplacement contraint par Bernard Tapie. Il est d'humeur massacrante. « J'avais les boules

« À Valenciennes, j'avais les boules d'être là »

Basile Boli

d'être là, resitue l'ancien pilier de la défense marseillaise. D'autant que Tapie avait annoncé que les titulaires à Valenciennes joueraient à Munich. » Comme souvent, l'entraîneur Raymond Goethals fait le tampon entre le boss et les joueurs. Boli prend l'accent pour restituer les paroles du sorcier belge : « J'espère que tu n'as pas écouté, une fois. Si tu es à 100 %, tu joueras. »

Dès le lendemain, le défenseur nordiste Jacques Glassmann dénonce une tentative de corruption. L'affaire démarre. « Tout me



À Munich, après la victoire en finale de la Ligue des champions contre Milan, le 26 mai 1993. ALAIN DE MARTIGNAC/PRESSE SPORTS

passait au-dessus », assure l'ex-international. Il est passé à Paris pour des examens et a « la tête déjà à Munich ». À ses yeux, la préparation de la finale n'a pas été polluée. Il trouve ses partenaires « décontractés », heureux de l'atmosphère « fun » de leur mise au vert en Bavière. Tout le contraire de 1991, quand Tapie avait bunkérisé ses joueurs avant leur première finale, perdue contre l'Étoile rouge de Belgrade à Bari.

Remis sur pied, l'ancien protégé de Guy Roux vit les dernières heures dans une douce félicité. Son neveu est né le 25. « Avant le match, je pensais au moyen de m'imposer comme parrain », sourit-il. Son but pour l'éternité décidera son frère. Le cœur léger mais le genou esquiné, le numéro 4 serre les dents toute la première mi-temps. « Je n'en pouvais plus mais je me disais qu'il fallait tenir jusqu'à la pause. » Rudi Völler, son équipier allemand, lui glisse : « Reste, Base. » Selon la légende, Tapie, en tribune, empêche Goethals de remplacer Boli. Qui offre donc la Coupe aux grandes oreilles quelques instants plus tard.

Trois jours séparent la consécration d'un autre choc, contre le PSG, pour le titre de champion de France. Épuisé, Boli est prêt à céder sa place à Bernard Casoni. Le préparateur Roger Propos et le kiné Jacques Bailly le remettent sur pied pour ce qui est déjà un Classique. Dès les premières minutes, Ricardo, le stoppeur parisien, enfonce son coude dans le dos de Boli. En retour, l'international tricolore inscrit « le but le plus important de [sa] vie » : il



Bernard Tapie et Basile Boli, à la mairie de Marseille, le 28 mai 1993.

CLAUDE ALMODOVAR/DIVERGENCE

traverse le terrain, s'avance à l'entrée des 16 mètres et, d'un coup de tête venu d'ailleurs, propulse le ballon d'une détente horizontale de sauteur en longueur. Le timing, il l'a appris à Marseille. Sa trentaine de buts ? Presque tous de la tête. « Je frappais plus fort qu'avec mon pied et j'étais plus adroit », remet celui que Tapie appelait son « singe aux pieds carrés » – une dérive raciste rappelée dans son livre *Mémoires d'hOMme* (First).

Rois d'Europe et de France, les joueurs partent en vacances le 3 juin, « en pleine euphorie ». Une information judiciaire sera ouverte cinq jours plus tard. L'affaire de corruption n'arrivera aux oreilles de Boli que début juillet, lorsque Jean-Pierre Bernès, bras droit de Tapie, est mis en examen, en même temps que son coéquipier Jean-Jacques Eydelie et les Valenciennois Christophe Robert et Jorge Burruchaga.

Rentré tard dans la cité phocéenne, après s'être soigné à Capbreton, le héros de Munich est toujours sur son nuage. Il retombe

brutalement en septembre : coup sur coup, l'UEFA exclut l'OM de la Ligue des champions, puis la Fédération (FFF) suspend la victoire en première division. « Ce qu'ont dit Noël Le Graët [alors président de la Ligue] ou d'autres, je m'en tape complètement », se cabre encore Boli. Au centre d'entraînement de la

Le but « le plus important » de sa vie ? Sa tête contre le PSG

Commanderie, le titre de 1993 figure toujours au palmarès imprimé sur un mur de la salle de presse.

Octobre 2021. Boli rend visite à Tapie, peu de temps avant sa mort. Il assure qu'il n'en veut pas à son ex-président. Pas plus qu'à Bernès, qu'il revoit et embrasse « de la même

façon » que Didier Deschamps ou Éric Cantona. Eydelie ? Pareil. Boli rechigne à parler du scandale qui a entaché le sacre de Munich, assure qu'il était alors « dans [sa] bulle ». Tout juste concède-t-il qu'il aurait eu « des remords » s'il avait été au cœur de l'affaire.

Au terme de la saison 1993-1994, il part aux Glasgow Rangers. Vice-champion de France, le club provençal est relégué. Fin de l'histoire ? Pas tout à fait. « On ne peut pas se détacher de Marseille. » Dès qu'un événement s'y produit, ça le « bouge ». Et s'il goûte peu les commémorations, il s'y rend « pour faire plaisir aux gens ».

Ambassadeur du club depuis huit ans, il tâche d'entretenir des liens. Récemment, avec un ancien membre du staff, il a appelé en visio depuis le Vélodrome Chris Waddle et Jocelyn Angloma, des copains d'avant. Il regrette également que l'OM Star Club n'organise plus de matches d'anciennes gloires. L'héritage de 1993 a parfois embarrassé les directions successives, écartelées entre la gloire et l'infamie.

De ce printemps de fada, Boli n'a conservé aucun objet. Par hasard, il a retrouvé son short de la finale chez un ami. De temps en temps, ses neveux lui envoient des vidéos qui surgissent sur un réseau social. L'histoire continue de se transmettre. « Des émotions, il y en a eu beaucoup d'autres », relativise-t-il, le regard un peu perdu. Avant de souffler l'évidence si souvent répétée : « C'est vrai, on a été les premiers. » Et ils sont toujours les derniers. ●

MICKAËL CARON

Actualité Sport

35^e JOURNÉE (L1) DOUBLÉ DE MBAPPÉ, PARIS PRESQUE CHAMPION

Messi divise le Parc

PSG-Ajaccio 5-0
Ruiz (22^e), Hakimi (32^e), Mbappé (47^e, 54^e),
Youssef (73^e csc)

L'histoire était mal née, elle n'a pas très bien grandi et, évidemment, elle se termine en eau de boudin. Elle aurait pu finir mollement, presque dans l'indifférence, mais l'affreuse fin de saison du PSG n'invite pas à l'oubli. De retour après son escapade polémique en Arabie saoudite, pour laquelle il a été sanctionné d'un match et s'est excusé, Lionel Messi a été sifflé au Parc des Princes. Ce n'était pas non plus assourdissant, les ultras en conflit avec la direction étant en grève « jusqu'à nouvel ordre ». Surtout, ce n'était pas unanime. Une majorité silencieuse a fait entendre son soutien au champion du monde argentin dans une ambiance schizophrène, entre fiel et respect. Des « Messi, Messi » sont tombés à 4-0.

Reste que, les deux exercices passés sous les couleurs parisiennes, celui qu'une bonne partie de la planète foot considère comme le meilleur joueur de l'histoire aura été conspué par ses propres

supporters. Et cela restera. À quoi ressemblera la célébration du titre, le onzième du club, qui sera historique puisqu'il permettra au PSG de dépasser Saint-Étienne et ses dix trophées ? À quelque chose de malaisant, sans doute. En tout cas dans le ton de cette deuxième partie de saison, dont le dénouement officiel s'éternise. Si on s'en tient à la logique (mais est-ce une bonne idée ?), il devrait l'être lors de l'avant-dernière journée à Strasbourg et célébrer contre Clermont à la dernière.

Mbappé meilleur buteur

Hier, le PSG a fait couler Ajaccio en Ligue 2 et a repris six points d'avance sur Lens à trois journées de la fin. Mbappé en a, lui, profité pour reprendre la tête au classement des buteurs, d'un doublé en seconde période. Messi n'a ni marqué un 16^e but ni offert une 16^e passe décisive, ce qui aurait ajouté une touche impressionniste à l'atmosphère. Il ne lui reste qu'une exhibition au Parc. Au-delà de sa carrière, ce qu'il a fait pendant deux saisons à Paris ne mérite pas des adieux indignes. ● **S.C.**



Lionel Messi, hier au Parc des Princes. FRANCK FIFE/AFP

Strasbourg-Nice 2-0
Diallo (1^{er}, 59^e)

S'il finit par investir à Strasbourg, le propriétaire de Chelsea, Todd Boehly, sera peut-être tenté d'envoyer à Londres Habib Diallo. Avec 20 buts, l'avant-centre sénégalais est en train de sauver à lui seul la place en Ligue 1 du Racing. Son total est supérieur à celui cumulé des trois Blues les plus efficaces en Premier League. Problème : le club londonien évolue dans l'ouest de la capitale alors que l'étoile alsacienne, révélée à Metz, ne s'épanouit qu'à l'est. ●

Classement

1. PSG 81 pts 2. Lens 75 3. Marseille 70 4. Monaco 64 5. Lille 59 6. Rennes, Lyon 56 8. Nice, Lorient 51 10. Reims, Clermont 50 12. Montpellier 43 13. Toulouse 42 14. Strasbourg 38 15. Brest 35 16. Auxerre 34 17. Nantes 32 18. Ajaccio 23 19. Troyes 22 20. Angers 14

Aujourd'hui

Clermont-Lyon (13 h, Prime), Toulouse-Nantes, Brest-Auxerre, Montpellier-Lorient, Rennes-Troyes (15 h Prime), Monaco-Lille (17 h 05, Canal+), Marseille-Angers (20 h 45, Prime)

Buteurs

Mbappé +2 (PSG) 26 Lacazette (Lyon) 24 David (Lille) 21 Diallo +2 (Strasbourg) 20

Une coupe pour Aulas

ÉMOTION C'est le premier trophée de l'après-JMA et tout était pour lui. Les footballeuses de l'OL ont offert à leur désormais ex-président une dixième Coupe de France comme cadeau de départ. Ému aux larmes à la présentation des équipes – il représentait le club lors du protocole en tant que président d'honneur –, Jean-Michel Aulas a été prié par les joueuses de soulever le trophée à l'issue de cette finale contre le PSG (2-1, doublé de Hegerberg).

Dans le cadre champêtre du stade de la Source à Orléans, Aulas était accompagné de Michele Kang, la femme d'affaires américaine qui devrait bientôt prendre 52 % des parts de la section féminine. Depuis 2004 et le début de l'aventure, c'est le 35^e trophée pour les Lyonnaises. Un autre se profile peut-être dimanche prochain pour la « finale » du championnat, toujours contre le PSG mais au Parc des Princes cette fois.

Une page se tourne pour le club rhodanien après l'éviction de leur dirigeant historique, actée lundi par John Textor. Cet après-midi à Clermont, Aulas, 74 ans dont trente-six à la tête de l'institution, devrait poursuivre sa tournée d'adieu. Il restera néanmoins dans le football : il est pressenti à la tête de la future ligue professionnelle féminine. ● **S.C.**

Sa culture de la vanne vient des vestiaires

COMIQUE Supporter du PSG, Paul de Saint Sernin pratique un humour piquant mais jamais moqueur. Les joueurs adhèrent, en attendant le public de son premier spectacle

La séquence tourne encore sur les réseaux. Février 2021, Kylian Mbappé répond une dernière fois à la chaîne Téléfoot, victime collatérale du fiasco Mediapro, sur le point de cesser d'émettre. En plateau, le trublion Paul de Saint Sernin intervient : « C'est bien gentil ces conneries mais tu prolonges quand ? » L'attaquant parisien, déjà courtisé par le Real Madrid, réplique aussi sec avec le sourire : « Toi, tu ne vas pas me manquer. » Culte car spontané. Mais avec une idée derrière la tête. « Avec l'humour, on obtient parfois de meilleures réponses », note l'ancien titulaire d'une carte de presse, qui s'est frotté à la langue de bois pendant la campagne présidentielle 2017, couverte pour *Le Petit Journal* de Canal+.

Depuis sept mois, le sniper officie sur France 2, dans l'émission *Quelle Époque !* Au retour de la Coupe du monde, il a invité un premier footballeur (Youssef Fofana). Avec son carnet d'adresses, il pourrait en convier d'autres. Mais il reste des réticences. « Quand un joueur d'Angers ou de Brest me suit, ça résonne fort en moi. Mais dans le milieu de la télé, personne n'en a rien à cirer. » Et s'il trouve les joueurs de sa génération friands « de blagues et de nouveaux formats », convaincre les entourages « apeurés » n'est pas aisé. Julien Cazarre, précurseur de l'humour foot sur RMC Sport et longtemps seul sur ce créneau, a échaudé du monde. Saint Sernin apprécie le style corrosif de son



Presnel Kimpembe et Paul de Saint Sernin. DR

ainé mais revendique une autre approche : « Je préfère rire avec plutôt que dénigrer. » Quand on admire, on ne taille pas.

Lui-même a rêvé d'être à leur place mais il n'était « pas assez bon ». Meneur de jeu à Chaville (Hauts-de-Seine) au niveau district, il marquait à tout casser « deux doublés par saison ». Alors, il ne dira jamais d'un pro qu'il est nul, même après un match raté. D'ailleurs, il ne supporte pas qu'on les prenne « pour des cons ». Exemple à l'appui : « Un Ribéry capable de situer dix joueurs autour de lui sans avoir besoin de lever les yeux, c'est une forme d'intelligence. »

Il apprécie les journalistes qui enfilent les crampons, parce que « galérer pour contrôler le ballon sur un terrain boueux, ça rend plus indulgent ». Numéro 10 dans le dos, Paul de Saint Sernin joue trois fois par semaine : à cinq avec les Bleus du futsal, à sept avec le consultant franco-argentin Omar da Fonseca et ses amis, et à onze le samedi. « Si j'arrêtais, je sais que je vieillirais d'un coup. » Déjà que son coup de reins « n'est plus le même » et que cet admirateur de Javier Pastore recule chaque année, jusqu'en 6 cette saison.

Adolescent, il a construit sa repartie lors des trajets en minibus

à travers la région parisienne. « Ma culture de la vanne vient des vestiaires », assure l'insolent, qui a croisé plus de « phénomènes de l'impro » le dimanche matin que dans les loges des théâtres. « Les footballeurs sont les plus gros vanneurs. » Lui fait la synthèse de ses deux passions et pense que les joueurs de foot le considèrent « comme l'un d'eux ». Un lien de confiance qu'il tisse chaque année lors du tournoi de futsal qu'il anime, ainsi qu'aux Trophées du football qu'il a coprésentés. « Mec, super drôle ta vanne, bravo », lui a écrit une grande star du PSG qu'il préfère ne pas citer.

Il a eu un coup de cœur « humain » pour Adrien Rabiot. Le milieu de la Juventus Turin avait vu des montages photo présentant Saint Sernin comme son sosie. Les deux chevelus se sont croisés, ont parlé et sympathisé. « J'ai découvert un mec brillant, en complet décalage avec son image », jure l'humoriste, qui s'est donné pour « mission » de corriger l'injustice. Marginalisé pour avoir refusé d'être réserviste en 2018, l'ancien Parisien s'est réhabilité tout seul.

Qui dit Rabiot dit PSG. Issu d'une famille portée sur le tennis, Paul a découvert le Parc des Princes tard, dans le parcage des supporters monégasques où l'avait entraîné un copain. Ses premiers émois remontent à 2003-2004 – il peut citer les noms de tous les vice-champions de France. À partir de 2010, il n'a plus raté grand-chose. D'abord en tribune de presse, où la neutralité de ses confrères journalistes l'a frustré.

Aujourd'hui, il chante au milieu des VIP même si la saison s'y prête peu. La nouvelle élimination prématurée en Ligue des champions

ne l'a pas empêché de dormir. Il le regrette presque. Tout comme le turnover de l'effectif, « qui ne laisse pas le temps de s'attacher ». Il appelle les derniers arrivés par leur nom alors qu'il dit « Blaise » pour Matuidi, qu'il a adoré. De même, le lent déclin de Marquinhos

Il a croisé plus de « phénomènes de l'impro » le dimanche matin qu'au théâtre

l'attriste car le Brésilien « aime le club » et que les enfants du capitaine « entonnent les chants avec les supporters ». Pour autant, il ne refuse jamais une invitation au stade, refuse de se sentir « blasé » et se dit plus que jamais « sympathisant » du club de sa ville.

S'il regarde moins de foot, c'est pour mieux en parler. Depuis un an, Paul de Saint Sernin écume les comedy clubs pour roder des passages de son premier spectacle, attendu d'ici à la fin de l'année. Il sera largement question de ballon, à travers le pouvoir de la passion. Il a renoncé à l'appeler « Numéro 10 » pour ne pas échauder la partie non pratiquante de son public. Avec une bonne dose d'autodérision, il se décrit toujours comme « un connard qui aime le foot » et cherche à déclencher des rires « pour ne pas perdre [son] travail ». Mission accomplie. ●

MICKAËL CARON

Actualité Sport

Au Mans, dans la roue de Pio Marmai

MOTOGP À l'occasion du Grand Prix de France, l'acteur découvre l'univers « bestial » d'une discipline qui le fascine

Envoyé spécial
Le Mans (Sarthe)

Épuisé par une semaine de tournage de nuit, Pio Marmai déambule dans le paddock du circuit Bugatti avec de larges lunettes noires. Derrière, on devine pourtant ses yeux grand ouverts de passionné, « scié de découvrir l'envers du décor ». Au Grand Prix de France (14 heures, Canal+), il va assister à son tout premier Grand Prix. Hier, il a suivi les essais dans le box de Francesco Bagnaia (Ducati), leader du championnat du monde, puis les qualifications auprès du staff de Johann Zarco (Pramac). Le pilote français, 9^e sur la grille, aura partagé son petit déjeuner avec le comédien, qui a préparé « quelques anecdotes gratinées » pour lui changer les idées.

Sacré bizutage pour ce fan scotché devant la télé à chaque week-end de course. Dès les essais libres, s'il a le temps, « femme et enfant sont prévenus ». Sinon, il consulte l'application de la MotoGP sur son smartphone. Il imagine Fabio Quartararo « dégoûté » par ses résultats en chute libre. Cette saison, il apprécie l'énergie de l'Australien Jack Miller (KTM Factory Racing), symbole d'un univers qu'il trouve « bestial ».

Ce week-end dans la Sarthe, la vedette des *Trois Mousquetaires*, qui cartonne au box-office, le doit à Ducati. Avec le constructeur italien, le rapprochement a été naturel. « Quand tu aimes la moto, tu ne peux pas passer à côté », glisse l'acteur découvert en 2008 dans *Le Premier Jour du reste de ta vie*, sensible à « la recherche de l'excellence ». Comme sur un plateau de cinéma, « où des tas de métiers différents doivent s'articuler pour fabriquer un produit fini ». La vedette de 38 ans s'est sentie « comme un enfant » au milieu du staff bolognais, qui lui a fait une petite place en bord de piste. Rare privilège. « C'est Cannes

ici, les motos en plus », glisse-t-il en référence au Festival qui commence mardi.

La moto a toujours fait partie de sa vie : sa mère pilotait encore à 6 mois de grossesse. Tout juste majeur, il obtient le permis moto (avant la voiture). Sa première monture ? Une Kawasaki 636. Pendant dix ans, il a préparé des choppers, ces machines à longue fourche popularisées par le film *Easy Rider*. Ses premiers cachets au cinéma ? Investis dans l'entreprise de carrossage et de soudage qu'il a dirigée jusqu'à il y a six ans, quand le 7^e art l'a happé pour de bon. Son garage en Seine-Saint-Denis a été transformé en bureaux et en salle de sport, mais il continue d'y entretenir sa flotte privée, au nombre « scandaleux ».

L'admiration de Jacky Ickx

Depuis deux ans et demi, il s'éclate sur piste. Dans le paddock sarthois, il croise quelques connaissances qui conseillent tel ou tel circuit. Au directeur français de l'écurie Pramac, il pose des questions précises, tandis que passent près d'eux Jean Alesi ou Jacques Laffite. Dans l'espace de réception de Ducati, une autre légende du sport auto s'approche pour lui glisser quelques mots d'admiration : l'ancien pilote belge Jacky Ickx. « Il a l'air truculent », souffle en aparté le natif de Strasbourg, nommé cinq fois aux Césars.

Pas sûr qu'il retourne tout de suite sur un circuit : il n'aime pas l'idée d'être rassasié. Après deux jours au Mans, il sera « content de rentrer ». Saoulé par le vacarme des moteurs, avant qu'une bonne âme lui tende des bouchons d'oreille. « Je ne suis pas ingénieur, mais il n'y a personne pour construire des engins moins bruyants ? », plaisante-t-il à moitié. De passage un peu plus tôt du côté des motos électriques, nettement plus discrètes, il a vite demandé à admirer les modèles thermiques. Et puis il n'y a pas que les deux-roues dans la vie. À l'ami distributeur de films qui l'accompagne, il lance : « L'année prochaine, on va au Grand Prix de Monaco ! » ● **M.C.**



Pio Marmai au Mans, hier.
MATHIAS BRUNNER

PROLONGATIONS

OUMIHA FRAPPE FORT

BOXE Le Toulousain Sofiane Oumiha, 28 ans, a décroché un troisième titre mondial chez les amateurs, à Tachkent (Ouzbékistan) contre le Cubain Erislandy Borges. Sa catégorie des moins de 60 kilos n'étant plus au programme olympique à Paris 2024, le médaillé d'argent des JO de Rio tentera de se qualifier en moins de 63,5 kilos.

QUI APRÈS LIU ?

TENNIS Organisée par le Lagardère Paris Racing (même propriétaire que le JDD), la deuxième édition du Trophée Clarins s'ouvre demain sur le site de La Croix Catelan. Ce WTA 125 est l'unique tournoi féminin international à Paris. Parmi les Françaises en lice, Alizé Cornet, Océane Dodin ou encore Kristina Mladenovic tenteront de succéder à l'Américaine Claire Liu.



Teddy Riner, vainqueur, hier à Doha.

Il envoie encore du lourd

JUDO Onzième étoile mondiale pour Teddy Riner, en ordre de marche pour Paris 2024

Ni l'un ni l'autre n'était vraiment attendu en finale des championnats du monde. Ni Julia Tolofua, qui a décroché l'argent en plus de 78 kilos, après l'élimination dès le premier tour de Romane Dicko, tenante du titre. Ni Teddy Riner, venu à Doha « pour un test ». Il devrait se mettre au poker tant ses prédictions d'avant compétition relèvent souvent du bluff. Pas que sa journée ait été facile, loin de là. C'était même « une des plus grosses de [sa] carrière ». Deux adversaires ont été près d'éliminer le plus titré des judokas. Mais, voilà, si ce Riner-là n'était « pas à 100 % », comme l'a martelé son entraîneur Franck Chambily, alors la concurrence peut

déjà replier le judogi à quinze mois des Jeux olympiques de Paris.

Éreinté par une longue prolongation en finale, le colosse a eu le discernement nécessaire pour s'engouffrer dans une rare brèche laissée par le Russe Inal Tasoev. Six ans qu'il n'avait plus participé à un championnat du monde et *La Marseillaise* écoutée depuis la plus haute marche du podium lui avait « manqué ».

Seize années de triomphe

À cet instant, le sourire illuminait son visage, où Stéphane Nomis, président de France Judo, avait posé deux bises, autant que son père, Moïse, croisé en coulisses. Sitôt après la victoire, le discours était plus vindicatif, rouspétant contre tous ceux qui banalisent les victoires ; contre ses adversaires qui

ne tentent rien et l'empêchent de produire un judo qu'il voudrait plus « libre ». Encore blessé dix jours avant de s'envoler pour le Qatar, Riner seul mesure la difficulté de gagner à 34 ans, de trouver de nouvelles sources de motivation après seize années de triomphe, depuis son premier titre mondial en 2007. Son onzième était moins évident que les précédents. Sauf pour le service marketing de la Fédération, qui avait fait broder une onzième étoile sur son judogi.

Habitué aux coupures de plusieurs mois après ses plus grandes conquêtes, Riner va, cette fois, reprendre dans deux ou trois semaines avec son club, le PSG. Avant de basculer sur la préparation de Paris 2024. En mode guerrier. C'est toujours une très mauvaise nouvelle pour tous ses adversaires. ● **M.C.**

LE MEILLEUR DU MONDE EN CROISIÈRES

AU DÉPART DE VOTRE RÉGION



POUR CET ÉTÉ, CHOISISSEZ L'OFFRE QUI VOUS CONVIENT :

REMISES
sur une sélection
de croisières

OU

Supplément
cabine individuelle
OFFERT

ET

CROISIÈRE OFFERTE
jusqu'à 16 ans⁽²⁾ pour vos
enfants et petits-enfants

Pour toute réservation jusqu'au 15/06/2023

- Croisières francophones à bord de bateaux à taille humaine
- Formule tout inclus en pension complète avec boissons incluses à bord

- Savoir-faire et gastronomie à la française
- Visites et excursions variées (en option)
- Plus de 170 itinéraires sur les fleuves, mers et canaux

CroisiEurope
Les croisières, c'est notre métier

Renseignements au 0825 333 777⁽¹⁾
ou dans votre agence de voyages

Compagnie Française



(1) Service 0,15€/min. + prix appel. (2) Jusqu'à 16 ans : croisière offerte sur une sélection de croisières fluviales et maritimes dont les départs sont de juin à août 2023. Hors vol, taxes, options, excursions. Offres promotionnelles valables jusqu'au 15/06/2023, non rétroactive, sous réserve de disponibilité et non cumulable avec une autre offre. Valables par téléphone, en agence CroisiEurope, ainsi que sur notre site internet (code offre DÉCOUVERTE : OFFCROIS23, code offre FAMILLE : ENFGT, code offre SOLO : SINGLE, à renseigner lors du récapitulatif de commande dans la vente en ligne). IM067100025. Photo non contractuelle. © Alexandre Sattler - CreaStudio 2305040.

Enquête

Psychiatrie, la grande maltraitance

DÉRIVE La contention et l'isolement, en principe limités aux situations de « dernier recours », sont de nouveau couramment utilisés dans les services spécialisés en France

PRIVATION Principales causes du retour de ces pratiques souvent illégales : le manque de personnel soignant, le déficit de formation et les moyens insuffisants des établissements

LAURE MARCHAND

Ce sont des cris et des peurs qui ne parviennent pas au monde extérieur. Ils se heurtent aux murs des hôpitaux psychiatriques. « Être attaché, si vous ne l'avez pas vécu, vous ne pouvez pas imaginer ce que c'est : de la torture, abominable », explique Éric G., 46 ans, qui a été placé à l'isolement et sous contention dans des établissements psychiatriques de la région parisienne de si nombreuses fois qu'il ne parvient pas à en faire le décompte. Une torture physique, car « bouger est impossible alors qu'il s'agit d'un besoin naturel », doublée d'une torture psychologique : « La panique de mourir prise dans un corps rigide comme un clou de cercueil à cause des neuroleptiques. » Judith*, 29 ans, qui avait été hospitalisée à sa demande à l'hôpital Sainte-Anne, à Paris, raconte la même terreur. Après une tentative de suicide, elle a été transférée dans une unité de soins sans consentement : « Je me souviens qu'ils m'ont traînée dans les couloirs, en pleine nuit, balancée dans une chambre, sans un mot, attachée, et je suis restée seule, un néon en pleine gueule. Sur un lit en métal, sans matelas, je gelais de froid. Je n'avais même pas un drap, juste mes chaussettes, j'avais supplié qu'ils me les laissent. Quand je les entendais passer, je hurlais, je hurlais, je hurlais que je voulais juste parler à quelqu'un. Ils ne sont jamais entrés. Je ne sais pas combien d'heures cela a duré, assez longtemps pour que je me pisse dessus. »

Difficile, sans être passé par là, de comprendre les effets de la contention mécanique en chambre d'isolement. Concrètement, c'est un dispositif d'immobilisation avec des sangles aux chevilles et aux poignets, une ceinture abdominale et un harnais. Magnétique ou manuel, il peut être partiel ou total. L'isolement consiste à maintenir une personne contre son gré dans une pièce fermée. En France, ces pratiques ne doivent être utilisées qu'en « dernier recours », selon la loi, et ne sont censées concerner que les patients hospitalisés sans leur consentement. Elles sont pourtant courantes dans les établissements de santé mentale, parfois en toute illégalité, le plus souvent dans l'indifférence générale. Si la société a fini par

ouvrir les yeux sur la maltraitance dans les maisons de retraite, elle continue de se détourner de celle qui a lieu dans les hôpitaux psychiatriques. Le « fou » fait peur, évoquant l'image du forcené dangereux sous camisole. Pourtant, un Français sur cinq souffre de problèmes de santé mentale. En 2021, près de 400 000 d'entre eux ont été hospitalisés, selon l'Agence technique de l'information sur l'hospitalisation (Atih).

Cette année-là, parmi les 78 000 personnes internées sans leur consentement, plus de 30 000 ont été mises à l'isolement et une sur dix a été attachée, a chiffré l'Irdes (Institut de recherches et de documentation en économie de la santé). Combien de ces cas sont-ils injustifiés ? Ces données montrent en tout cas une ampleur bien loin du « dernier recours » exigé par la loi. De plus, une partie passe sous les radars : les registres des établissements qui doivent obligatoirement être renseignés ne sont pas toujours tenus à jour.

Également inquiétant, le contrôleur général des lieux de privation de liberté (CGLPL) note dans son dernier rapport d'activité une augmentation de « la proportion de patients isolés et placés sous contention sur l'ensemble des patients hospitalisés ». À la tête de cette autorité administrative indépendante, Dominique Simonnot dénonce « un état de la psychiatrie publique apocalyptique, ce qui retombe forcément sur les patients ». « On ne peut pas faire abstraction du manque de soignants, 30 % dans certains services, précise-t-elle. Il y a un désintérêt général et un calcul sans vision de l'État pour la psychiatrie. Tout le monde s'en fiche. C'est une grave erreur : à terme, cela va coûter très cher. » En sous-effectif, les psychiatres et le personnel soignant sont débordés. Mais « il n'en reste pas moins que certains établissements recourent largement à ces mesures alors que d'autres s'y refusent », ajoute-t-elle. Les disparités sont immenses. Dans les Yvelines, à l'hôpital de La Verrière, par exemple, 65 % des patients sont passés par la chambre d'isolement en 2021. À l'autre bout du spectre, 15 % des hôpitaux en France n'attachent pas les malades.

L'ADDITION DES PÉNURIES

La contention et l'isolement n'ont pas toujours été si fréquents. Entre la fin des années 1970 et les années 1990, ces pratiques avaient peu à peu déserté la psychiatrie. En 1985, quand Patrick Estrade, infirmier psychiatrique, a démarré sa carrière à l'hôpital Philippe-Pinel, près de Toulouse, elles étaient tout bonnement inexistantes : « La dignité du patient et la liberté de circulation et de parole étaient intangibles. Nous faisons beaucoup d'analyses de situation pour comprendre un passage à l'acte. Souvent, on s'apercevait qu'il y avait un motif de mécontentement. » Une crise ne tombait pas du ciel et, en prenant le temps, le désamorçage était souvent possible. « Et puis, il y a une quinzaine d'années, une première chambre d'isolement a fait son apparition », se souvient-il. La contention a suivi. Vers 2015, « il y a eu une explosion ». Une tendance à rebours des recommandations européennes. Lorsque ces pratiques sont illégales ou abusives, la Cour européenne des droits de l'homme les assimile à de la « torture » et à des

« traitements inhumains ou dégradants ». Selon le Comité européen pour la prévention de la torture, la contention ne peut être appliquée qu'à des « cas exceptionnels ». En Islande, elle est interdite.

« Cela s'est fait au fur et à mesure, confirme Mathieu Bellahsen**, psychiatre. La pénurie s'est infiltrée dans le moindre espace, des dispositifs de contrainte ont été créés. » Selon ce pourfendeur de la contention, le manque de moyens n'explique cependant pas tout : « Le niveau de tolérance des soignants a diminué. S'identifie-t-on au patient ? Toute la question est là. Pour moi, il n'y a pas de différence fondamentale entre lui et moi, il pourrait m'arriver la même chose. » Pour ne rien arranger, cette détérioration progressive s'est doublée de la disparition du diplôme d'infirmier en secteur psychiatrique, en 1992. Peu à peu, les derniers s'en vont, à l'instar de Patrick Estrade, à la retraite à la fin du mois, emportant avec eux une certaine vision du métier et des compétences.

L'addition des pénuries de moyens, de personnel et du déficit de formation peut conduire à des dérives gravissimes. Ainsi, à La Roche-sur-Yon (Vendée), les contrôleurs du CGLPL ont été horrifiés par ce qu'ils ont découvert l'année dernière : des adultes en soins libres isolés – ce qui est interdit – de même que des mineurs – interdit également –, des patients en contention sans accès à un bouton d'appel, des psychiatres qui ne se déplacent pas systématiquement pour valider ou lever les mesures... En 2021, un homme immobilisé a été retrouvé mort : son décès remontait à quatre jours. La contention comporte des risques veineux et respiratoires importants.

Sylvie Lehuraux, 67 ans, était bipolaire. Le 19 octobre 2018, cette auxiliaire de puériculture à la retraite est transférée dans l'unité psychiatrique protégée de l'hôpital d'Hayange (Moselle). Son diagnostic vital n'est alors pas du tout engagé « mais c'est la dernière fois qu'on a vu maman vivante », se souvient Géraud, son fils. Elle est placée à l'isolement. Son état somatique se détériore de jour en jour, sa famille demande son transfert aux urgences. L'équipe médicale refuse. Le 31 octobre, en dépit d'un bilan sanguin extrêmement inquiétant, « ils n'ont rien trouvé de mieux que de la remettre à l'isolement », se désole son fils. À 17 h 30, Sylvie Lehuraux est retrouvée en état de confusion sur les toilettes, selon le rapport de l'infirmière, qui précise que, après avoir été douchée, la

patient « présente un faciès livide sans réaction ». Le Samu n'est pas parvenu à la réanimer. Dans son rapport, rendu en 2022, l'expert médical conclut à des manquements multiples. « Une hospitalisation dans un service dédié s'impos[ait] impérativement et sans délai », affirme-t-il. La famille a déposé plainte pour homicide involontaire et non-assistance à personne en danger.

CONTRÔLE PAR UN JUGE

Sans aller jusqu'à ces drames, de nombreux soignants dénoncent une banalisation des mauvaises pratiques. Au Havre, au centre hospitalier Pierre-Janet, Christophe*, infirmier depuis vingt ans, ressent l'évolution. « On enferme plus

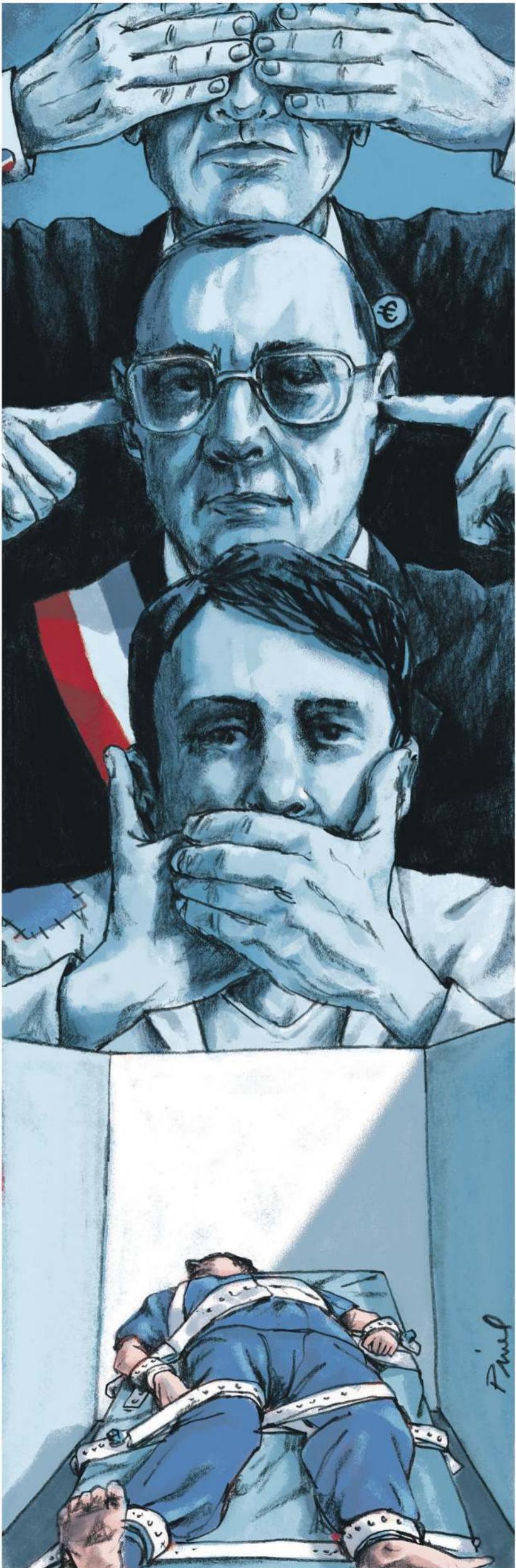
« Ils m'ont attachée et je suis restée seule, un néon en pleine gueule »

Judith, 29 ans, hospitalisée à Sainte-Anne

78 000

personnes étaient internées sans leur consentement en 2021. Parmi elles, plus de 30 000 ont été mises à l'isolement, 1 sur 10 a été attachée

Enquête



facilement. Avant, c'était vraiment l'ultime recours, pour attendre les effets de la camisole chimique. On témoignait alors de notre présence chaque heure, pour rassurer. J'ai l'impression qu'il s'agit désormais de gagner du temps, ça choque moins. »

Après avoir travaillé pendant douze ans à l'hôpital psychiatrique de Meaux, François* a fini par partir, écœuré, en 2021. Au fil des ans, cet aide-soignant a vu les activités disparaître, faute de budget. Ne restait qu'une télé allumée en boucle. « À la fin, j'organisais un atelier "coupage d'ongles" », raconte-t-il, dépité. Ce qu'il parvenait encore moins à supporter était le comportement d'une partie de ses collègues : « Quand les patients la ramenaient trop, criaient trop, se plaignaient trop, hop, c'était la menace et, s'ils ne se calmaient pas, l'isolement. » Surtout lorsque le psychiatre avait quitté le service, après 16 heures. François relate également le recours à la « punition » des sangles trop serrées aux chevilles et aux poignets.

Il a fallu la persévérance du Conseil constitutionnel pour que le sort des malades psychiatriques soumis à la contention et à l'isolement soit mieux encadré. Après trois censures des sages, révélatrices du peu d'intérêt du législateur pour cette question tant les textes étaient insuffisants, la loi du 22 janvier 2022 a enfin rendu obligatoire le contrôle de ces mesures par un juge des libertés et de la détention : au bout de soixante-douze heures d'isolement et quarante-huit heures de contention, le magistrat doit statuer sur leur bien-fondé dans un délai de vingt-quatre heures. Raphaël Mayet, l'avocat de la famille de Sylvie Lehuraux, s'en félicite : « L'isolement et la contention sont extrêmement attentatoires aux libertés fondamentales. Le fait d'être privé de liberté en raison de troubles psychiques ne doit en rien enlever leurs droits à ces patients, bien au contraire. »

Au mois d'avril, une question prioritaire de constitutionnalité visant à rendre la présence d'un avocat obligatoire au moment où le juge se prononce a été transmise à la Cour de cassation. « Un avocat est d'autant plus indispensable que ces personnes ne sont généralement pas en mesure de se défendre elles-mêmes, estime Raphaël Mayet. Elles sont dans un état de vulnérabilité extrême, souvent sous un traitement médicamenteux empêchant un raisonnement libre. » Pour l'instant, l'avocat est facultatif. Il est censé être proposé au patient par l'établissement. Ce qui, dans les faits, donne des pratiques extrêmement diverses. Au tribunal de Bobigny, chaque patient a un avocat ; à Versailles, un sur deux en moyenne ; à Paris, dont dépend Sainte-Anne, aucun ou presque. « Nous avons pourtant monté une permanence de 150 avocats, ouverte vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept », s'offusque Corinne Vaillant. Cette avocate parisienne, qui lutte pour améliorer le droit des malades psychiatriques depuis quatre décennies, n'a jamais été saisie pour un contrôle de contention ou d'isolement à Sainte-Anne.

DES SERVICES EXEMPLAIRES

En vigueur depuis un peu plus d'un an, la loi de 2022 n'est pas encore entrée dans les mœurs. « Quand la mère d'Ilyes m'a sollicité le 10 novembre dernier, je n'arrivais pas à croire ce qu'elle me racontait ; je ne pensais pas que la loi pouvait être violée à ce point », se souvient l'avocat Benoît Luneau. Âgé de 24 ans, Ilyes était hospitalisé depuis le 22 septembre à l'hôpital Louis-Mourier, à Colombes. Toute visite était interdite au motif qu'il était à l'isolement. L'avocat décide d'aller vérifier sur place, téléphone, essuie un refus, insiste et annonce sa venue. Dans la chambre,

il découvre son « client hagard, attaché sur son lit ». « L'odeur est épouvantable et il y a des flaques d'urine de chaque côté du lit, décrit-il. Je fais donc venir une aide-soignante qui me dit : "Ah oui, ce n'est pas normal, on peut glisser et après ça fait un arrêt de travail." J'ai répondu : "C'est aussi un peu attentatoire à la dignité de mon patient !" » Saisi, le juge ordonne la levée immédiate des mesures. Sur soixante-douze jours d'hospitalisation sous contrainte, Ilyes sera resté cinquante et un jours à l'isolement dont vingt-sept et demi attaché. « Nous avons découvert des durées de contention d'affilée inimaginables, une de cent trente-huit heures et une de cent cinquante-six heures, ajoute-t-il. Ilyes est traumatisé. » Cinq mois après cette expérience, le jeune homme peine à en parler mais il veut témoigner. Pas d'accompagnement aux toilettes, les excréments sous lui, les couches... « C'était une séquestration, je n'ai pas d'autre mot. Et encore, j'ai de la chance par rapport à d'autres qui sont seuls. Ma famille et mon avocat ont tout fait pour me sortir de là. Sans eux, est-ce que j'y serais encore ? On est des humains, quand même, pas des cobayes. »

Pourtant, en France, certains services psychiatriques sont exemplaires. À l'image de celui de l'hôpital François-Rabelais à Chinon, lumineux, paisible, ouvert sur de petits jardins. Les patients sont les bienvenus dans le bureau des infirmiers, ont le droit d'aller et venir à la cafétéria. Les portes, sauf exception, ne sont pas fermées. La contention n'est jamais utilisée. « Nous avons bien des sangles mais je ne sais même pas où elles sont rangées », déclare une infirmière. La chambre d'isolement est vide la plupart du temps. Seuls 1,5 % des patients y sont placés. « Mais c'est vraiment lorsqu'on n'a pas réussi à juguler la crise et qu'on a tout essayé avant », précise un autre.

La recette ? Des soignants très investis auprès des patients : « C'est à nous de nous adapter à eux, pas l'inverse. » Si la tension monte, ils cherchent « le truc » qui pourrait marcher :

une présence, une discussion, un traitement, une balade dans la forêt environnante, une cigarette, de la musique... Une main rassurante sur une épaule suffit parfois à canaliser des angoisses. « Quand une crise survient, nous pouvons détacher un soignant, voire deux, le temps nécessaire car nous sommes en effectif suffisant », explique l'un d'eux. Enfin presque. Un des infirmiers de jour est désormais également affecté de nuit. Les collègues ne sont plus assez nombreux pour organiser régulièrement les ateliers cuisine, jeux de société, les sorties randonnée, la chorale... Ces activités sont pourtant essentielles pour « créer une alliance thérapeutique ».

Plus que tout, des soignants s'inquiètent de « l'épée de Damoclès » sur la prise en charge : lourdement endetté, l'hôpital a signé un plan de restructuration avec l'agence régionale de santé (ARS). Dans ce cadre, il est prévu de supprimer un quart des postes d'infirmiers en psychiatrie, qui ne seraient remplacés qu'en partie par des aides-soignants. Le contrôleur général des lieux de privation de liberté a alerté Olivier Véran, alors ministre de la Santé, pour tenter de « préserver une prise en charge particulièrement respectueuse » et recommander de faire de ce service « une référence » en matière de bonnes pratiques en France. Dans sa réponse, le ministre a validé le projet de l'ARS. « Un tel changement serait catastrophique pour la qualité des soins, s'alarment des infirmiers. Infirmiers et aides-soignants ne font pas le même métier. » Et à la fin de l'été, un des quatre psychiatres s'en va. Aucun remplaçant n'a pour l'instant été trouvé. ●

* Le prénom a été modifié.

** Auteur de « La révolte de la psychiatrie », La Découverte.

Opinions & Controverses

La crise du logement, une chance à saisir !

Par Xavier Lépine

3,5 MILLIARDS D'EUROS : c'est le montant que la Caisse des dépôts va engager pour « sauver » le logement, en rachetant des programmes de construction. C'est beaucoup d'argent, nécessaire et bienvenu ; et en même temps, c'est bien peu. C'est l'équivalent de 17 000 logements, autrement dit pas grand-chose en regard du 1,2 million de transactions annuelles, représentant 250 milliards d'euros, et de l'angoisse qui traverse notre pays du fait de l'impossibilité de bien se loger, ou de se loger tout court.

Les politiques publiques à coups de milliards, qui devraient faire disparaître le problème mais ne le font en réalité que superficiellement, nous en avons l'habitude. Elles sont l'expression d'un mal français, fait de résignation, de conservatisme et d'une croyance naïve dans la toute-puissance de l'État. Le logement est en crise : soit ! Eh bien, pour reprendre l'aphorisme churchillien : ne gâchons pas une bonne crise ! À la résignation, opposons l'optimisme, et au conservatisme, l'innovation !

Faisons-le en partant du bon constat. En vingt ans, le prix du logement a doublé alors que les revenus n'ont augmenté que de 35 %. Par ailleurs, les coûts de construction ne vont pas baisser : le réchauffement climatique imposera des coûts supplémentaires d'adaptation de nos habitats. Autre réalité : les taux d'intérêt ne reviendront pas de sitôt à 1 %. Enfin, ce que l'on ne dit pas assez fort, c'est que l'accès

à la propriété – rêve que pouvaient encore réaliser les générations précédentes – est devenu pour de multiples raisons un objectif inaccessible. Pour beaucoup de Français, la location s'est imposée comme un horizon indépassable. Pour autant, être locataire suppose déjà que des investisseurs soient prêts à détenir des actifs immobiliers dont la rentabilité est de plus en plus faible.

Jeunes générations, familles monoparentales, familles recomposées, familles nombreuses, ou tout simplement résidents dans une zone dense hors de prix : la réponse aux aspirations légitimes de toutes ces personnes ne peut se limiter à soutenir le marché à hauteur de moins de 10 % de la production annuelle de logements neufs, alors même que l'essentiel des transactions concerne l'ancien, dont le volume d'échange est cinq fois supérieur ; elle ne doit pas se limiter à un « coup de pouce » de l'État, ou à généraliser le logement social comme norme de la septième puissance économique mondiale.

Des milliards, oui ! Mais, surtout, plus d'intelligence dans la manière de les investir. Nous avons le devoir de réinventer un marché devenu dysfonctionnel. Et nous sommes



PRÉSIDENT DE L'INSTITUT DE L'ÉPARGNE IMMOBILIÈRE ET FONCIÈRE (IEIF)

quelques acteurs, nouveaux entrants sur le marché de l'immobilier et de l'accès à la propriété, à être persuadés que cette crise est une opportunité d'innover, de penser « out of the box », pour reprendre une expression que Churchill aurait sûrement appréciée.

Il est urgent de faire évoluer notre système de financement, de détention des actifs ; urgent d'adapter au loge-

ment ce que le secteur automobile fait depuis des années. Aujourd'hui, on n'achète plus sa voiture comme avant, on l'achète en LOA (location avec option d'achat). On peut imaginer des solutions équivalentes pour l'immobilier. Il existe des voies alternatives à la pleine propriété, qui permettent de faire converger les intérêts de ceux qui aspirent à acheter, jusqu'ici en vain, et ceux d'acteurs institutionnels prêts à investir en sortant des schémas classiques pour autant que la rentabilité soit au rendez-vous. Il y a des voies nouvelles pour permettre à de nombreuses personnes d'acquérir autrement le logement dont elles ont besoin, avec les moyens financiers dont elles disposent.

En nous penchant vraiment sur la question de la propriété, nous touchons à l'âme de notre nation, et à son tourment du déclassement. Cette crise du logement nous invite collectivement, acteurs privés et publics, à faire preuve de plus d'inventivité pour rendre de nouveau possible cette aspiration si puissante dans notre imaginaire : devenir propriétaire de son logement. ●

« Nous avons le devoir de réinventer un marché devenu dysfonctionnel »

Le CPF n'est pas une lubie

Par Christopher Sullivan*

INVITÉ DE LA MATINALE de France Culture le 9 mai, Bruno Le Maire a déclaré qu'une participation financière des salariés pour le CPF [compte personnel de formation] éviterait « des formations qui ne sont pas toujours indispensables ou nécessaires » : « Si vous en avez vraiment besoin, il faut que vous ayez un reste à charge de 30 % », a-t-il précisé. Ainsi, pour le ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, payer une partie de son droit acquis à la formation sur ses propres deniers prouverait la nécessité et éviterait de choisir parmi celles qui n'auraient d'autre objectif que de satisfaire son plaisir.

Nous sommes contre cette proposition d'économie budgétaire. Qu'il nous soit permis d'expliquer pourquoi, au nom de l'ensemble des acteurs de la compétence que nous représentons.

Créé par la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel et lancé en novembre 2019 grâce à une application mobile, le compte personnel de formation permet aux actifs d'acquérir 500 euros de droits par an. C'est donc bien un capital formation que les Français se constituent en travaillant et qu'ils peuvent mobiliser librement pour piloter leur trajectoire professionnelle. Ce droit est une protection de tous contre les risques d'obsolescence des compétences et contre le chômage. Revenir dessus serait dès lors un contresens politique, à l'heure du rallongement de la vie professionnelle, des besoins de reconversion et d'une forte évolution des métiers.

Ce serait aussi un contresens social. Bientôt quatre ans après son lancement, que nous apprennent les chiffres d'utilisation du CPF ? Que 80 % des bénéficiaires sont ouvriers ou employés, 50 % sont des femmes et 20 % ont plus de 50 ans. Le CPF a ainsi enfin touché ceux pour qui la formation était jusque-là un concept théorique.

Alors que le panier moyen d'utilisation du CPF est de 1 400 euros, le reste à charge tel que proposé par le ministre dépasserait 400 euros. Ce surcoût ne serait pas supportable pour les Français, confrontés à une inflation forte. Ainsi, au lieu de faire le tri entre formations nécessaires et dispensables, cette mesure casserait net la dynamique de la formation que connaît notre pays.

Grâce aux efforts qui ont été faits pour réguler l'offre, lutter contre la fraude et le démarchage illicite, la trajectoire budgétaire du CPF devrait se stabiliser légèrement au-dessus de 2 milliards d'euros par an. C'est le prix de l'investissement dans les compétences de notre nation, alors que la France pointe au 25^e rang selon l'OCDE. C'est un choix politique pour l'avenir de notre pays. ●

* Président des Acteurs de la compétence, fédération regroupant 1 350 organismes de formation.

L'écriture inclusive, cette machine à exclure

AVEC TOUT MON RESPECT



GASPARD PROUST

Cher lecteur, peut-être as-tu entendu parler de ce sujet d'examen de droit proposé en écriture inclusive à la faculté de droit de Lyon. Je t'en épargne ici le commentaire détaillé, il te suffira pour cela d'aller faire un tour sur Internet. Tu y trouveras à boire, à manger et, naturellement, de

quoi vouloir balancer l'écran de ton ordinateur par la fenêtre. Plus ça va, plus monte en moi la complotiste intuition que le monde contemporain pourrait n'être rien d'autre qu'une conspiration des producteurs d'écran destinée à nous en faire changer tous les quatre matins.

Comme tous les concepts accouchés par le progressisme, il faut aller chercher dans le dictionnaire officieux laissé par Orwell la véritable

définition de l'écriture inclusive. On t'y expliquera que la guerre c'est la paix, que la liberté c'est l'esclavage et que l'écriture excluante c'est l'écriture inclusive. Car la voilà la vérité grasse, il n'y a sans doute pas plus excluant que l'écriture inclusive. Outre la laideur congénitale de ces hiéroglyphes pour Champollion à QI d'huître, elle est d'abord et avant tout une formidable machine à exclure. La diversité humaine étant par nature infinie, la prétention de vouloir inclure tout le monde est une chimère absolue.

Il suffit de prendre le sigle LGBT pour s'en convaincre. Au fil du temps, c'est toute une inflation de signes alphanumériques qui se sont collés à ces initiales dans le seul but de ne surtout pas mettre de côté la plus rocambolique des pratiques. Entre les Q+, les Y- et les triple A dièse, l'homme de la rue a du mal à suivre. Évidemment, il en souffre. Un bonheur terrestre est-il vraiment

envisageable sans être à jour sur le mystère « fornicatoire » de la chambre à coucher du voisin ? Qui peut sérieusement imaginer un monde meilleur en ignorant qu'au rez-de-chaussée de son immeuble s'ébroue joyeusement un « troupe » dont l'un des protagonistes piaffe d'impatience à l'idée d'enfin allaiter bébé par lactation pectorale grâce aux inestimables progrès de la chirurgie de genre ?

S'il fallait inclure par les mots tous les êtres humains riches de leurs petites fantaisies, alors il faudrait sans doute ajouter 8 milliards de signes alphanumériques au mot LGBT, sans oublier la lettre H du mot « hétérosexuel ». Après tout, quoi de plus subversif pour un homosexuel que de revendiquer une sexualité hétéro ? On tiendrait là un sommet de subversion !

Il est une phrase que j'aime beaucoup et qui dit que « Dieu a fait l'homme à son image ». Les athées la moquent

régulièrement, y trouvant par l'évidente misère de l'homme la preuve flagrante de l'inexistence de Dieu. Il s'agit pourtant de la phrase la plus inclusive qui soit. Elle sonne comme une déclaration d'amour faite à la singularité des hommes : « Vous êtes presque 8 milliards, pas l'un de vous ne ressemble à l'autre, mais tous vous portez quelque chose de mon visage. »

En vérité, le délire inclusif est la négation absolue de la diversité humaine ; une illusion de singularité dans un océan de conformisme. Il pense promouvoir des différences alors qu'il ne fait que multiplier des cases. Il prétend pouvoir dire toutes les possibilités de l'homme par des mots abscons qui ne seront jamais ni suffisamment abscons, ni suffisamment nombreux pour contenir le monde. En vérité, l'écriture inclusive n'est pas une écriture, mais une comptabilité. Un poème enfermé dans une case Excel. Respectueusement. ●

Opinions & Controverses

Le plein emploi ne se fera pas sans les quartiers

Par Claudia Ruzza

LA SITUATION constatée dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) justifie que des mesures exceptionnelles soient inscrites dans le projet de loi « plein emploi » en cours de définition par le gouvernement : il est essentiel que leurs habitants bénéficient de dispositions spécifiques, à l'image de celles présentées pour les publics les plus fragiles tels que les jeunes, les seniors et les femmes.

Dans les 1 296 territoires les plus pauvres de France métropolitaine, le taux de chômage représente plus du double* de la moyenne française (7,2 %). Chez les jeunes actifs de moins de 30 ans, ce taux approche même les 33 %. Or il y a tout à gagner à ne pas laisser les habitants de ces quartiers sans solution quand ils peuvent être accompagnés au retour à l'emploi.

Positive Planet, acteur majeur de l'inclusion économique et sociale dans les quartiers depuis près de vingt ans, plaide pour le soutien et l'intensification de l'accompagnement à l'entrepreneuriat et à l'amélioration de l'employabilité de tous les publics et de tous les territoires sans exception, dans les mesures actuellement élaborées en faveur du plein emploi.



DIRECTRICE GÉNÉRALE DE POSITIVE PLANET

POSITIVE PLANET

Dans les tours des grands ensembles, des anciennes cités industrielles et des centres dégradés bat le cœur de personnes qui rêvent de s'émanciper et de se réaliser par le travail. Le plus souvent, elles ont seulement besoin qu'on les aide à lever les freins à l'accessibilité à l'emploi entrepreneurial comme salarié.

En plus de dispositifs d'accompagnement experts au plus près des habitants et des territoires, nous demandons que la loi « plein emploi » soit assortie d'autres mesures spécifiques pour les quartiers.

Ainsi, nous proposons de favoriser l'accès aux contrats à impact (partenariat tripartite association-État-financeur) pour soutenir les actions locales des acteurs associatifs en faveur de l'emploi (comme celles mises en place par Positive Planet dans le département du Nord).

Nous pensons qu'il est urgent que les entrepreneurs puissent bénéficier d'une protection sociale similaire à celle des salariés, dans un pays où 21 % des actifs souhaitent entreprendre**. Et encore plus quand les entrepreneurs qui se lancent ont peu de marge de manœuvre.

Nous demandons de flécher davantage de crédits de la politique de la ville sur les acteurs associatifs qui agissent directement au cœur des QPV.

Nous incitons enfin à un travail plus étroit avec le secteur bancaire afin d'aboutir à la mise en place systématique des crédits à 0 % pour tous les entrepreneurs qui se lancent.

« Aller vers », « améliorer l'employabilité » et « déconstruire les clichés » selon lesquels les habitants des quartiers sont sous-qualifiés et/ou non employables : ce sont les piliers d'une démarche que nous souhaitons voir passer de la marge à la norme. Nous sommes certains que cette dynamique sortira ces populations des idées de dépendance, de soumission et d'exclusion auxquelles les renvoie le mot « banlieue ».

L'inclusion économique et sociale du plus grand nombre est essentielle pour notre économie. Les quartiers constituent un réservoir de talents sous-utilisés par les entreprises, notamment pour relever le défi des recrutements sur des métiers « en tension ». Au « plein emploi » et au « bon emploi », au cœur du projet en gestation, les quartiers peuvent ajouter une troisième dimension vertueuse, celle d'un « emploi pour tous ». ●

* Taux d'activité et taux de chômage dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et les unités urbaines englobantes, Insee, 6 mai 2022.

** OpinionWay, baromètre annuel de l'envie d'entreprendre, 14 janvier 2021.

Fille sans joie

Jeune femme de 26 ans propose massage sensuel avec fin heureuse. Voilà comment Louise, mère célibataire sans sou mais avec beaucoup de dettes, se présente sur des sites spécialisés. Avec Internet, se prostituer devient aussi simple que d'enchaîner des matches sur Tinder. « Sauf qu'on est payées à la fin », raille cette ancienne hôtesse d'accueil tombée enceinte alors qu'elle étudiait le droit. Durant quatre ans, Louise – un pseudo – a été Alma, masseuse naturiste. Des carnets dans lesquels Alma consignait ses journées passées à s'occuper d'hommes aux désirs plus ou moins salaces, Louise a tiré un récit au style cru et cocasse. Elle a côtoyé près de 800 de ces âmes perdues, mariées ou non, issues de toutes les couches de la société. Tantôt psy, tantôt mère ou encore conseillère conjugale, elle pose ses limites quand ces clients, souvent en quête d'affection plus que de sexe, se montrent trop gourmands. Il y a les amoureux, les romantico-pervers, les obsessionnels et ceux qui font peur. On est effaré par la déviance de certains et leur absence de discernement quant à la dépendance financière de Louise. « Une pute, on la paie pour qu'elle se déshumanise, qu'elle se noircisse l'âme, à rester et sourire, à se taire. » Paradoxalement, c'est avec un travail marginal que Louise peut offrir une vie comme les autres à sa fille. « La puterie m'a sortie du trou », écrit la désormais trentenaire. Mais elle ne peut être que d'appoint. Pour Louise, ce fut un tremplin vers la liberté. ●

LOUISE BRÉVINS

Pute n'est pas un projet d'avenir

À QUOI RESSEMBLENT LES HOMMES 800 CLIENTS PLUS TARD ?

PUTE N'EST PAS UN PROJET D'AVENIR
LOUISE BRÉVINS,
GRASSET,
224 PAGES, 19 EUROS.

EMMANUELLE SOUFFI

Bien trop taxés, bien mal servis !

Par Benoît Perrin*

EN FRANCE, les impôts et les taxes jalonnent le cours de nos vies. En effet, nous sommes imposés sur ce que nous gagnons par notre travail ou sur les fruits de notre épargne et de notre capital. Mais ce n'est pas tout : l'État vient aussi piocher dans nos poches sur ce que nous vendons, sur ce que nous possédons et sur ce que nous achetons par le truchement de la TVA, première ressource des pouvoirs publics. Cette manne collectée ne cesse de croître, si bien que l'année 2023 devrait nous permettre de gagner un nouveau titre de champion d'Europe... de la ponction fiscale. En effet, avec 46,1 % de prélèvements obligatoires (hors cotisations sociales imputées aux employeurs), d'après les prévisions de la Commission européenne, nous repassons devant le Danemark, qui a longtemps fait preuve de plus de zèle.

Selon un sondage Ifop-Contribuables associés, révélé ici en exclusivité, deux tiers des Français estiment que le montant des impôts et des taxes qu'ils paient est élevé (66 %, dont 29 % qui le jugent même excessif). Dans le détail des générations, les 35-64 ans sont les plus critiques : 72 % estiment le montant payé élevé, et parmi eux 37 % le trouvent « excessif ». Notons également la très forte proportion d'artisans-commerçants et de cadres (respectivement 88 % et 74 %) estimant

la ponction fiscale qui leur est appliquée trop importante.

Une fiscalité lourde est-elle la garantie d'une qualité irréprochable des services publics ? Ce n'est pas l'avis des Français. Si deux tiers des sondés considèrent que le montant des impôts et taxes qu'ils paient est élevé, en miroir, moins d'un Français sur trois (30 %) se déclare satisfait de la qualité des services publics. Trois sur cinq s'affichent comme mécontents (59 %, dont 19 % très mécontents).

L'insatisfaction porte de surcroît sur des secteurs clés : une majorité de Français estime que la qualité et l'efficacité des services publics se sont dégradées à l'hôpital (81 %), dans l'éducation (74 %), dans les secteurs de la sécurité (68 %), de la justice (67 %) ou encore dans les transports (57 %). À chaque fois, ce sentiment d'une détérioration des services publics est particulièrement marqué chez les 35 ans et plus. Il suffit en effet d'avoir sollicité une mairie pour renouveler ses papiers d'identité, d'être contraint de pas-

ser dans des services d'urgence à l'hôpital ou encore d'attendre une décision de justice pour éprouver ce décalage prégnant entre ce que nous payons et le service qui nous est (mal) rendu.

La conclusion des Français est implacable : notre argent est mal utilisé. Les maux sont connus : bureaucratisation croissante, irresponsabilité des hauts fonctionnaires dépensiers, interventions massives de l'État dans tous les domaines de notre vie, dépenses folles des collectivités locales, absence de contrôles efficaces de la dépense publique...

Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a annoncé une « revue des dépenses publiques » dans les semaines qui viennent. Intention louable qui doit être suivie d'effets.

Le redressement des comptes publics est l'affaire de tous les Français. Monsieur le ministre, vous ne pouvez faire l'économie de l'avis des contribuables. ●

* Directeur de Contribuables associés.

« Deux tiers des Français jugent les impôts élevés et les services publics déficients »

La face cachée du Brésil

Zébu, Coccinelle VW, bananes, cigarette de paille, fromage, chapelet ou pot de chambre : voilà quelques images qui composent la roça, l'arrière-pays brésilien que nous fait découvrir Éric Garault. Dans un ouvrage extrêmement léché, l'œil du photographe nous plonge dans le quotidien des paysans de l'État pauvre du Minas Gerais, dans le sud-est du Brésil. Pendant sept ans, il a observé les gestes précis de ceux qui ne produisent que l'essentiel. Place est faite aux photos ! Souvent elles semblent irréelles tant la lumière naturelle des lieux, associée dans un équilibre subtil à l'éclairage artificiel, dégage une esthétique étrange qui est la signature de l'auteur. Une image par page le plus souvent – une centaine en tout –, parfois accompagnée d'un court poème ou d'un extrait de chanson ; le tout offre une plongée saisissante dans le mode de vie ancestral de ces paysans brésiliens représentants de la culture caipira. ●



ROÇA,
UN CONTE PAYSAN AU BRÉSIL
ÉRIC GARAULT, ÉDITIONS
COURTES ET LONGUES,
140 PAGES, 39 EUROS.

AURÉLIE CHATEAU

Qu'est-ce qui nous unit ?

RETOUR L'écrivain allemand Bernhard Schlink connaît, à 78 ans, un succès mérité avec « La Petite-Fille »

Depuis sa sortie en librairies le 9 février 2023, *La Petite-Fille* ne cesse de gagner des lecteurs. Le roman reste l'un des succès littéraires du début d'année 2023. L'auteur du *Liseur* y parle des Allemagnes, du passé, des extrémismes. Le romancier allemand Bernhard Schlink ausculte l'amitié, l'amour, la famille. Une question traverse une histoire de rencontre et de déchirement : qu'est-ce qui nous unit quand tout nous sépare ?

L'AUTEUR

Il a 78 ans. Bernhard Schlink est né en 1944, près de Bielefeld, en Allemagne. Son père, pasteur et professeur de théologie à l'université, a été relevé de ses fonctions par le régime nazi. Bernhard Schlink poursuit des études de droit et devient professeur de droit public et de philosophie. Il est membre du Parti social-démocrate. Il exerce comme juge au tribunal constitutionnel du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie à partir de 1987. Il prend sa retraite comme juge en 2006. Bernhard Schlink se partage aujourd'hui entre Berlin et New York. Le doit-on à sa pratique du droit ? Le style de Bernhard Schlink est minutieux et clair.

LE TOURNANT

Bernhard Schlink débute par des romans policiers. Il publie *Le Liseur* en 1995 (1996, en France, chez Gallimard). Un best-seller mondial. Le roman est traduit en 37 langues. L'auteur raconte une histoire d'amour interdite. Un adolescent de 15 ans (Michael Berg) et une femme de 36 ans (Hanna Schmitz) entretiennent



Bernhard Schlink. FRANCESCA MANTOVANI/ÉDITIONS GALLIMARD

une liaison. Il lui fait la lecture à voix haute. Il découvrira plus tard qu'elle est analphabète. Mais, un jour, Hanna Schmitz disparaît. Michael Berg la retrouvera sur le banc des accusés pour crimes de guerre. Elle est une ancienne gardienne de camps. Le roman sera adapté au cinéma, en 2008, par le Britannique Stephen Daldry. Mais on ne peut réduire l'œuvre de Bernhard Schlink au *Liseur*. Le grand traducteur français Bernard Lortholary a traduit tous ses romans et récits chez Gallimard. Il aime particulièrement *Olga* (2019). Il met en avant les personnages féminins de Bernhard Schlink. Les femmes y sont souvent complexes. Il suffit de penser à Birgit Hagen dans *La Petite-Fille*.

« LA PETITE-FILLE »

Berlin. Le libraire Kaspar Wettner découvre après la mort de sa femme, Birgit Hagen, un projet de roman autobiographique.

Le couple s'était connu en RDA. Le secret est là : Birgit Hagen était tombée enceinte d'un autre homme et avait abandonné son nouveau-né en passant, en 1965, de la RDA à la RFA. La réunification a eu lieu. Kaspar Wettner part à la recherche de la fille perdue de sa défunte épouse. Son enquête le conduit jusqu'à sa belle-fille, Svenja Renger, née en 1964, demeurée en Allemagne de l'Est. Svenja Renger a épousé un néonazi et élevé une fille, nommée Sigrun Renger, dans la haine des étrangers et des Juifs. Kaspar Wettner a 71 ans. Il noue alors un lien, non avec la fille, mais avec la petite-fille de 14 ans. Sigrun Renger a grandi parmi les nationalistes ethno-cistes et tient un discours néonazi. Kaspar Wettner est un homme humaniste, cultivé. Il est horrifié par les propos négationnistes de Sigrun Renger, mais il désire conserver un lien avec elle. Dans *Le Liseur* et *La Petite-Fille*,

on retrouve les mêmes dilemmes moraux : peut-on aimer le non-aimable et peut-on changer en profondeur ?

LES VENTES

La Petite-fille est restée cinquante-six semaines dans la liste des meilleures ventes en Allemagne. Le roman s'est déjà vendu à plus de 30 000 exemplaires en France et l'intérêt ne faiblit pas. Bernhard Schlink est un habitué des succès. *Le Liseur* : 860 000 exemplaires. *Amours en fuite* (2001) : 93 000 exemplaires. *Le Retour* (2007) : 41 000 exemplaires. *Olga* (2009) : 33 000 exemplaires. Les médias, les libraires, le bouche-à-oreille ont joué leur rôle dans le succès croissant de *La Petite-Fille* en France.

LES EXPLICATIONS

Aurore Touya, chargée du domaine allemand chez Gallimard, est l'éditrice de Bernhard Schlink. Elle

a lu le texte en allemand en 2021. Aurore Touya voit plusieurs raisons au succès de *La Petite-Fille* dont l'aspect transgénérationnel avec trois générations de personnages et l'intérêt des dilemmes moraux déjà présent dans *Le Liseur*. Elle note qu'on trouve aussi, au cœur du roman, le questionnement des démocraties occidentales sur leur passé et sur leur avenir. L'auteur nous interroge sur ce que le présent fait du passé mais aussi sur ce que l'avenir va faire du passé avec les voix de la Shoah qui s'éteignent. La dimension politique du roman est centrale avec la montée des extrémismes et la problématique toujours vive de la réunification car l'Allemagne apparaît ici comme coupée en deux. Bernhard Schlink fait pénétrer dans la grande histoire par l'histoire individuelle et pose une question délicate : peut-on aimer ce qui n'est pas digne d'être aimé ?

L'ENJEU

Dans un dialogue marquant où le grand-père humaniste est confronté à la petite-fille nationaliste, l'auteur rappelle un principe fondamental : « *Toujours les autres* », dit, exaspérée, l'adolescente, « *Non, aussi les autres* », répond le libraire. Mais de manière progressive, par la musique et la littérature, le grand-père va tenter d'ouvrir la petite-fille à un monde sans haine et sans mensonge. Kaspar Wettner lui expliquera, parlant de Bach, que « *chacun entend ce qu'il doit entendre. Mais il est bon, en écoutant la musique, d'écouter de temps à autre à l'intérieur de soi ce que la musique nous fait* ». Kaspar Wettner aimerait que Sigrun Renger acquière son autonomie face au monde « *völkisch* » de ses parents. Dans une confrontation finale, il lui rappellera que sa vie passe par deux choses : le travail et la musique. ●

MARIE-LAURE DELORME



LA PETITE-FILLE
BERNHARD SCHLINK,
TRADUIT DE L'ALLEMAND
PAR BERNARD LORTHOLARY, GALLIMARD,
338 PAGES, 23 EUROS.

Livres

LES LIBRAIRES



ONT LA PAROLE

Les amoureux des livres ont rendez-vous chaque semaine dans le JDD avec un libraire qui nous fait partager ses passions. Née avec la Révolution, la librairie Tonnet* traverse les époques sans prendre une ride. Son secret ? Une curiosité sans cesse renouvelée

PAU Depuis moult générations, les Palois déambulent dans ses rayons. Fondée en 1797 par Jacques Tonnet, la librairie qui emprunte son nom et celui de ses descendants est l'une des plus anciennes maisons indépendantes de France. À la manœuvre aujourd'hui, Jean-Jacques Tonnet. Après avoir grandi dans les livres, il a naturellement repris le flambeau d'un commerce familial qu'avec son équipe il a su faire évoluer avec son temps, en proposant par exemple des rencontres et séances de dédicaces le samedi matin, jour de marché. La librairie participe également entre autres événements, au festival Un aller-retour dans le noir, rendez-vous attendu de la rentrée, ou aux rencontres littéraires Les idées mènent le monde, en fin d'année. Autant d'occasions de faire vivre un fonds, de donner une chance aux petits nouveaux tout en inscrivant les livres qui marquent dans le temps long. « *La librairie est une remise en question de tous les instants*, souligne Jean-Jacques Tonnet. *Le sel du métier repose sur les correspondances que le libraire tisse entre les ouvrages et dévoile ensuite aux lecteurs qui lui rendent visite.* »

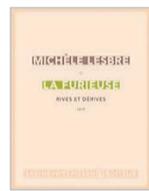
Meilleure vente



LA MAISON DORÉE
JESSIE BURTON,
TRADUIT DE L'ANGLAIS
(ROYAUME-UNI) PAR
LAURA DERAJINSKI,
GALLIMARD,
464 PAGES, 24 EUROS.

Amsterdam, 1705. À 18 ans, Thea Brandt doit épouser un bon parti pour sauver les siens de la ruine. Orpheline de mère, Thea est élevée par Otto, son père, la dévouée Cornelia, et Petronella, sa tante, à l'initiative de ce mariage arrangé. Mais le cœur de Thea ne bat que pour Walter, l'artiste qui peint les décors du théâtre de la ville. Comme dans *Miniaturiste*, le précédent opus d'un ensemble que l'on espère voir devenir une trilogie, des figurines apparaissent pour raconter les vies présentes et passées de chacun. La demeure des Brandt semble avoir elle-même bien des secrets à révéler, enfouis dans son grenier ou dormant au fond des canaux qui défilent sous ses fenêtres. Le lecteur observe les comédies et les drames qui se jouent entre ses murs comme s'il était face à une maison de poupées. Au cœur d'une Amsterdam flamboyante, les destinées des personnages se heurtent aux enjeux de pouvoir, aux passions et aux trahisons. Dans un monde où un murmure peut vite devenir rumeur, Thea va devoir redoubler de vigilance pour enfin décider de son avenir.

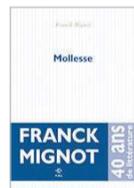
Coup de cœur



LA FURIEUSE
MICHÈLE LESBRE,
SABINE WESPIESER,
154 PAGES, 17 EUROS.

Son nom l'a séduite d'emblée : la Furieuse, petite rivière du Doubs, fait écho à la colère de Michèle Lesbre, qui, lors du confinement, ne peut rejoindre ses rives. De ce rendez-vous manqué naît un autre voyage en compagnie d'écrivains ayant suivi le cours de fleuves ou d'affluents, tels Julien Gracq, Jean Rolin ou Jean-Paul Kauffmann. Ces lectures ravivent à leur tour le souvenir de périples au fil du Pô ou du Danube, d'hôtels à l'ambiance modianesque et d'une enfance bercée de lumière, du parfum du tilleul et de la présence d'un grand-père merveilleux. Michèle Lesbre laisse vagabonder sa mémoire et exprime les infimes nuances du temps qui passe, de l'éphémère aux étés sans fin. *La Furieuse* est un livre magnifique et d'une grande élégance, qui rappelle comment la lecture mêlée au voyage réenchante la vie.

Découverte



MOLLESSE
FRANCK MIGNOT, P.O.L.,
144 PAGES, 17 EUROS.

Ce premier roman délicieusement noir nous plonge dans le quotidien d'un homme, marié, père de trois enfants, spectateur d'une vie rythmée par des rituels sans saveur : les repas obligés, la sociabilité convenue, les promenades dominicales et la fadeur d'une vie conjugale qui laisse place au fantasme de l'adultère. Suivant le flux des pensées de ce type ordinaire, le lecteur sent croître un malaise et comprend qu'il chemine vers la catastrophe. Comment les silences et les non-dits laissent-ils le mensonge s'insinuer au sein du foyer ? Comment l'exactitude désolante de la vie matérielle encourage-t-elle au désordre ? Les phrases, anodines, dévoilent en creux le vertige d'un malaise intime et social. Si vous aimez la plume d'Yves Ravey et les romans à chute, ce livre est fait pour vous. Et si nous n'avions qu'un conseil à vous donner : méfiez-vous des mous ! ●

PROPOS RECUEILLIS PAR LAËTITIA FAVRO

* 3 bis, place Marguerite-Laborde,
64000 Pau. librairie-tonnet.fr



Éric-Emmanuel Schmitt dans l'église abbatiale de l'abbaye Sainte-Marie de la Résurrection d'Abou Gosh (Israël). AFIF H. AMIREH

Jerusalem calling

PÈLERINAGE Éric-Emmanuel Schmitt a voyagé en Terre sainte. Postfacé par le pape François, « *Le Défi de Jérusalem* » relate son expérience

L'appel du destin prend parfois la forme d'un coup de fil. Éric-Emmanuel Schmitt a 28 ans quand il lui répond une première fois. Au téléphone, un metteur en scène lui propose d'écrire un scénario sur la vie de Charles de Foucauld, ermite, prêtre et canonisé en 2022. Il accepte sans se douter que, suivant ses traces au Sahara, il en ressortira croyant, une expérience mystique qu'il décrit dans *La Nuit de feu* (Albin Michel, 2015). Trente-cinq ans après ce premier appel, le téléphone sonne à nouveau. Lorenzo Fazzini, proche collaborateur du pape François, est à l'autre bout du fil. « *Ici, au Vatican, nous apprécions votre foi et votre*

liberté. Nous aimerions beaucoup vous envoyer en Terre sainte. [...] Qu'en pensez-vous ? » Ajournant la rédaction de *La Traversée des temps*, cycle romanesque en huit volumes racontant « *par des histoires* » l'histoire de l'humanité, Éric-Emmanuel Schmitt embarque pour le Moyen-Orient.

« **Intensité poétique** » du récit « *Pourquoi partir ?* », se demande-t-il en préambule de son livre. « *On voyage pour prendre corps. Trais-je à Jérusalem également pour donner un corps à ma foi ?* » Nazareth lui enseigne une première leçon : « *L'unique berceau de l'extraordinaire est l'ordinaire.* » La déception ne fait pas pour autant partie du voyage, le pèlerin saisissant sur le vif des impressions, des sensations qui approfondissent, enrichissent et parfois mettent à l'épreuve une

spiritualité en marche, à l'image du corps l'incarnant.

« *Et vous, qui dites-vous que je suis ?* » À cette adresse de Jésus, l'esprit voltairien d'Éric-Emmanuel Schmitt a d'abord répondu « *un mythe* », ensuite « *un prophète* » puis « *un philosophe* ». Le défi que lui lance Jérusalem et la torpeur qui l'envahit après avoir vu le lac de Tibériade, le mont Thabor et la grotte de Bethléem, suggèrent une quatrième réponse qui achève de donner corps à sa foi. « *Marcher, s'épuiser, transpirer, découvrir, rencontrer, voilà ce qui, chaque fois, a suscité le renouvellement de ma vie spirituelle.* » Dans sa postface, le pape souligne l'« *intensité poétique* » du récit, à laquelle se mêlent des traits d'humour et une langue à hauteur de tout lecteur, croyant ou non, qui ne sent pas l'otage d'un quelconque prosélytisme. « *Témoigner. Pas convertir* » : telle est l'ambition du *Défi de Jérusalem*, modeste au regard de son succès en librairies. ● L.F.



LE DÉFI DE JÉRUSALEM
ÉRIC-EMMANUEL SCHMITT, ALBIN MICHEL, 224 PAGES, 19, 90 EUROS.

« Bruce Toussaint se livre comme jamais. »
Le Monde

« Une écriture fluide et ciselée. »
Télérama

« Un récit intime et universel, un cri du cœur. »
Elle

« Une émotion contenue mais frémissante. »
Les DNA

« Émouvant, puissant, percutant. »
Challenges

Stock

ÉDITEUR DEPUIS 1708



Plaisirs



Chiara Mastroianni

« JE NE DEVRAIS PAS DIRE ÇA... »

FESTIVAL Avec un mélange d'humour et d'inquiétude, l'actrice raconte son rôle de maîtresse des cérémonies de la 76^e édition

ANECDOTES Elle détaille aussi ses souvenirs cannois : un œuf de pigeon, un prix, des joies en famille et des rencontres

Elle revient juste du tournage, à Strasbourg, de *Langue étrangère*, de Claire Burger, et retrouvera, cet été à Paris, son réalisateur fétiche, Christophe Honoré, pour un septième film en commun. Entre-temps, Chiara Mastroianni sera l'inédite maîtresse des cérémonies du 76^e Festival de Cannes, dont sa mère, Catherine Deneuve, illumine l'affiche en noir et blanc, tirée de *La Chamade* (1968) d'Alain Cavalier. « *Qu'on soit toutes les deux impliquées cette année est un pur hasard, je crois*, sourit l'actrice, qui présentera aussi *Eureka*, de Lisandro Alonso, avec Viggo Mortensen. *En tout cas, elle m'a dit qu'elle était contente que j'assure la cérémonie.* » Elle fêtera ses 51 ans au lendemain de la soirée de clôture. « *D'ici là, j'espère en profiter pour aller voir des films.* »

FAIRE SIMPLE

J'étais surprise qu'on me propose ce rôle, moi la novice qui n'ai jamais rien présenté. Mais je n'ai pas hésité à accepter. J'ai dit oui avant que mon surmoi ait le temps de dire non... Être passée par la case concert avec Benjamin Biolay puis surtout par le théâtre avec Christophe Honoré m'a bien aidée. J'ai toujours peur, mais un peu moins qu'avant. N'empêche que,

ces derniers temps, je ne m'endors pas avant 3 heures du matin... Une cérémonie, c'est assez solennel. J'espère réussir à faire quelque chose de simple, une sorte de mot de bienvenue plutôt qu'un pur discours, d'autant que c'est aussi une émission pour les gens devant leur télévision. J'ai travaillé sur un texte avec deux auteurs. J'aimerais pouvoir faire rire, mais c'est un exercice difficile...

J'ai revu d'anciennes cérémonies, notamment celles d'Édouard Baer, qu'il est le seul à pouvoir exécuter ainsi. Les Anglo-Saxons font ça très bien aussi, ça swingue, comme avec Ricky Gervais. Je ne serai pas dans le même registre, je n'en ai pas les moyens. Je me sens plus proche de Pierre Richard dans *La Chèvre* ou d'un lapin pris dans les phares d'une voiture que d'un félin qui prend naturellement possession du plateau rien qu'en apparaissant ! J'ai déjà fait la remettante et je me suis souvent plantée, dans le texte ou le déplacement. Je ne devrais pas dire ça, on va me décommander ! Quand je m'inquiète trop, je me dis qu'on verra bien. Il ne faut pas essayer d'être autre chose que ce que l'on est.

BONS SOUVENIRS...

Ma première fois à Cannes, c'est pour *Ma saison préférée*, d'André Téchiné, en 1993. C'était fou : j'avais 20 ans, j'étais sur les marches entre ma mère et Daniel Auteuil et on faisait l'ouverture du Festival. J'étais à la fois excitée et tétanisée, par la foule et les photographes. Je ne m'y habitue toujours pas. Je ne suis jamais blasée de cette adrénaline particulière à Cannes. J'y suis allée plusieurs fois, dans diverses sélections. J'y ai plein de souvenirs, comme les sifflets à la fin de la projection de *N'oublie pas que tu vas mourir*, de Xavier Beauvois, ce qui ne nous a pas empêchés d'être primés [*Prix du jury 1995*].

Il y a aussi ce grand moment vécu avec *Chambre 212*, de Christophe Honoré, en 2019 : je n'avais jamais reçu de récompense avant ce prix d'interprétation [*en sélection Un certain regard*]. J'étais aussi surprise qu'émue. Quelques mois plus tard, Lisandro Alonso, qui faisait alors partie du jury, m'a envoyé un scénario. C'est



L'actrice à Cannes, en 2018.
JAMES GOURLEY/SHUTTERSTOCK/SIPA

Festival de Cannes



celui d'*Eureka*, qu'on va justement présenter ici. Ce ne serait peut-être jamais arrivé sans Cannes.

... ET MOINS BONS

Je n'ai pas de vrais mauvais souvenirs à Cannes, à part peut-être un incident lors de la présentation des *Bien-Aimés* de Christophe Honoré. C'était la clôture du Festival 2011. Après m'être bien pomponnée comme il faut, j'ai oublié mon sac dans la salle de bains. En me précipitant pour le récupérer, je me suis pris le chambranle de la porte en pleine tête ! J'ai donc fait la montée des marches avec un œuf de pigeon... Il y a aussi une année où j'étais remettante d'un prix. On m'avait écrit un speech et j'ai eu un gros blanc, un bug. Il paraît qu'il y a eu un plan à l'écran sur ma mère qui n'en revenait pas !

L'ÉMOTION AVEC MON PÈRE

Mon père est l'un des rares acteurs à avoir remporté deux fois le prix d'interprétation à Cannes. Je n'étais pas née pour le premier, *Drame de la jalousie*, en 1970, d'Ettore Scola, un film que j'adore. J'étais devant ma télé quand il a reçu le deuxième, pour *Les Yeux noirs*, en 1987, de Nikita Mikhalkov, dans lequel je faisais une petite apparition : je récitais un poème. Il rentrait juste d'un tournage, il m'avait appelée pour me dire qu'il n'avait rien à se mettre pour la cérémonie. Je me souviens de cette soirée folle où Maurice Pialat, Palme d'or pour *Sous le soleil de Satan*, avait été hué par la salle et ma mère était intervenue pour le défendre... J'ai eu la chance de monter les marches avec mon père pour *Trois Vies, une seule mort*, de Raoul Ruiz, en 1996. C'était très émouvant de vivre ça ensemble. J'étais heureuse d'être avec lui alors qu'il n'était pas bien et souffrait [*Marcelo Mastroianni est décédé six mois plus tard*]. Lui s'évertuait à me protéger comme si j'étais une enfant : « Tu vas attraper froid, tu dois mettre un pull ! » C'est très révélateur de sa façon d'être avec moi : il était très paternel, jamais il ne faisait l'acteur.

LA CINÉPHILIE DE SCORSESE

En 1998, j'ai eu la chance incroyable de vivre l'envers du décor en étant membre du jury de la compétition officielle. J'avais 26 ans et j'étais avec Winona Ryder, Sigourney Weaver, Zoé Valdés, MC Solaar, Chen Kaige et Alain Corneau sous la présidence du grand Martin Scorsese. Je ne me sentais pas très légitime de devoir parler à la même table que lui. Il a tout désamorcé à la première réunion : tout le monde pouvait intervenir à part égale. Il était dans la peau d'un cinéphile plus que d'un metteur en scène. Il n'était pas du tout directif ou donneur de leçons. Mais c'était passionnant de l'écouter parler de cinéma pendant dix jours ! La Palme d'or à *L'Éternité et un jour* de Théo Angelopoulos a fait jaser, on a dit que c'était chiant, mais sachez qu'on l'a vraiment décernée à l'unanimité. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR
STÉPHANE JOBY

LE RETOUR DU MAÎTRE SCORSESE



Lily Gladstone et Leonardo DiCaprio dans « Killers of the Flower Moon ». MELINDA SUE GORDON/APPLE TV

ÉVÉNEMENT Le cinéaste présentera samedi en avant-première son premier western. Avec Leonardo DiCaprio et Robert De Niro

L'an dernier, Tom Cruise avait assuré le show sur la Croisette avec une montée des marches sous les acclamations d'une foule électrisée et les acrobaties aériennes de la Patrouille de France. Pour le 76^e Festival de Cannes, le débarquement américain aura encore bien lieu : après que Michael Douglas aura reçu une Palme d'honneur lors de la cérémonie d'ouverture, Johnny Depp prendra son allure la plus royale pour lancer les festivités mardi soir au côté de Maïwenn, pour *Jeanne du Barry*. Puis viendront, pour des films ou des partenariats commerciaux, une flopée de stars pendant toute la quinzaine : Cate Blanchett, Adrien Brody, Tom Hanks, Scarlett Johansson, Julianne Moore, Sean Penn, Natalie Portman, Kate Winslet, Michelle Yeoh... Sans oublier Harrison Ford, qui devrait rameuter les fans autour du tapis rouge en venant présenter, jeudi, *Indiana Jones et le Cadran de la destinée*, de James Mangold, cinquième opus d'une franchise déjà quadragénnaire.

Un autre vétéran d'Hollywood, 80 ans lui aussi, fera son grand retour en sélection officielle samedi soir : Martin Scorsese dévoilera, hors compétition et en avant-première mondiale, *Killers of the Flower Moon*. Celui qui avait décroché la Palme d'or en 1976 pour *Taxi Driver* n'était pas venu sur la Croisette récupérer, dix ans plus tard, le prix de la mise en scène décerné à *After Hours*, la menace d'attentats en France ayant fait fuir la plupart des Américains.

En 1998, il s'était glissé dans le costume de président du jury. Et s'était fait baiser les pieds par un Roberto Benigni extatique à l'annonce du grand prix du jury pour son film *La vie est belle*.

Près d'un quart de siècle et neuf longs métrages plus tard, l'inusable « Marty » devrait créer l'événement avec son adaptation du best-seller de David Grann, déjà auteur de *The Lost City of Z* (mis en images par James Gray en 2016). L'histoire est celle du peuple amérindien Osage, obligé de quitter ses terres à la fin du XIX^e siècle pour intégrer le « territoire indien » créé par le gouvernement américain dans l'Oklahoma. La découverte de pétrole sous son sol a permis à la tribu de prendre sa revanche : elle est devenue

« Les films sur le mythe du Grand Ouest m'ont inspiré en tant que réalisateur »

Martin Scorsese

extrêmement riche en louant ses terrains à des exploitants. Mais cette course à l'or noir s'est accompagnée d'une corruption terrible et d'un système raciste de mise sous tutelle des fortunes indiennes. Au début des années 1920, à la suite d'une dizaine de meurtres mystérieux, la communauté des Osage a demandé au FBI de lancer une enquête.

C'est Leonardo DiCaprio qui a acheté les droits du manuscrit avant même sa sortie. « Ce fut une révélation, explique le comédien. À trente minutes de là, à Tulsa, il y avait déjà eu en 1921 le terrible massacre perpétré contre des Afro-Américains.

Deux tragédies qui ont été balayées sous le tapis. » Il propose à Martin Scorsese, qui l'avait déjà dirigé dans cinq films – de *Gangs of New York* (2002) au *Loup de Wall Street* (2013) – de se charger de la réalisation. Le cinéaste y voit l'occasion de s'attaquer enfin au genre du western. « J'ai grandi en admirant les films de Roy Rogers, faits pour les enfants, puis les œuvres des années 1940 et 1950 construites autour du mythe du Grand Ouest. Ces films m'ont inspiré en tant que réalisateur, mais ils m'ont aussi donné envie d'aller à la découverte de la vraie histoire. »

Pour donner un personnage à la hauteur du talent de DiCaprio, il lui offre le rôle d'Ernest Burkhart, l'un des accusés du vrai procès dont le scénariste Eric Roth a retrouvé le témoignage. Un employé des champs de pétrole qui a assassiné des membres de la riche famille Osage de sa femme pour accaparer leurs biens avec la complicité de son oncle, un des architectes du « règne de la terreur ». C'est à un autre de ses comédiens fétiches, Robert De Niro, que le réalisateur a proposé ce rôle machiavélique, créant, trente ans après *Blessures secrètes* de Michael Caton-Jones, un nouveau face-à-face brutal avec DiCaprio.

La montée des marches de ces trois monstres sacrés s'annonce déjà légendaire. Ils ont tenu à être accompagnés à Cannes de nombreux membres de la communauté Osage, qui les ont accueillis sur leurs terres pour le tournage et ont joué dans le film. Un beau teaser pré-Oscars pour *Killers of the Flower Moon* : produit par Apple TV+, le thriller, que le maître a consenti à ramener à 3 h 10 (hors générique), bénéficiera d'une sortie dans les salles le 18 octobre avant sa mise en ligne quelques mois plus tard sur la plateforme. ●

BARBARA THÉATE

La cérémonie d'ouverture du 76^e Festival de Cannes sera à suivre en direct, mardi, à partir de 18 h 50 sur France 2, de même que la soirée de clôture, samedi 27 mai.

Plaisirs Cinéma

Johnny Depp



«JE GARDERAI CETTE EXPÉRIENCE DANS MON CŒUR»

INTERVIEW

EXCLUSIF L'acteur américain raconte le tournage du film «*Jeanne du Barry*», où il incarne un Louis XV amoureux et étonnant

Entre ses retards légendaires et ses faux bonds réguliers, interviewer Johnny Depp n'est pas un exercice sans risque. Même par e-mail. On lui avait envoyé une longue liste de questions, la plupart sont revenues sans réponse. L'acteur a préféré se concentrer sur celles qui concernent directement *Jeanne du Barry* et son rôle de Louis XV.

Comment est née cette idée folle de vous faire incarner un roi de France ?

Qui ne serait pas flatté de se voir proposer de jouer un roi de France, qui plus est quand on est américain comme moi ? J'ai tout de suite été intrigué et je me suis renseigné sur la personne qui avait eu cette idée et écrit ce beau scénario très documenté. Après avoir appris que c'était Maïwenn, et en me familiarisant mieux avec son travail passé, j'ai vu à quel point elle était engagée et passionnée depuis des années par son projet. Nos premières rencontres ont confirmé mes impressions. C'est toujours agréable de collaborer avec quelqu'un qui a une telle vision.

Que partagez-vous avec Louis XV ?

Je crois que c'était un homme extrêmement polyvalent et complexe... Pour être crédible, il en allait de ma responsabilité d'acteur d'en apprendre le plus possible sur un tel personnage historique. J'ai lu deux biographies détaillées écrites

par l'un des experts impliqués dans le film. Je me suis inspiré des petites histoires sur Louis XV : comment il était au quotidien, ses habitudes, ce qu'il aimait manger et boire, comment il se déplaçait, comment il devait suivre un protocole très précis dans ses relations avec les différents membres de la cour à Versailles. Quand j'ai traversé pour la toute première fois la galerie des Glaces en costume complet, perçu et maquillé, tout est devenu réel et je me suis tout de suite senti prêt à commencer le voyage dans le temps que Maïwenn avait imaginé. Je garderai longtemps cette expérience dans mon cœur.

Est-ce compliqué de jouer en français, que vous parlez un peu ?

Un peu seulement et loin du français du XVIII^e siècle... J'ai travaillé avec un coach incroyable qui s'est assuré que ma prononciation était exacte. Mon objectif ultime était de laisser les mots sortir spontanément pour me consacrer surtout sur ce qu'il y a derrière eux.

Maïwenn dit que vous êtes comme une star du cinéma muet : on peut lire toutes les émotions sur votre visage. Comment travaillez-vous cet aspect ?

J'essaie de suivre les traces de ceux qui ont toujours été mes héros : des stars du muet comme Buster Keaton et Charlie Chaplin et, plus récemment, l'inimitable Marlon Brando. Un acteur doit être une éponge. C'est en étudiant ces



STÉPHANIE BRANCHU/WHYNOTPRODUCTIONS

«Je voudrais travailler avec Benjamin Lavernhe sur tous mes futurs films»

comédiens talentueux, ainsi qu'en observant des gens fascinants dans ma vie quotidienne, que je me sens prêt à transmettre beaucoup d'émotions avec très peu de mots.

Quel genre de réalisatrice est Maïwenn ?

Je suis très impressionné par sa passion. Il était évident qu'elle savait où elle voulait aller et elle l'a fait tout en jouant dans le film. C'est un sacré défi de porter à la fois les chapeaux de réalisatrice et

d'interprète principale, mais elle l'a fait à merveille.

On imagine que vous n'aviez jamais rencontré vos partenaires français. Lesquels vous ont le plus surpris ?

En fait, je côtoie bien Pascal Greggory depuis trente ans et ce fut un plaisir de retravailler avec lui, qui incarne le duc d'Aiguillon, un membre du gouvernement de Louis XV. Je ne connaissais pas Pierre Richard, mon maréchal de Richelieu, mais je sais que c'est une légende. Quant à Benjamin Lavernhe [*La Borde, premier valet de chambre du roi*], j'ai rarement vu un acteur aussi doué. Il est très collaboratif et nous nous échangeons toujours des idées. Je voudrais pouvoir travailler avec lui sur tous mes futurs films ! ●

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANIE BELPÊCHE ET STÉPHANE JOBY

JEANNE DU BARRY ★★★

De et avec Maïwenn, Johnny Depp, Benjamin Lavernhe. 1h56. Sortie mardi.

Au XVIII^e siècle, Jeanne, fille du peuple, rêve de gravir l'échelle sociale. Elle devient courtisane et fréquente les salons mondains. Jusqu'au jour où on lui propose de rencontrer Louis XV... Maïwenn est touchée par la grâce avec cette adaptation du destin tumultueux de la dernière favorite du roi, une liaison qui a provoqué un scandale à Versailles. Un portrait de femme éprise de liberté, d'indépendance et d'amour, qui détaille aussi avec une précision remarquable les usages de la cour. Le film frappe droit au cœur par son romantisme tragique, son lyrisme, sa clairvoyance et ses dialogues ciselés qui véhiculent une farouche modernité. Face au couple formé par Maïwenn et Johnny Depp, en osmose, Benjamin Lavernhe rappelle l'étendue de son talent. Bouleversant. ● S.B.

QUAND GÉRARD PLOMBE DEPARDIEU

COULISSES Les accusations à l'encontre de l'acteur handicapent la sortie de son nouveau film, pourtant réussi

Umami ★★

Ce devait être une belle histoire, c'est devenu un gros gâchis. Il y avait les retrouvailles de Gérard Depardieu et de Pierre Richard, quarante ans après *Les Compères* (1983) ; celles aussi de Depardieu et de Sandrine Bonnaire, partenaires de la Palme d'or *Sous le soleil de Satan* (1987). Il y avait surtout un joli premier film racontant le voyage culturel et intime d'un chef étoilé mais malheureux qui part au Japon percer les secrets d'un cuisinier nippon et chercher un sens à sa vie. Devant la caméra de Slony Sow, qui avait déjà fait tourner Depardieu dans deux courts métrages, on découvre l'acteur presque au naturel dans un de ces rôles sur mesure et à valeur

testamentaire qu'il semble privilégié ces dernières années (*Robuste, Adieu Paris, Les Volets verts*). Fatigué et triste, il grogne plus qu'il ne parle, exhibe sa longue cicatrice sur le sternum et « [s]es cinq pontages coronariens ». Tout en s'exhibant sans peur du grotesque sur un vélo sous la neige de Sapporo et en entendant un Japonais moquer Obélix. Dans *Umami*, du nom de la saveur culinaire japonaise que son personnage tente de découvrir, il occupe tout l'écran, comme sur l'affiche.

250 salles au lieu de 300

Tout a basculé depuis un mois et les témoignages, publiés par Mediapart, de 13 femmes accusant l'acteur de 74 ans de gestes ou propos sexuels inappropriés sur plusieurs tournages entre 2004 et 2022. Par la voix de ses avocats, Depardieu, déjà mis en examen pour viol sur plainte de la jeune comédienne Charlotte Arnould, a démenti tout comportement



Kyozo Nagatsuka et Gérard Depardieu. ZINC

pénéralement répréhensible. Mais l'affaire plombe la sortie du film, qui ne peut plus compter sur sa star pour le service après-vente. « J'ai demandé à l'agent de Gérard de ne pas l'impliquer dans la promotion,

pour ne pas détourner le sujet », explique Jérôme Hilal, le patron du distributeur Zinc, qui précise qu'aucun incident n'a eu lieu lors du tournage : « Nous avons interrogé l'ensemble des équipes, personne n'a

signalé de comportement inapproprié de la part de Gérard. »

« Nous assumons cette décision même si elle handicape clairement la visibilité du film », poursuit Jérôme Hilal. Un « handicap » qui se mesure notamment dans le nombre de salles qui proposeront *Umami* mercredi : près de 250 au lieu des 300 visées au départ. « Nous nous sommes interrogés sur l'opportunité de décaler voire d'annuler la sortie, mais on n'a pas la garantie que les conditions seront meilleures dans quelques mois et nous ne souhaitons pas réduire à néant un travail collectif mené à bien contre vents et marées entre la France et le Japon pendant la crise du Covid et avec un budget restreint de 2,5 millions d'euros, et ce, sans la participation d'une chaîne de télévision. »

Le manque de moyens ne se voit pas à l'écran. Le casting a consenti des efforts sur les rémunérations et le tournage a bénéficié de splendides décors natu-

Plaisirs Cinéma

LOUIS LETERRIER MET LE TURBO

ACTION Sous l'impulsion du réalisateur français, la saga « Fast & Furious » passe à la vitesse supérieure

Fast & Furious X ★★★

Mais jusqu'où iront-ils ? Depuis le lancement en 2001 de *Fast & Furious*, le succès de la franchise hollywoodienne portée par Vin Diesel n'a cessé de croître. Les neuf films ajoutés au spin-off *Hobbs et Shaw* (2019) ont totalisé à ce jour 1,6 milliard de dollars de recettes mondiales. Dès l'épisode 5, la série a opéré une mutation salvatrice, délaissant l'univers des courses automobiles urbaines et du tuning pour développer une action du niveau de la concurrence, à savoir *Mission : impossible* ou *James Bond*. Peu importe le manque de crédibilité, l'essentiel est d'offrir un spectacle total, décomplexé et démesuré, bref généreux à son public de fidèles.

Le tant attendu dixième volet ne déroge pas à la règle. Dominic Toretto et sa bande sont la cible d'un génie du mal qui parvient à les faire passer pour des terroristes aux yeux de la police après un attentat perpétré contre le Vatican. De Rome à Rio de Janeiro en passant par Londres et l'Antarctique, nos héros sillonnent la planète pour prouver leur innocence et arrêter le psychopathe. Cette aventure prouve encore l'extraordinaire capacité de *Fast & Furious* à se renouveler, tout en remplissant son cahier des charges pour administrer des décharges d'adrénaline. Poursuites de voitures, combats, fusillades, explosions et cascades repoussant toujours les lois de la gravité : le chaos règne et c'est jubilatoire !

« Ça m'a tellement plu que je vais diriger le onzième »

Aux commandes de ce blockbuster survitaminé, Louis Leterrier, 49 ans, Français expatrié à Los Angeles peu après que Luc Besson lui a mis le pied à l'étrier en produisant *Le Transporteur* (2002), son premier film détonant. Là, il a carrément escaladé l'Everest : *Fast & Furious X* aurait coûté plus de 300 millions de dollars ! « *Le plus long générique de fin de toute l'histoire d'Universal car 6 000 personnes y sont créditées, sourit-il. Le budget est colossal mais tout a été utilisé à l'image, je me suis fait plaisir. Même si des centaines de bagnoles ont été détruites, ce qui me fend le cœur...* » Il a remplacé au pied levé Justin Lin, l'un des réalisateurs établis de la saga, qui a claqué la porte à la suite d'un différend avec Vin Diesel. Il achevait la postproduction de *Loin du périph* (2022) pour Netflix, quand le big boss du studio lui a téléphoné un jeudi soir à



Vin Diesel. PETER MOUNTAIN/
UNIVERSAL STUDIOS

23 heures. « J'ai cru à une erreur, mais il me demandait de le rappeler immédiatement, raconte-t-il. Il m'a envoyé le scénario, que j'ai dévoré en une heure. À 5 heures du matin, on improvisait une réunion sur Zoom. Et le tournage a débuté le mercredi suivant ! » Au départ, il a pourtant décliné, terrorisé : « Mais ma femme m'a donné le courage d'accepter ce dont j'avais en fait rêvé toute ma vie. »

Sur le plateau, Louis Leterrier s'est senti dans son élément, même si les prises de vue échelonnées de mai à septembre 2022 n'ont pas été de tout repos. « On a repoussé nos limites ; ça s'appelle Fast & Furious,

j'aurais dû m'en douter, s'esclaffe-t-il. J'ai été stupéfait par le calme qui régnait. Les acteurs et les techniciens se connaissent depuis un quart de siècle, ils forment une famille. »

Il a été accueilli à bras ouverts par Vin Diesel, Charlize Theron, Helen Mirren et les autres, dont son copain Jason Statham, qu'il a connu sur *Le Transporteur*. « À l'époque, on était allés ensemble sur les Champs-Élysées voir en salles le premier Fast & Furious, confie-t-il. J'ai déjà géré de grosses distributions, j'entretiens un rapport simple avec les comédiens. Mes parents étaient dans l'industrie du cinéma, mon père metteur

en scène et ma mère costumière. Dans notre petite cuisine ont ainsi défilé Isabelle Adjani, Catherine Deneuve, Marcello Mastroianni, Lauren Bacall. Une fois, Sophia Loren m'a même préparé des pâtes ! Là, j'avais l'impression d'être un mono en colonie de vacances. Et ça m'a tellement plu que je vais diriger le onzième opus [annoncé comme le dernier]. Sortie prévue pour 2025 ! » ● S.B.

De Louis Leterrier, avec Vin Diesel, Jason Momoa, Charlize Theron, Michelle Rodriguez. 2 h 21. Sortie mercredi.

Retrouvez sur lejdd.fr
TOUTES LES CRITIQUES CINÉMA

POLÉMIQUES À CANNES ?

JOHNNY DEPP ne sera pas attendu uniquement par ses fans mardi à Cannes, où *Jeanne du Barry* sera projeté en ouverture du festival. Pour de nombreuses militantes féministes, l'acteur incarne le « backlash » masculiniste, cette contre-offensive au mouvement MeToo à l'œuvre notamment sur les réseaux sociaux. En cause, la bataille judiciaire et d'image remportée par Depp lors de son procès contre Amber Heard en 2022, malgré les révélations de violences subies. Cannes pourrait aussi être le cadre de polémiques autour des films en compétition de Catherine Corsini (*Le Retour*), accusée de harcèlement lors du tournage, et de Catherine Breillat (*L'Été dernier*), qui avait pris la défense de Harvey Weinstein. ●

rels au Japon comme en France. Le luxueux hôtel au restaurant étoilé situé dans l'abbaye de Fontevraud (Maine-et-Loire) a pu être loué grâce à l'entregent de l'homme d'affaires et producteur Jean-Maurice Belayche. C'est lui qui avait présenté Slony Sow à Depardieu, lequel est un habitué de la région (il possède un château et des vignes à Tigné). C'est d'ailleurs à Saumur, en terre amie, qu'a eu lieu la seule avant-première publique du film « maudit », la semaine dernière. Toute l'équipe était présente, à l'exception de sa désormais trop encombrante tête d'affiche. On demande à Jérôme Hilal s'il serait prêt à investir dans un nouveau projet monté autour de Depardieu : « Honnêtement, je ne sais pas, cela dépend toujours de la qualité du film proposé. Mais probablement pas... » ● S.J.

De Slony Sow, avec Gérard Depardieu, Sandrine Bonnaire, Pierre Richard, Rod Paradot. 1 h 31. Sortie mercredi.

WIN NET PRODUCTIONS PRÉSENTE
ROSCHDY ZEM
IRRÉPROCHABLE ? INSOUÇONNABLE ? INTOUCHABLE ?

LE PRINCIPAL
UN FILM DE CHAD CHENOUGA
MARINA HANDS DE LA COMÉDIE FRANÇAISE YOLANDE MOREAU
LE FIGARO ACTUELLEMENT AU CINÉMA leparisien.fr
Le Paste

Plaisirs Musique

METAL Le groupe américain s'arrête pour deux soirs à Paris, étape d'une tournée mondiale proposant à chaque fois deux concerts différents

Envoyé spécial
Amsterdam (Pays-Bas)

Dans l'après-midi, pendant les balances audio, Dan Braun, le scénographe de Metallica depuis bientôt trente ans, nous avait rappelé cette vérité indéniable : « Un concert de Metallica repose à 50 % sur l'énergie que lui renvoie son public. C'est une interaction sur un mode circulaire. » Le 27 avril, à Amsterdam, force était de le constater dans le brasier ardent de la Johan Cruyff Arena, où 60 000 fans s'étaient déplacés pour assister au coup d'envoi de la nouvelle tournée mondiale du seul groupe de metal à figurer dans le top 10 des plus gros vendeurs de billets depuis quarante ans (pour plus de 1,2 milliard de dollars de recettes).

Après une semaine de répétition aux Pays-Bas, le quatuor californien allait pouvoir présenter son nouvel album, *72 Seasons*, le onzième depuis 1983 si l'on excepte l'accident industriel de l'objet incongru *Lulu* (2011) avec Lou Reed. Produit par Greg Fidelman, l'ancien protégé du légendaire Rick Rubin, ce disque sous bannière jaune et noir est un excellent cru. « Ces couleurs sont celles d'un nouveau départ, d'un nouveau regard. Le voyage continue ! », explique encore Dan Braun, qui a pris soin de décliner ce nuancier dans les moindres détails, jusqu'à l'accordeur de guitare.

Ce sont 280 personnes et 45 semi-remorques sur la route : c'est ce qu'il faut pour monter (et démonter) l'imposant dispositif de ce show énergivore s'appuyant sur un concept plutôt original : 23 villes visitées et deux dates à chaque halte pour proposer deux set-lists totalement différentes. Pour un fan qui veut vivre complètement l'expérience, il faut acheter deux tickets de concert. « Il faut imaginer cela comme un grand show de quatre heures que l'on aurait découpé en deux », poursuit le scénographe.



Le chanteur de Metallica, James Hetfield, son batteur, Lars Ulrich, et son bassiste, Robert Trujillo, à Amsterdam le 27 avril.
PAUL BERGEN/
ANP/AFP

METALLICA À DOUBLE DOSE

Afin de ne décevoir personne, la scène a été pensée de manière centrale. Et au centre de l'arène se trouve un autre centre : le *snakepit* accueille chaque soir 1 000 privilégiés, ceux qui ont gagné à la loterie ou qui ont cassé un peu plus leur tirelire. Mais là, c'est comme si James Hetfield, Lars Ulrich, Kirk Hammet et Robert Trujillo jouaient dans votre salon. À une époque où l'industrie redoute la musique générée par intelligence artificielle, on est sûrs ici d'en avoir pour sa sueur. « Pour certaines guitares, nous changeons même les cordes à chaque show », nous indique Chad Zaemisch, le road guitar de James Hetfield, un pinceau fin à la main en train de bichonner la fameuse Flyer V blanche du chanteur et guitariste de Metallica.

Une précision de dentelle dans un maelström sonore

C'est d'abord un titre d'AC/DC période Bon Scott qui crashe des enceintes installées au niveau des huit tours projetant des images : *It's a Long Way to the Top (If You Wanna Rock'n'Roll)*. Bel hommage du quatuor californien à leurs aînés australiens. Alors que s'achève la bande-son du western spaghetti *Le Bon, la Brute et le Truand* dans la scène finale du cimetière, James

Hetfield s'apprête à s'élaner sur scène. C'est lui qui donne le signal à Lars Ulrich. Sans clic dans les oreilles, le batteur va durant deux heures cisailer le tempo de breaks tranchants. Le secret d'un groupe est d'être bien accordé et les structures des compositions de Metallica jouissent d'un pur oxymore : une précision de dentelle dans un maelström sonore pour le groupe ayant pu se vanter de produire plus de décibels qu'un Boeing au décollage.

Démarrant avec audace par un instrumental – *Orion*, de l'album *Master of Puppets* (1986) –, le premier show privilégie quasiment à parts égales quatre albums : *72 Seasons*, *Metallica* (le « Black Album », 1991), *Master of Puppets* et *Ride the Lightning* (1984).

À l'évidence, avec des compos comme *72 Seasons*, *Lux Aeterna* et *Screaming Suicide* – et ses citations hendrixiennes –, son dernier disque peut déjà rivaliser avec les classiques (*Enter Sandman*, *Master of Puppets*). Vendredi et dimanche prochains, ils effectueront leur deuxième halte européenne au Stade de France. À ciel ouvert, les jeux de pyrotechnie ne rencontreront plus d'obstacle. Pour les néophytes, *72 Seasons*, c'est le nombre de saisons que l'on a atteint à 18 ans. La nouveauté, c'est qu'on puisse les avoir encore, comme Hetfield et sa bande, à 60 ans. ●

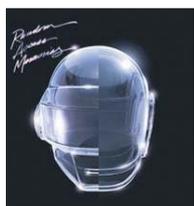
LUDOVIC PERRIN

Metallica, les 17 et 19 mai au Stade de France. De 126 à 261 euros.

À ÉCOUTER

Daft Punk

Random Access Memories
10th Anniversary Edition ★★★★★



Pour découvrir le point de départ de l'album *Random Access Memories*, rendez-vous en queue de pistes sur la plage *Prime*, l'un des neuf inédits agrémentant la réédition anniversaire de cet hommage rendu en 2013 à l'âge d'or du disco. Esquissé en 2008, cet instrumental sera finalement abandonné en 2012. D'autres curiosités sont proposées dans ces trente-cinq minutes bonus, nous faisant passer du chœur d'église (*Horizon Ouverture*) au tout dernier morceau du duo (*Touch*) accompagnant d'une même veine angélique les images

de la séparation du duo, annoncée sur YouTube le 22 février 2021. On découvrira aussi un premier jet du tube interplanétaire *Get Lucky* avec Pharrell Williams, des répétitions (*The Writing of Fragments of Time* avec Todd Edwards) et une démo d'un titre, *Infinity Repeating*, chanté par Julian Casablancas des Strokes. Les Daft Punk lui préféreront en définitive le morceau *Instant Crush*. Ces informations en main, il nous restera à revenir à l'album dans sa version originelle. Car la création est ainsi faite de choix et, à l'instar du célèbre *Thriller* de Michael Jackson succombant à cette facétie commerciale tous les dix ans, l'évidence reste que le chef-d'œuvre orchestral des Daft Punk n'a pas pris une ride. ● L.P. (Sony Music)

Christian Olivier

Le ça est le ça ★★★



Rappeler la persistance de la poésie face à l'époque n'est pas une nouveauté chez Christian Olivier. L'âme des Têtes raides a déjà mis en musique *Notre besoin de consolation est impossible à rassasier*, texte désespéré du Suédois Stig Dagerman. La poésie étant ce qui nous survit, le chanteur qui aime réveiller les morts du bout de son accordéon et de sa guitare indocile se penche ici sur les auteurs russes contemporains de la révolution d'Octobre – hormis Pouchkine (*Le Souvenir*). S'offrant des traductions d'André Markowicz, voilà qu'il chante Daniil Harms (*Le ça est le ça*), mais aussi Maïakovski ou Pasternak. Sous la houlette de la guitariste Édith Fambuena (Daho, Bashung), Olivier se les approprie comme un joyeux chant de la Commune traversé de reggae, de rock, d'airs des Balkans ou de disco, et même d'une *Marseillaise* en clin d'œil dystopique. ● L.P. (Tôt ou tard)

Martin Rappeneau

Une histoire ★★



Martin Rappeneau nous avait quittés en 2009 avec *1 800 Désirs*, se consacrant quatorze ans durant à des musiques de film et à la paternité. Le fils cadet de Jean-Paul Rappeneau n'a jamais oublié l'effet que lui fit la musique de Michel Berger au générique de *Tout feu, tout flamme* (1982) de son cinéaste de père. Dès le titre d'ouverture de ce quatrième album, le parfum du Berger se fait sentir : *Maintenant*, coécrit avec la chanteuse Rose, nous renvoie à l'efficiencie pop de son *Julien* (2006) avec sa pompe au piano contrebalancée par un timbre aérien à la Polnareff. Amanda Sthers lui offre la chanson-titre, *Une histoire*. Et là aussi, comme dans *Merci d'avoir brisé mon cœur*, s'insinue dans les plis du romantisme une subtile ironie aigre-douce qui exige qu'on s'y attarde pour en saisir l'entière saveur. ● L.P. (Kuroneko/Émeraude Coast)

Plaisirs Séries

VINGT ANS QUE ÇA DURE

M6 Après 457 épisodes, l'insaisissable « NCIS » s'offre une enquête « crossover » avec les héros de ses séries dérivées

NCIS (saison 20) ★

Samedi prochain sur M6, les amateurs de NCIS découvriront l'un de ces événements dont les fans de séries raffolent : les héros de NCIS tout court, de NCIS : Hawaï et de NCIS : Los Angeles vont se rencontrer et travailler ensemble le temps de trois épisodes pour résoudre une seule et même enquête (la mort de leur ancien instructeur). Soit en jargon du petit écran : un « crossover », qui réunit les trois actuelles séries d'une franchise lancée il y a deux décennies et offre une belle résistance.

Septembre 1995 : Donald Bellisario, le créateur de *Code Quantum*, *Supercopter* et *Magnum*, lance JAG, une série judiciaire dans le monde de la Navy, dans la lignée du film *Des hommes d'honneur*, sorti trois ans plus tôt. Succès modeste durant dix saisons, elle sert néanmoins de rampe de lancement dès 2003 sur CBS à la série dérivée NCIS, qui entend cette fois surfer sur le succès des *Experts* (*CSI* en VO) lancée trois ans auparavant.

La série la plus suivie sur la planète

Les enquêtes sont moins complexes et la mise en scène moins sophistiquée que celles de leur modèle, mais les téléspectateurs s'attachent aux personnages, avec leur humour bon enfant mais aussi leurs relations romantiques, comme celle entre le blagueur Tony DiNozzo et l'agente du Mossad Ziva David. Le tout sous le signe de la bannière étoilée et le regard de leur patron, l'imperturbable Gibbs (Mark Harmon, l'air toujours figé), un ancien marin qui sert de papa de substitution. Et ça marche : depuis sa saison 6,

NCIS n'est jamais descendue en dessous de la cinquième place des séries les plus regardées sur les chaînes hertziennes américaines. Elle a même été championne en 2012, avec plus de 21 millions de téléspectateurs par épisode. Une stabilité insolente puisque sa vingtième saison s'est classée cette année en troisième place. Et le diffuseur CBS de choyer sa poule aux œufs d'or, malgré de faibles résultats auprès des jeunes urbains pourtant ciblés par les annonceurs.

Même chose à l'international où NCIS a été la série dramatique la plus suivie sur la planète en 2014, 2015 et 2017, au nez et à la barbe de phénomènes plus médiatiques comme *Game of Thrones*. Idem dans l'Hexagone sur M6, où la série réunissait jusqu'à 6 millions de Français en 2011. Si des deux côtés de l'Atlantique les audiences ont fini par s'effriter, d'autres séries dérivées ont évidemment suivi, comme la « peu subtile » NCIS : Los Angeles avec le rappeur LL Cool J, qui tirera sa révérence à la fin du mois après quatorze années de bons et loyaux services. Malgré les départs de la plupart des personnages d'origine, la formule de NCIS n'a pas évolué d'un iota, tout comme son générique devenu des plus ringard avec ses sonorités techno-dance et ses empilements d'effets visuels cheap.

La franchise survit à tout : le semi-échec de la déclinaison à La Nouvelle-Orléans avec Scott Bakula (*Code Quantum*), qui a tout de même duré sept saisons ; la bataille judiciaire entre le studio et Donald Bellisario ; et surtout le départ de Mark Harmon, qui a claqué la porte en 2021. La relève est déjà assurée, avec NCIS : Hawaï, la première série de la franchise avec une femme en vedette, et une version à Sydney, actuellement en préparation. Signe des temps : cette nouvelle mouture est destinée non pas à une chaîne classique, mais à l'homologue australien de la plateforme Paramount+.

ROMAIN NIGITA

De Steven D. Binder, avec Gary Cole, Sean Murray, Wilmer Valderrama. 22 épisodes de 42 minutes. Samedi, 21 h 10.



Brian Dietzen, Gary Cole, Sean Murray, Wilmer Valderrama et Katrina Law au cœur d'une nouvelle enquête. ROBERT VOETS/CBS ©2022 CBS BROADCASTING

UN THRILLER AU CŒUR DE L'EMPRISE
LE JOURNAL DU DIMANCHE

FESTIVAL DE CANNES
SÉLECTION OFFICIELLE 2023
CANNES PREMIÈRE

VIRGINIE EFIRA
MELVIL POUPAUD

L'AMOUR ET LES FORÊTS

UN FILM DE VALÉRIE DONZELLI

AVEC LA PARTICIPATION DE DOMINIQUE REYMOND ROMANE BOHRINGER ET VIRGINIE LEDOYEN
SCÉNARIO ADAPTATION ET DIALOGUES VALÉRIE DONZELLI ET AUDREY DIWAN D'APRÈS LE ROMAN DE ÉRIC REINHARDT « L'AMOUR ET LES FORÊTS » PUBLIÉ AUX ÉDITIONS GALLIMARD
MUSIQUE ORIGINALE GABRIEL YARÉD

Télérama Brut. Le Monde **LE 24 MAI AU CINÉMA** femina france tv

À VOIR

On aime Passionnément ★★★★★ Beaucoup ★★★ Bien ★★ Un peu ★ Pas du tout ☆

Funny Woman ★★★

OCS Tout juste élue Miss Blackpool 1964, la pétillante Barbara jette sa couronne, et son boucher de fiancé, pour aller tenter sa chance dans le Swinging London. D'abord vendeuse dans un grand magasin, elle est repérée par un agent artistique et décroche une audition pour une nouvelle sitcom... Difficile de résister au charme et à la drôlerie de cette blonde qui a la tête aussi bien faite que les jambes ! Avec son accent du nord de l'Angleterre à couper au couteau, Gemma Arterton campe une fausse ingénue qui réussit à imposer son talent comique dans un monde régi par les hommes, mais où les femmes, même à leur petit niveau, se battent pour faire entendre leurs désirs d'émancipation. On prend plaisir à pénétrer les coulisses de la télé anglaise des années 1960, avec sa bande de scénaristes qui doit ruser pour faire évoluer les mentalités. Une sorte de version british de *La Fabuleuse Mme Maisel*. ● B.T.

De Morwenna Banks, avec Gemma Arterton, Asher Ali, Tom Bateman. 6 épisodes de 45 minutes. Le dernier en ligne mardi.

EN HAUT DE L'AFFICHE

Actualités commerciales

Zenith Pilot

La collection Zenith Pilot, ligne la plus ancienne de la manufacture horlogère, n'a jamais cessé de séduire les amateurs de montres chevronnés et les passionnés d'aviation. Entièrement redessinées, les nouvelles pièces se déclinent soit en céramique noire soit en acier, avec une proposition trois aiguilles ainsi qu'une montre chronographe flyback grande date. Toutes sont dotées du célèbre mouvement El Primero.

zenith-watches.com



ZENITH-WATCHES.COM

La margarita du Barteleur

Le Barteleur rend hommage au cocktail mexicain le plus populaire, créé à Acapulco en 1948. Guidé par son intuition, il ajoute au citron vert du pamplemousse, combinant ainsi son acidité à des notes fruitées. Un vrai concentré frais et vitaminé prêt à déguster.

lebarteleur.com

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé. À consommer avec modération.



GREGOIRE MACHAVOINE/LEBARTELEUR.COM

Nespresso Vertuo Creatista

Nespresso dévoile sa toute dernière machine haut de gamme en acier : Vertuo Creatista. Une nouvelle expérience permettant à chacun de déguster des recettes café en quatre tailles de tasse, en toute simplicité. Intuitive, cette innovation combine le meilleur du système Vertuo et vous guide dans la réalisation de toutes vos envies gourmandes : latte, cappuccino, flat white... Disponible en boutiques et sur [nespresso.com](https://www.nespresso.com)



NESPRESSO.COM



GUINOT.COM

Protocole, le soin Age Summum de Guinot

Numéro 1 des instituts de beauté en France et spécialiste de l'anti-âge, Guinot a développé Age Summum, un protocole de soin cabine qui agit sur toutes les zones sur lesquelles les signes de l'âge sont visibles

(visage, cou, décolleté, mains). Il offre une action instantanée sur le comblement des rides et la fermeté de la peau et une action visible dans le temps sur l'apparition des signes de vieillissement, l'éclat du teint et l'atténuation des taches brunes.

50 minutes - Instituts Guinot, [guinot.com](https://www.guinot.com)

Le bon sens de la croissance avec Terre de Liens

Y a-t-il un bon sens à la croissance ? À travers cette interpellation, l'association Terre de Liens, pionnière en matière de protection des terres agricoles et d'installation de paysans en bio, invite les citoyens à s'engager pour une agriculture respectueuse de la terre et des ressources naturelles comme l'eau ou la biodiversité. Pour agir à ses côtés, faites un don.

[don.terredeliens.org](https://www.don.terredeliens.org)



DON.TERREDELIENS.ORG

Un tour d'Europe solidaire en Peugeot 205

L'équipage Les Brasseurs se lance pour défi d'apporter 100 kilos de fournitures scolaires aux enfants d'Europe de l'Est. L'Europ'Raid est un rallye humanitaire, solidaire et sportif en Peugeot 205. À travers 20 pays et 10 000 kilomètres, suivez

l'aventure d'Édouard, Antoine et Édouard du 29 juillet au 19 août sur Instagram. @lesbrasseurs2023



LESBRASSEURS2023

Plaisirs Vins



Vignes de l'appellation saint-estèphe, sur les rives de la Gironde. PHILIPPE ROY/AURIMAGES

À BORDEAUX, UN MILLÉSIME HORS NORME

CAVE La campagne des primeurs est lancée, avec des vins qui s'annoncent spectaculaires. Nos conseils pour en profiter

À Bordeaux, on pourrait croire que les millésimes se suivent et se ressemblent. L'agitation qui y a régné durant le mois d'avril rappelle pourtant que les différences se cachent dans les détails. Présent sur place pour juger de l'avenir des nouveau-nés du Bordelais, Michel Bettane, cofondateur de Bettane et Desseauve et dégustateur émérite, dit son admiration : « Je crois n'avoir jamais vu naître un millésime d'une telle qualité. »

Avec sa météo extrême, rien ne prédestinait pourtant l'année 2022 à donner des vins aussi spectaculaires. Si, par endroits, des gelées d'avril ont menacé un débourrement précoce de la vigne, c'est surtout l'été chaud et sec qui a inquiété. Dans le Médoc, on n'avait pas connu un mois d'août aussi sec depuis 2016 et aussi chaud depuis 2003, « stressant » par endroits le fonctionnement hydrique de la vigne. Résultat : de petites baies aux arômes concentrés, mûres et riches en polyphénols (couleur et tanin) mais pauvres en jus.

À tous les prix

Pour une quantité moyenne mais une qualité exceptionnelle dans de nombreuses appellations. Une majorité de crus a su conserver ce qui fait la spécificité de Bordeaux : ce juste équilibre entre raisin mûr, fraîcheur et degré d'alcool modéré, donnant des vins pour certains presque déjà prêts à être bus tout en gardant leur faculté à s'épanouir plusieurs décennies.

C'est donc le moment de se lancer dans la campagne dite des primeurs, c'est-à-dire faire l'acquisition d'un

vin avant même que son élevage ne soit terminé ; l'occasion de profiter d'un prix d'achat souvent inférieur à celui affiché lors de la mise sur le marché du vin en bouteilles, dans deux ans. On peut faire des affaires, on peut aussi se tromper. Mieux vaut suivre quelques conseils, sachant que la campagne est une course contre la montre. Dès lors que les premiers prix sortent sur la place de Bordeaux, de nombreux e-marchands permettent de faire ses emplettes en toute sécurité.

Pour l'amateur, la seule réticence sera peut-être dictée par son porte-monnaie, allégé par une inflation croissante. S'il en a les moyens ou l'envie, qu'il ne se prive pas de faire l'acquisition des vins les plus prestigieux du Bordelais. Ils portent la promesse d'une grande émotion. En y mettant le prix (les tarifs vont sortir peu à peu courant mai), on pourra se faire très plaisir avec les crus classés du Médoc et les réussites exceptionnelles des châteaux Mouton Rothschild et Lafite Rothschild, Pontet-Canet, Pichon Longueville Comtesse et Pichon Baron à Pauillac, Léoville Las Cases, Léoville Poyferré ou Ducru Beaucaillou à Saint-Julien, Calon-Ségur ou Montrose à Saint-Estèphe. Le fan des vins iconiques de Saint-Émilion s'y retrouve aussi : les châteaux Cheval Blanc, Pavie, Figeac, Angélus, Canon ou encore Larcis Ducasse sont une priorité. Parmi les vins à garder en cave, entre autres, les châteaux Batailley et Grand-Puy-Lacoste à Pauillac, Cos d'Estournel à Saint-Estèphe, Haut-Bailly et Mission Haut-Brion en pessac-léognan.

Plus accessibles, il ne faut pas passer à côté des excellents Branc-Cantenac, Kirwan et Monbrison en margaux, Sociando-Mallet, La Lagune dans le haut-médoc, Haut-Marbuzet et Capbern en

saint-estèphe, etc. En matière de pomerol, les réussites sont nombreuses. On les découvrira à des prix sages avec les vins des châteaux la Violette, Gazin, Montviel, Beauregard. Parmi les vins déjà disponibles à jouissant d'un excellent rapport qualité-prix, signalons le château Tronquoy en saint-estèphe (27 euros la bouteille sur [chateau.net](https://www.chateau.net)), le cru bourgeois d'Agassac en haut-médoc (19,50 euros) ou le castillon Alcée (17,28 euros).

La bonne surprise du merlot

Dans ce millésime, le cabernet-sauvignon brille par son extrême qualité. Parfois plus ou moins injustement remis en question pour sa tendance à donner des degrés d'alcool plus importants, le merlot a surpris par son élégance dans les endroits qui lui sont favorables. À Saint-Émilion pour tous les crus bien placés, à Pomerol et à Castillon en dehors de quelques exceptions, le cépage donne des vins d'une fraîcheur inattendue, harmonieusement mariés avec un cabernet franc en pleine forme. Dans les graves, comme souvent, l'appellation pessac-léognan est à rechercher par les amateurs, en rouge comme en blanc.

Sauvignon et sémillon donnent de grands vins liquoreux dans le Sauternais, hélas en petites quantités. On ne fera pas d'erreur en achetant les châteaux Suduiraut, Coutet ou Lafaurie-Peyraguey. Plus accessibles, nombre de bordeaux supérieur, blaye, bourg, entre-deux-mers et côtes-de-bordeaux ont donné des vins remarquables dès lors qu'ils sont vinifiés avec adresse. On achète aussi les yeux fermés les vins du château Marsau en francs-côtes-de-bordeaux ou celui du domaine de l'A en appellation castillon. ●

LOUIS-VICTOR CHARVET

Plaisirs Voyage

LES DÉLICIES DE TURIN

ITALIE La belle inconnue du Piémont vaut le détour pour une escapade sous ses arcades ou vers ses châteaux baroques



La cour de la maison de Savoie se déplaçait d'une demeure à l'autre, entre parties de chasse et fêtes somptueuses. Les bals succédaient aux banquets, les mascarades aux jeux d'eau, les tournois aux processions aux flambeaux... Ces 22 résidences royales formaient une couronne des délices autour de Turin, classées au patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1997. Désormais, les visiteurs en franchissent les portes pour le plaisir des yeux. Cet ensemble contribue à repositionner sur la scène touristique cette ville industrielle trop souvent réduite à Fiat et au célèbre club de foot de la Juventus. Alors que le voyage en train reprend du galon, sa proximité devient un atout : voilà la capitale du Piémont accessible en moins de six heures par la ligne rapide Paris-Milan.

Le Versailles italien

Grande oubliée de la Renaissance italienne, la cité s'est bien rattrapée à la période baroque, aux XVII^e et XVIII^e siècles. En 1562, la France rend son duché à Emmanuel-Philibert I^{er} de Savoie, qui transfère alors sa capitale de l'autre côté des Alpes, de Chambéry à Turin. Au fil des alliances, celle-ci deviendra la capitale du royaume de Sicile, du

royaume de Sardaigne et même du royaume d'Italie, épicerie du Risorgimento – l'unification – de 1861 à 1865.

Il lui fallait bien des édifices dignes de son statut. Ainsi, le palais de Venaria est considéré comme le Versailles italien. Pour dessiner son parc, le duc Charles-Emmanuel II a emprunté à son cousin Louis XIV son jardinier, André Le Nôtre. Et sa grande galerie inondée de lumière n'est pas sans évoquer la galerie des Glaces. Sur les fresques qui ornent les murs, les inscriptions sont en italien. Tout un symbole. « Si l'on parlait français à la cour, l'italien restait la langue des loisirs », explique Guido Curto, directeur du château. Le domaine est dédié à Diane, déesse de cette chasse qui passionnait toutes les cours d'Europe.

Les attelages élégants n'ont rien perdu de leur éclat sur les tableaux du palais de Stupinigi, autre joyau de la couronne érigé sur cette même rive du Pô, un peu plus au sud. La sensualité y a sa place, sur un plafond peint par Van Loo qui surprend Diane en train de se reposer en compagnie de ses nymphes. Toutefois, le palais le plus cher au cœur de la dynastie millénaire de Savoie reste celui de Racconigi, qui semble encore bruiter de leurs conversations intimes. C'est de son perron qu'Humbert II de Savoie prit officiellement le chemin de l'exil, en 1946, après la période mussolinienne.

Chocolat chaud épais

Les deux perles centrales de cet ensemble classé se font face au cœur de Turin : le palais Reale, qui recèle le saint suaire, et le palais Madame, résidence de Madame Royale de Savoie, Christine de France (1606-1663). À la piazza Castello, il est difficile de résister à la tentation d'un chocolat chaud épais mélangé à du café et à de la crème fouettée, la spécialité locale. On flâne au gré de ses envies sous les arcades et dans les larges rues bordées d'arbres, pour une dolce vita à la turinoise. On peut remonter le temps au musée égyptien, la plus grande collection après Le Caire.

Les chineurs préféreront, eux, les antiquités du marché aux puces du Balôn. Des pièces plus design



Le palais Madame, résidence de Madame Royale de Savoie, Christine de France, au cœur de Turin.

y feront aussi leur bonheur, Turin vivant avec son temps : c'est dans ses faubourgs que la machine à écrire Olivetti a vu le jour. Le musée du cinéma permet de contempler cette campagne environnante depuis sa terrasse, accessible par un

spectaculaire ascenseur en verre. Le regard porte sur les noisetiers et les vignes de la région où sont produits les vins de Barolo et de Barbaresco. Le Piémont est le berceau du mouvement Slow Food, dont le fondateur a créé une université

des sciences gastronomiques. On n'aurait pu trouver meilleur cadre pour ses étudiants que le château de Pollenzo, l'une des résidences royales de la couronne des délices. ●

MATHILDE GIARD

Une nouvelle exposition de la Collection Pinault à la Bourse de Commerce, Paris

AVANT L'ORAGE



Pinault Collection

Le Monde madame Le Journal du Dimanche RATP inter

PRATIQUE

Dormir design Le Lingotto, ex-usine Fiat réaménagée par Renzo Piano, abrite deux hôtels : le NH Torino Lingotto Congress (double à partir de 89 euros, nh-hotels.fr) et le DoubleTree by Hilton (double à partir de 146 euros, hilton.com). On en profite pour visiter la collection de Giovanni Agnelli, passionné de Matisse, et faire son jogging matinal sur l'ancienne piste d'essai aménagée sur le toit.

Faire ses emplettes Eatly a vu le jour à Turin, en face du Lingotto, via Nizza 230.

Boire un verre À l'heure de l'apericena (apéritif dînatoire), le vermouth local se boit au Mulassano, dont le fondateur inventa les tramezzini (sandwichs triangulaires), piazza Castello 15.

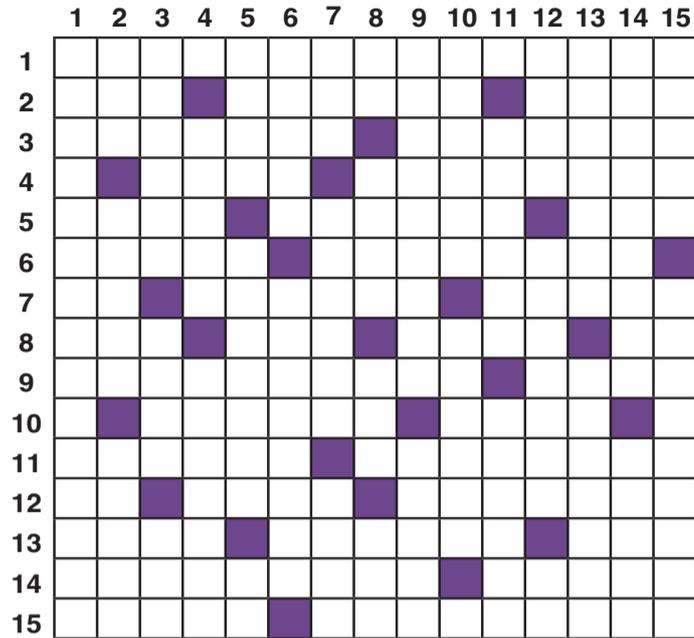
Y aller En train, à bord de la Frecciarossa sur la ligne grande vitesse Paris-Milan, en six à sept heures via Lyon, à partir de 45 euros sur le site comparateur de Trainline, thetrainline.com.

Plus d'infos La province de Turin sur la toile. turismotorino.org/fr

Plaisirs Jeux & Météo

MOTS CROISÉS

JEAN-PAUL VUILLAUME jpvuillaume@sfr.fr



HORIZONTALEMENT

1. Des personnes qui savent se tenir dans la haute. - **2.** Produisit des perles. À pieds jadis, à cheval et de nos jours parfois en voiture. Fut de mise. - **3.** Épousées selon les formes. Profiteurs d'un système. - **4.** Elle nous manque follement. Restes après dîner. - **5.** Cause de malaises en Malaisie. Beaucoup dans le temps y ont été tentés d'y croire. A été gardé en réserve et maintenu en l'État. - **6.** Elle prit l'eau ou fit prendre de l'alcool. Rien ne lui résiste. - **7.** Personnel masculin non qualifié. C'est lorsqu'on les jette qu'elles deviennent utiles. Leur taux est à surveiller. - **8.** Portelame. Double jeu. Il compte pour une moitié. Lettres d'un bloc. - **9.** Avides de faire de nouvelles connaissances. Sorti mais on peut le voir. - **10.** Est à ne plus y croire. Pas patient du tout. - **11.** Souvent ouvert le dimanche. Pays d'un Bled. - **12.** Se présente après la licence. On y accorde du prix à la paix. Donneront une représentation. - **13.** Il connaît un succès monstre. Suffisamment pleines. Enduit de vase. - **14.** Conservateur d'espèces. Présenté à un oral de lettres. - **15.** Devrait être bientôt sur pied. Trouvés drôles mais guère amusants.

VERTICALEMENT

1. Invitations à dîner ? - **2.** N'est un mystère pour personne ou personne de mystères. Il barbote et il vole en sifflant. Romans sur elle. - **3.** Collier ancien mis en exposition. N'ont pas été coupés. Aida son père à refaire le monde. - **4.** Il se tresse sans stresser. N'a plus aucune tenue. - **5.** Font leur entrée dans le monde. Haut placées en Amérique du Sud. De Bretagne en Alsace. - **6.** Issu d'une bande d'excités. Faire un prélèvement naturel. - **7.** Voisine du Dodécanèse. Se dégourdit pronominalement de façon chevaline. Manque à la parole. - **8.** Salle de billard. Faire preuve d'humanité. Attestation de propriété. Agent de voyages qui en font voir. - **9.** Fromagerie familiale. Intimes d'autres personnes. - **10.** On ne sait pas poétiquement où elles en sont de nos jours. Cultivé par alternance. - **11.** Collant qu'on aimerait voir filer. Distinguée à première vue. - **12.** Un bon accompagnement pour le bœuf. Homme d'affaires sur le déclin. Siège du conducteur. - **13.** Contient des colorants. Un rond pour un écu. - **14.** Le genre à attaquer un buffet sans y être invité. Composée en jaune. - **15.** Ne fait que passer. Telles des femmes qui se négligent.

Solution la semaine prochaine

MOTS FLÉCHÉS

DAVID MAGNANI magnanid@sfr.fr

TABLES DE NUIT COMPOSITION NOUVELLE SUR UN ACCORD	UN TRUC À LA NOIX UN TUBE À SUCCÈS	MISE EN GERBE JOE DU CINÉMA	PAS SECTAIRE DANS SON GENRE VALISE EN PEAU	PRIS DE HAUT FIT RESSORTIR OU VOULUT FAIRE ENFERMER	EN IMPOSE GRANDEMENT ANCIENNE METTEUSE EN SCÈNE	ATTAQUÉS DE FRONT
ELLE A SINCÈREMENT UN ACCENT UN VALET SANS ATOUT		IL TIRE À TOUT BOUT DE CHAMP CROISÉES DANS LE MÉTIER		EMPÊCHA UNE FUITE PRATIQUANTS OU ONT DE LA PRATIQUE		
ÉCHAPPE AUX MESURES PERSONNEL NON QUALIFIÉ	SEMBLENT AVOIR EU TRÈS PEUR DES HOMMES AVEC QUI IL FAUT COMPTER			PAROLE EN DOUTE HOMME DE RESSOURCES	TIRE DE L'ANGLETERRE UN CHEVAL QUI S'ÉCHAUFFE	
TUILE DE PIERRE ET QUE ÇA SAUTE!		FIN DE RÉCEPTION EXERCICE DE CORDES		CE QU'ELLE CONTIENT C'EST PAIN BÉNIT AU BOUT DE LA LIGNE	SONT RAREMENT DANS LA NOTE UNE OIE DOUBLÉE D'UNE PIE	
GALA DE L'UNION EXÉCUTÉS EN BEAUTÉ			CHERCHA À RETENIR DONNE UN TROISIÈME LABOUR			DONNE LE GOÛT
	HABITUÉES DES BOUQUINS PIQUEUR OU PIQUÉ			POINT COMMUN ENTRE CORNELLE ET FLAUBERT LE CREUX DE LA LOUCHE		C'EST DU CHINOIS DANS UNE CERTAINE MESURE CÔTÉ MÈRE
DADA AFRICAIN		MODE DE PARIS COIN À MAYENNAISE				ELLE NOUS EN FAIT VOIR
SE REPRODUIT EN UNE MINUTE PALINDROME AVIAIRE			CONDUCTRICE DE TRAIN ANCIEN PASSE À VERDUN			
	DONNER LE TRAITEMENT APPROPRIÉ PASSE MAL					
PLAT DE SALON RESPONSABLE DE PERMANENCE			MAÎTRE D'UN DOMAINE UN DUR DANS LA RÉGION			
					NICHA EN SERBIE SUIVI DE FINE POUR CONCLURE	
OUVERTES À LA CIRCULATION PART EN JET				RAPPORTS AFFECTIFS		
		ENTRE DANS LES COMPTES DE LA SOCIÉTÉ				

MOTS CROISÉS

Solution du numéro 3982

HORIZONTALEMENT

1. La Grande Ourse.
2. Ino. Laïcs. Eider.
3. Peuplier. Décimé.
4. Pion. Apéritif.
5. Gain. Epsom. Legs.
6. Relut. Rétaueur.
7. Ar. Pecorino. Rai.
8. Mer. Sud. Édité. ND.
9. Meurtrière. Arte.
10. Design. Urne.
11. Tael. Suture. Mol.
12. Il. Acteur. Moisi.
13. Quatre. Rimeuses.
14. Peu. Pénétrent.
15. Entreposés. Sète.

VERTICALEMENT

1. Lipogrammatique.
2. Âne. Aérée. Alu.
3. Goupil. Rude. Apt.
4. Pin-up. Relater.
5. Allô. Tests. Crue.
6. Naine. Curiste.
7. Die. Prodigue. Pô.
8. Écraser. Entures.
9. Os. Frotter. Urine.
10. Demandeur. Mes.
11. Réer. Moi. Remet.
12. Sicile. Tan. Ours.
13. Éditeur. Remisée.
14. Émigrant. Osent.
15. Brefs. Idéaliste.

MOTS FLÉCHÉS

Solution

E	E	S	N	E	C	E	R	E	S	U	F
S	N	E	I	T	S	E	R	E	V	E	D
S	I	N	T	E	N	L	E	D	E	D	
E	L	I	R	E	W	E	N	V	I	L	
R	E	R	E	N	U	M	E	R	V	R	V
L	R	E	I	N	V	S	E	C	T	E	
L	L	R	O	D	E	R	N	I	W	V	
N	E	O	R	S	E	S	V	H			
I	T	S	E	S	I	L	E	H	L	S	
V	L	E	P	E	R	E	C	O	N		
S	L	V	R	L	E	S	D	O	H		
E	N	E	L	V	E	S	U	V	T		
U	E	H	S	E	E	T	I	V	T	I	
G	W	E	U	D	N	E	N	I			
R	U	E	L	C	V	R	L	N	O	E	D
V	N	R	E	C	E	L	I	R	E	V	
N	O	I	L	A	I	C	O	G	E	N	E
M	E	B	B	C	R						

SUDOKU

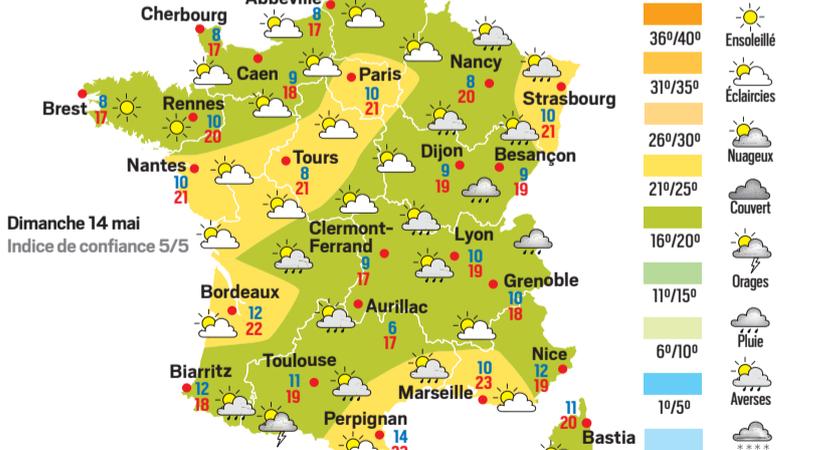
9	6	7	8	2	5	4	1	3
1	7	8	3	9	6	5	2	4
5	3	2	7	1	6	8	9	
2	9	6	9	1	7	8	3	4
7	8	3	2	5	1	9	6	
4	1	9	6	8	3	5	7	
8	7	9	2	7	9	3	6	1
3	9	7	1	6	8	2	5	
6	2	1	5	3	7	9	4	8

SUDOKU

difficile

				5				
	2	7			4		3	
1	9			4	5			
			3					7
6	1	2			3	8	4	
7		4			9			
	9	1	7		2		5	
		5		6	3	8		
1								

MÉTÉO



Le Journal du Dimanche

Directeur général des rédactions Jérôme Béglé.
Directeur des rédactions Stéphane Albouy.
Directeur adjoint de la rédaction Pascal Ceaux.
Directrice artistique Anne Mattler.
Rédaction en chef David Revault d'Allonnes (Politique), François Clemenceau (International), Emmanuelle Souffri (Société), Marianne Enault (adjointe Société), Marie-Pierre Gröndahl (Économie), Bruna Basini (adjointe Économie), Solen Cherrier (Sport), Pierre-Laurent Mazars (Enquête, opinions), Marie-Laure Delorme (Livres), Stéphane Joby (Plaisirs), Barbara Théâtre (adjointe Plaisirs), Marie-Anne Kleiber (Paris), Bertrand Gréco (adjoint Paris), Emmanuelle Aubry (Édition), Benoît Leprince (Premier SR), Vivien Vergnaud (Numérique), Gaël Vaillant (adjoint Numérique), Aurélie Chateau (Photo), Marie-José Mora (adjointe Photo).

LE JOURNAL DU DIMANCHE est édité par : LAGARDÈRE MEDIA NEWS, société par actions simplifiée unipersonnelle (Sasu) au capital de 2 005 000 euros. Siège social : 2, rue des Cèvennes, 75015 Paris. Standard : 01 80 20 30 00. RCS Paris 834 289 373. Associé : Hachette Filipacchi Presse. Présidente : Constance Benqué.
Directrice de la publication Constance Benqué.
Président d'honneur Daniel Filipacchi.
Directrice générale adjointe Anne-Violette Revel de Lambert.
Directeur du digital Pierre-Emmanuel Ferrand.
Ventes Laura Felix-Faure.
Contact diffuseurs 01 80 20 31 68.

Imprimé en France par Paris Offset Print 93120 La Courneuve, société par actions simplifiée unipersonnelle (Sasu) au capital de 2 005 000 euros. Siège social : 2, rue des Cèvennes, 75015 Paris. Standard : 01 80 20 30 00. RCS Paris 834 289 373. Associé : Hachette Filipacchi Presse. Présidente : Constance Benqué.
Renseignements lecteurs : 01 80 20 31 03.
Recherche documentaire et vente d'anciens numéros : flongeville@lagardere.com
Publicité : Lagardère Publicité News 2, rue des Cèvennes, 75015 Paris.
Présidente Marie Renoir-Couteau.
Directrice déléguée pôle presse Fabienne Blot-Dallanegra.
Directrice de la publicité Anne Demulder. Tél. : 01 87 15 49 18.

Tarif France Le JDD papier + numérique + Version Femina (Île-de-France) : 1 an 119 €. Le JDD papier + numérique : 1 an 96 €.
Tirage du 7 mai 2023 : 109 440 exemplaires. Papier provenant majoritairement de France, 70 % de fibres recyclées, papier certifié PEFC. Eutrophisation : Ptot 0,06 kg/t.
Travail exécuté par les ouvriers syndiqués

RELATIONS ABONNÉS
Internet : www.lejdd.fr
E-mail : jdd@relationclient.lagardere.com
Téléphone : (+33) 1 87 64 68 11 ouvert du lundi au vendredi de 8h30 à 19h, le samedi de 9h à 13h et le dimanche de 8h à 12h
Courrier : Le JDD Abonnements 60643 Chantilly Cedex

Plaisirs

LE DIMANCHE DE...

Hélène Darroze

« Le goût du poulet des Landes rôti »



Dans son restaurant de burgers Jòia Bun, à Paris, début avril.
ÉRIC DESSONS/JDD

La cheffe étoilée et jurée de « Top Chef » se souvient de son enfance, entre grandes tablées conviviales et devoirs studieux

L'art de la cachette n'est pas donné à tout le monde. Pour laisser une chance aux brigades des autres chefs du jury, Hélène Darroze, trois fois de suite gagnante du concours de l'émission *Top Chef* (M6), a déployé cette année sa stratégie dans l'ombre en prenant la tête d'une « brigade cachée » constituée des candidats éliminés. Pour mieux revenir en quart de finale avec son lauréat

parallèle... La cuisinière aux cinq restaurants et six étoiles Michelin n'en est pas à sa première cachette.

Petite, les dimanches soir d'automne, la discrète se dissimulait déjà avec ses frère et cousins dans un coin du restaurant de son père, à Villeneuve-de-Marsan (Landes). Mi-fascinés, mi-terrifiés, ils assistaient au retour de chasse : « Ils arrivaient avec les bêtes en

sang, raconte-t-elle. Je me souviens des sangliers pendus dans la chambre froide. C'était excitant, mais cela nous faisait très peur en même temps. » Le reste du temps, la jeune Hélène s'ennuie souvent le dimanche : ses parents travaillent beaucoup – son père tient le restaurant familial et sa mère, pharmacienne, bûche jusqu'au samedi soir.

Habitant un vieux moulin en pleine forêt, elle s'occupe en allant « aux champignons ou aux fraises » selon la saison. Et développe déjà son art de l'adaptation : « J'ai adoré vivre entre deux mondes différents qui s'entendaient bien : le premier très cartésien et le second très libre. » L'univers maternel s'articule autour d'une grand-mère institutrice qui lui fait réviser ses devoirs le dimanche et un grand-père charpentier, chasseur et compagnon du devoir qui porte haut l'artisanat et le perfectionnisme. Côté paternel, c'est plus bohème : « Au restaurant, nous étions livrés à nous-mêmes, c'était la liberté ! »

À la tête de cinq tables

Le grand-père paternel a aussi ses rituels dominicaux : « Il aimait avoir tous ses petits-enfants autour de lui et, à 19 heures, nous étions une quinzaine autour de la grande table qu'il présidait. Ma grand-mère cuisinait invariablement cinq ou six poulets jaunes des Landes rôtis et des pommes de terre cuites à la graisse de canard... Le poulet à l'ail était très arrosé, avec parfois des croûtons à l'intérieur, qui ressortaient gorgés de jus. J'en ai encore le goût dans la bouche ! » Malgré cette appétence naturelle, la jeune fille n'est pas pressentie pour succéder à son père en cuisine : « La fin des années 1980, c'était l'époque où, lorsqu'on était bon élève, on faisait des études, et pour une femme, on ne devenait pas cuisinier, explique-t-elle. Dans la tête de mon père, c'était mon frère le cuisinier, pas moi... »

Hélène Darroze sait déjà attendre son heure, en retrait. Elle fait une grande école de commerce tout en nourrissant en parallèle son intérêt pour la cuisine. Un jour, une discussion avec le chef Alain Ducasse lui fait comprendre qu'elle peut en faire son métier. Ses parents la mettent en garde : « Ma mère avait souffert des absences de mon père et lui me disait qu'il me faudrait travailler dur quand

les autres s'amuse, mais ça ne m'a pas rebutée, sourit la cheffe. Quand ils ont vu ma passion, ils ont été rassurés. »

Son père n'avait pas tort : l'emploi du temps de la cheffe de 56 ans lui laisse aujourd'hui peu de dimanches non travaillés. Elle est à la tête de cinq tables : Marsan (Paris 6^e), le bistro Jòia et le restaurant de burgers basques Jòia Bun (Paris 2^e), La Villa La Coste (Le Puy-Sainte-Réparate) et Hélène Darroze at the Connaught, à Londres.

Grasse matinée

Le 7^e jour est donc aujourd'hui l'occasion de s'octroyer une grasse matinée méritée, de promener son chien Fluffy autour du jardin du Luxembourg proche de chez elle, en rapportant des pains au chocolat de chez Bread & Roses à ses filles, Charlotte, 16 ans, et Quitterie, 14 ans. « Nous allons aussi déjeuner dans notre cantine, le Bar des Prés de Cyril Lignac, et, parfois, nous allons à la messe du soir à Saint-Germain-des-Prés : c'est un moment de recueillement et de joie qui me redonne la pêche, car ce métier est très physique, je suis parfois très fatiguée. » Alors, un autre rituel est obligatoire : le massage relaxant du dimanche après-midi. Un cocon avant de repartir dans l'arène : Hélène Darroze ouvrira bientôt un nouveau restaurant au sein de l'hôtel Royal Mansour à Marrakech.

Cette vie professionnelle bien remplie a été (ré) compensée par une pluie d'étoiles au guide Michelin. Deux pour Marsan, une à la Villa La Coste et la consécration des trois macarons en 2022 pour le Connaught. Un Graal qu'elle a pu partager avec son père, disparu l'année dernière. « Il souffrait déjà de Parkinson quand je lui ai annoncé : il a compris mais oublié ensuite, c'est mon plus grand regret... Il était fier de mon travail, mais il ne me l'a jamais dit directement, plutôt à mes amis. »

Il a aussi fallu attendre ces trois étoiles pour que l'une des cheffes les plus reconnues de l'Hexagone se sente enfin légitime : « Je ne m'en sentais pas capable car je suis une autodidacte, je me demandais encore si je n'étais pas une arnaque... » Un passage de l'ombre à la lumière assurément déstabilisant pour la cheffe habituée des cachettes. ●

CHARLOTTE LANGRAND

SA PLAYLIST



Suites pour violoncelle seul, Jean-Sébastien Bach, par Yo-Yo Ma (1983)

J'aime beaucoup le classique et j'aurais aimé savoir jouer du violoncelle ou que l'une de mes filles apprenne à en jouer. Je trouve ces suites tellement belles, elles m'élèvent et me transportent.



I Have a Dream, Abba (1979)

C'est une musique qui rassemble et qui plaît à toute la famille. Avec mes filles, nous avons vu la comédie musicale *Mamma Mia !* plusieurs fois, à Saint-Sébastien, à Londres, à Paris et à New York !



Suzanne, Leonard Cohen (1967)

Si je reçois le dimanche, je mets une playlist de toutes ses chansons. Ce sont des musiques que l'on peut écouter en fond sonore, mais qui ont du caractère.

SA TABLE

Kaïto, du chef japonais Takuya Watanabe, rue de Seine [Paris 6^e]. C'est un tout petit comptoir à handrolls, des rolls dans des algues grillées, de huit ou dix places. On mange debout, c'est super bon ! Il y a aussi une excellente soupe miso.

SON LIVRE

La Petite-Fille, de Bernhard Schlink, l'auteur du *Liseur*. Ce roman raconte la relation entre un grand-père adoptif et sa petite-fille au moment de la réunification de l'Allemagne. J'ai adoré. J'ai aussi trouvé formidable *Même le bruit de la nuit a changé*, le premier livre de Violette d'Urso, la fille d'Inès de la Fressange.

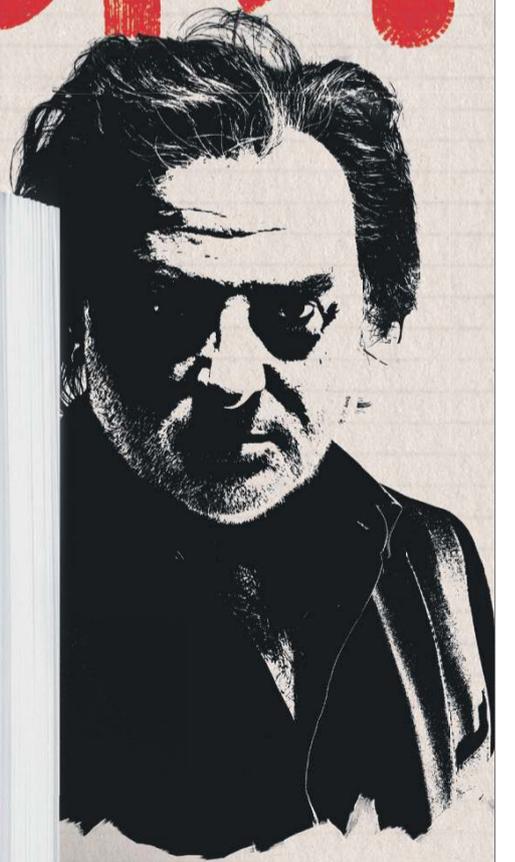
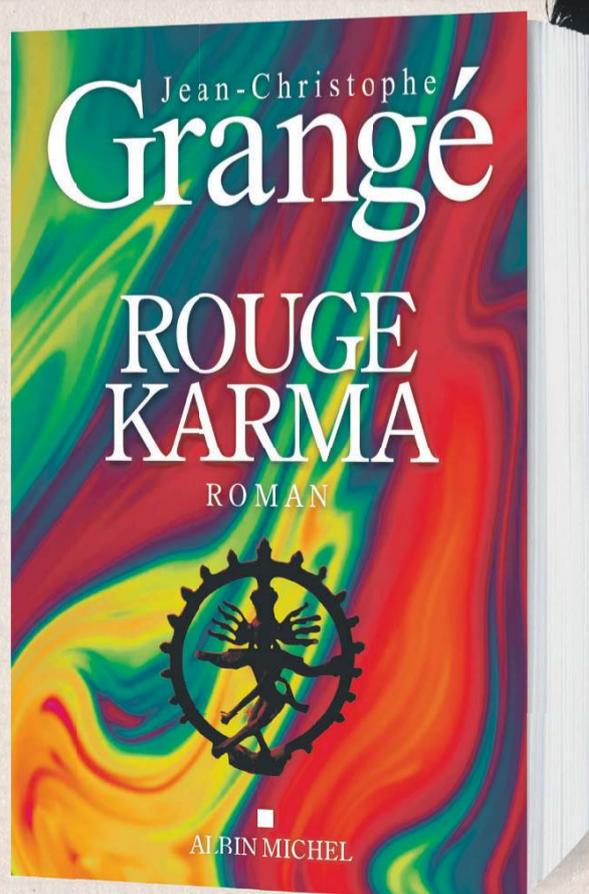
**CE N'EST PAS
UN THRILLER
C'EST UNE
REVOLUTION!**

**INATTENDU ET
SPECTACULAIRE.**
BERNARD LEHUT, RTL

**SANGLANT
ET PALPITANT.**
FRANÇOIS LESTAVEL, PARIS MATCH

**IL FAUT LIRE CE
ROUGE KARMA.**
AUGUSTIN TRAPENARD, FRANCE 5

ALBIN MICHEL



Grand Paris

URBANISME Le gros œuvre vient de s'achever sur le chantier du village des athlètes en Seine-Saint-Denis, quatorze mois avant les JO 2024

SYMBOLE Au faite de la tour Signal, l'ouvrage représentant des anneaux olympiques déstructurés est aussi terminé

O

n peut désormais déambuler dans les rues du village olympique de Paris 2024 et se figurer son aspect final. Certes, avec un casque et des bottes de chantier, en se frayant un chemin entre les palissades et les ouvriers qui s'activent. À quatorze mois des prochains Jeux olympiques et paralympiques (JOP), le futur quartier de 52 hectares – l'équivalent de 70 terrains de football –, à cheval sur Saint-Ouen, Saint-Denis et L'Île-Saint-Denis (93), est maintenant sorti de terre. Le gros œuvre vient de s'achever.

La ville a pris forme à grande vitesse. Les dizaines d'immeubles ont tous atteint leur sommet, sept à onze étages, ils arborent déjà leurs balcons et leurs coques commerciales au rez-de-chaussée. Au total, 330 000 mètres carrés de planchers ont été construits. Du jamais-vu en France depuis les villes nouvelles dans les années 1960. Les 37 grues et les centrales à béton ont disparu. Les perspectives des futurs mails plantés, les lignes de fuite vers la Seine, dessinées par l'architecte Dominique Perrault, sont à présent perceptibles grandeur nature.

Face au fleuve, en surplomb de la place olympique, la tour Signal, le plus haut bâtiment du village des athlètes, érigée par l'architecte Clément Vergély pour Vinci Immobilier, culmine à 50 mètres de haut. À son faite, une installation artistique réalisée par Charlotte Vergély et Archibald Verney-Carron montre des anneaux olympiques monumentaux et déstructurés, ainsi que des vitraux évoquant la basilique de Saint-Denis toute proche. L'œuvre a été terminée la semaine dernière. À quelques mètres seulement s'élevaient quatre gigantesques pylônes électriques; deux ont été retirés jeudi et vendredi; les deux autres le seront en août.



Le chantier, mercredi, débarrassé de ses grues. À droite, sur la tour Signal, des anneaux stylisés.



Jeux olympiques : le village est dans ses murs

« Nous construisons en six ans ce qui demanderait vingt ans sur un chantier normal », indique Marion Le Paul, directrice générale adjointe de la Solideo, l'établissement public chargé des ouvrages olympiques. En 2024, le site abritera 14 500 athlètes et leurs accompagnants (7 500 chambres), puis 9 000 compétiteurs handicapés, uniquement à Saint-Ouen et Saint-Denis. Après l'événement planétaire, il sera transformé en quartier mixte où cohabiteront 6 000 habitants (2 800 logements, dont 25 % sociaux), et autant de salariés dans les bureaux. « Nous avons fait le choix d'un village des athlètes intégré à la métropole, pas en périphérie », explique la DGA. Et à deux pas de la plus grande gare du Grand Paris Express, Saint-Denis-Pleyel; en 2024, seule la ligne 14 aura été mise en service.

Le village des athlètes a été divisé en quatre secteurs « pour éviter le risque de faillite d'un promoteur unique, comme à Londres en 2012 », souligne Marion Le Paul. Les quatre groupements lauréats – Icade, Vinci, Eiffage-Nexity et Pichet-Legendre (sur L'Île-Saint-Denis) – doivent livrer leurs bâtiments le 31 décembre. « Ils sont parfaitement dans les temps et dans les budgets, assure la DGA, malgré les aléas du Covid et de la guerre en Ukraine. »

Le 1^{er} mars prochain, remise des clés à Paris 2024

Les structures terminées – toutes en bois d'Europe et en « béton ultra-bas carbone » –, l'heure est au second œuvre : ascenseurs, cloisons, menuiseries, électricité, chauffage et rafraîchissement par géothermie, etc. Aucune cuisine n'est installée; les athlètes

n'en auront pas besoin puisque 40 000 repas leur seront servis quotidiennement vingt-quatre heures sur vingt-quatre, par Sodexo, dans la Cité du cinéma, au cœur du village. Les promoteurs n'auront que janvier et février pour corriger les malfaçons qu'aura pu relever la Solideo. « Le 1^{er} mars, on donne les clés à Paris 2024, qui aménagera les halls d'immeubles et les coques en points d'accueil pour les délégations, en espaces médicaux ou en laveries », précise Thibault Angles, directeur de programmes chez Icade, filiale de la Caisse des dépôts. Au 1^{er} novembre, les constructeurs récupéreront leurs immeubles pour y lancer les « travaux de reconversion », retirer les cloisons provisoires, installer des cuisines.

Le long de la Cité du cinéma, côté Saint-Ouen, Icade a bâti 13 immeubles, tous différents,

conformément au cahier des charges de la Solideo; au village olympique de Tokyo, ils étaient tous identiques. Les façades de sept d'entre eux ont été recouvertes de 500 000 plaquettes en terre cuite émaillée fabriquées par la société Rairies Montrieux, l'une des 530 TPE-PME françaises impliquées. « Nous avons développé des couleurs – rose, bleu, vert, blanc – et des formes – triangulaire, bombée, ondulée – spécialement pour ce chantier hors normes, se félicite Olivier Laval, directeur commercial de cette entreprise familiale du Maine-et-Loire. C'est un matériau pérenne, qui ne s'altère pas avec le soleil et le froid et durera largement plus de cent ans. » S'il se construit vite, le village des athlètes entend vivre vieux. ●

BERTRAND GRÉCO

JOHN FOGERTY
CELEBRATES HIS SONGS
**CREEDENCE CLEARWATER
REVIVAL**

invité spécial
HEARTY HAR

THE CELEBRATION TOUR

31 MAI 2023

LA SEINE MUSICALE

INFOS & RÉSERVATIONS SUR GDF.FR

gérard drouot productions s.a.

Grand Paris

TENDANCE Dans des salles souvent récentes, pratique sportive intense et expérience de boîte de nuit se mélangent

MVMT Club, le plus dance

Direction la rue Saint-Marc, entre la Bourse et l'Opéra. MVMT Club a ouvert il y a un an. Sa fondatrice, Alissa Ananieva, d'origine bulgare, a testé de nombreuses salles avant d'ouvrir la sienne. « Lorsque je vivais à New York, Forward Space a été une révélation, indique-t-elle. C'est un studio de danse où le challenge physique et le lâcher-prise mental sont incroyables. La période du Covid a été le moment de réfléchir à un projet où l'on puisse à la fois faire du sport, faire la fête et se faire du bien mentalement. » Pour la jeune femme venue de la finance, « la performance n'est plus dans l'air du temps » : « Il faut une proposition plus holistique, qui conjugue le bien-être mental et physique. Les jeunes gens veulent l'énergie de la fête sans les effets secondaires. »

Ce mardi midi, c'est Cécilia qui donne le rythme avec des exercices ciblés sur les bras utilisant des haltères. À intervalles réguliers, les stroboscopes s'allument et les participants ont quartier libre pour danser comme bon leur semble, dans un grand défoulement général. La séance se termine par une méditation en mouvement, un moment d'étirement et d'introspection. En nage mais ravis, les membres du club sont prêts à repartir au travail après un passage par les douches,



Cours à Mon Q Club, à Paris, dans le 10^e arrondissement.

MON Q

piste de danse. Chaque participant (une majorité de femmes, mais aussi quelques hommes, pour une moyenne d'âge d'environ 30 ans) se saisit d'un élastique et c'est parti pour cinquante minutes d'exercices localisés sur les abdos-fessiers et les cuisses, sous la conduite énergique de Morgane. Beyoncé, Madonna, Abba, les tubes s'enchaînent et l'atmosphère est bon enfant, sans pression. Dans le noir, personne ne vous voit faire une pause.

« J'ai toujours été très sportive, et quand j'ai commencé à travailler, j'ai cherché un endroit pour pouvoir lâcher prise sans le côté punitif des salles de gym, témoigne Sarah De Herde, la fondatrice d'origine belge flamande, ingénieure de formation. Je ne suis pas contre la performance et le dépassement de soi, mais toujours dans la bienveillance. » Cliente de la première heure devenue associée, Shéhérazade Latouche définit Mon Q comme une « safe place », un lieu rassurant où l'on peut sculpter son corps sans craindre le regard des autres. Avec plus de 2000 clients en un an d'existence, les deux associées viennent d'organiser une levée de fonds pour pouvoir ouvrir leur propre salle dans le courant de l'année.

Cours à l'unité 20 euros. Offre d'essai 14 euros. Packs dégressifs 3 à 20 sessions de 54 à 260 euros. monqclub.com

Et aussi

Decibel, un nouveau studio de danse et de fitness dans la pénombre rue Quincampoix, 4^e. ● **Une session achetée, une session offerte, 29 euros. decibel-danse.com/studio-beaubourg**

PASCALE CAUSSAT

Pour un corps de rave

bien pourvues en cosmétiques pour le corps et les cheveux. « C'est comme participer à une rave tout en restant sobre », résume Alissa. **Cours à l'unité 29 euros. Offre d'essai 16 euros. Packs dégressifs 5 à 30 sessions de 135 à 540 euros. mvmt.club**

Dynamo, le plus cardio

Avec huit ans d'existence, Dynamo est déjà un vétérinaire dans l'univers des salles de sport festives. Ses fondateurs, diplômés d'écoles de commerce, se sont inspirés du studio new-yorkais SoulCycle, spécialisé dans l'indoor biking ou vélo d'intérieur. Aujourd'hui détenu par les fonds Experienced Capital et Eutopia, le réseau compte déjà huit salles à Paris, plus une à Bordeaux.

Le concept est simple : quarante-cinq minutes en danseuse sur un cycle, dans l'obscurité et sur une musique à fond. Afrobeat, R'n'B, électro, chaque entraîneur a son style. Sliman, féru de rap, anime la séance de midi du Dynamo Boétie comme un DJ, en confiant son admiration pour Dr. Dre pendant que les pratiquants transpirent. En final, il choisit de la house qui installe une sorte de transe chez les cyclistes, simplement éclairés par la lueur des bougies.

Il faut un bon quart d'heure pour s'habituer au réglage des machines, mais une fois trouvé son rythme de croisière, on est porté par la cadence imprimée par les habitués. Dynamo revendique environ 8000 clients par semaine.

Sur le même modèle de sport en musique, le groupe a ouvert Riise Yoga et Punch Boxing.

Cours à l'unité 29 euros. Offre d'essai 19 euros. Packs 5 à 30 sessions de 140 à 570 euros. dynamo-cycling.com

Mon Q Club, en boîte de nuit

Un mardi soir, 18h30, à l'entrée de la boîte La Java, dans le quartier de Belleville. Quatre jeunes femmes discutent avant le début de leur séance. Ces collègues de travail ne vont pas danser mais muscler leurs fessiers chez Mon Q, un nouveau concept sportif qui loue la boîte de nuit en dehors de ses horaires d'ouverture.

À l'intérieur, la lumière est tamisée et des tapis s'étalent sur la

La Maison de Victor Hugo fête ses 120 ans

ANNIVERSAIRE Le musée consacré au célèbre écrivain, ouvert en 1903, propose exceptionnellement une exposition en accès libre

Fantine forcément tragique, Cosette ployant sous le poids d'un seau d'eau, Quasimodo versant une unique larme... Les héros bien connus des romans de Victor Hugo sont tous là, sculptés par François Pompon, peints par

Henri Fantin-Latour ou Eugène Carrière, dessinés par Gustave Doré et tant d'autres. La Maison de Victor Hugo, située place des Vosges, a ouvert ses portes aux visiteurs il y a cent vingt ans, le 30 juin 1903. Pour marquer cet anniversaire, elle est entièrement en accès libre jusqu'au 3 septembre, du premier niveau, où se tiennent d'ordinaire les expositions payantes, jusqu'au deuxième étage hébergeant l'appartement

reconstitué de la famille Hugo (gratuit en permanence).

Le directeur Gérard Audinet – avec Alexandrine Achille, Claire Lecourt et Florence Rouzières – a monté un petit parcours remontant aux racines de la création de ce lieu culturel hybride, très chargée en décoration. Le géant des lettres y a vécu avec sa famille de 1832 à 1845. « Notre institution est une maison d'écrivain, charmante et intime, explique Gérard

Audinet. Mais elle est bien plus que cela. C'est un musée, avec des collections très riches notamment en estampes. Nous en possédons plus de 9000. Nous montrons certaines de ces œuvres sur papier, qui sont fragiles. »

Parmi ses collections hétéroclites, la Maison de Victor Hugo compte aussi des documents manuscrits de l'écrivain, des lettres essentiellement, et des œuvres d'art visuelles signées Hugo, dont beaucoup de dessins à l'encre romantiques et fantastiques, du mobilier (dont des meubles conçus par le grand homme). Mais aussi des tableaux, photographies, sculptures et estampes d'autres artistes portraiturant Victor, sa famille, son grand amour Juliette Drouet, ou tirés des histoires imaginées par l'auteur.

Tout a commencé après le décès du poète, dramaturge et romancier en 1885. Grâce à la volonté de la famille d'Hugo et à l'énergie d'un de ses amis de longue date, le journaliste Paul Meurice (auteur aussi de *Fanfan la Tulipe*), évoqué dans la première salle, la Maison a pu ouvrir ses portes au début du XX^e siècle. Un article de presse du 1^{er} juillet 1903 portant sur l'inauguration du musée commençait ainsi : « Victor Hugo est dieu et Paul Meurice est son prophète. »

Meurice a notamment commandé des œuvres à Fantin-Latour, Carrière et d'autres artistes de la Belle Époque, pour nourrir les collections de la nouvelle institution, des tableaux que l'on découvre ou redécouvre. C'est ainsi que l'on peut voir *Les Pauvres Gens* de Théophile Alexandre Steinlen ou

« Victor Hugo est dieu et Paul Meurice est son prophète »

Un journal en 1903

Sara la baigneuse de Jean-Jacques Henner, une rousse à la peau laiteuse lovée dans un hamac en forme de croissant de lune, écho au vers « Sara, belle d'indolence » dans *Les Orientales* en 1829. On admirera encore la célèbre gravure originale d'Émile Antoine Bayard datant de 1879, reprise par la comédie musicale *Les Misérables*, montrant Cosette minuscule, tenant son balai, les cheveux au vent. ●

MARIE-ANNE KLEIBER

maisonvictorhugo.paris.fr

J-8

Préventica

Pour un monde [du travail] meilleur

SANTÉ, SÉCURITÉ ET QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL

PARIS

Porte de Versailles

23 > 25 MAI



www.preventica.com

Code invitation : PM2


Grand Paris

Dîner au fond de l'océan

SPECTACULAIRE

Le groupe Ephemera a ouvert deux restaurants aux décors immersifs. Le Méridien (17°) a lancé, lui, une animation vidéo

Mercredi soir, la salle du restaurant Under the Sea (« sous la mer ») dans le 13° était comble, les convives entourés d'écrans géants traversés par des bancs de raies en images de synthèse. Des étoiles de mer et des coraux fluorescents tapissaient le plafond dans une ambiance de grotte sous-marine. Cette première table du jeune groupe français Ephemera* a été inaugurée en mars 2021, avenue de France, entre la Bibliothèque nationale de France et le cinéma MK2. Fin avril 2023, dans le sillage d'Under the Sea, une deuxième adresse a été lancée rue Saint-Sébastien, dans le 11°. Le défi de ce nouveau lieu immersif : donner l'impression aux clients qu'ils déjeunent ou dînent au cœur de la Station spatiale internationale. Des images de la Nasa projetées sur les murs transportent les hôtes dans l'espace interplanétaire. Le menu joue sur le vocabulaire cosmique avec un « bœuf en apesanteur » ou des « rigatonis solaires » servis au son d'une musique planante.

Installés dans le bistrot aux décors sous-marins du 13°, Tristan et Ophélie, deux trentenaires, confient aimer « les expériences immersives dans les parcs d'attractions ». Ce couple apprécie les tarifs

abordables de la carte, entre un tarama maison à partager en entrée (9,50 euros) et des plats à moins de 20 euros, dont un ceviche de daurade (18,90 euros). Au déjeuner, les hommes d'affaires se mêlent aux familles et aux touristes, avec l'impression d'avoir passé une heure et demie dans une bulle sans fenêtres, déconnectés du monde extérieur.

Inspiré par Ultraviolet

Une troisième adresse ouvrira courant septembre, rue de la Fidélité (10°). Là, ce sera un Jungle Palace sous plafond à moulures, avec des vidéoprojections, peut-être quelques gouttes de pluie tropicale par intermittence et une carte florale où le champignon sera roi.

La source d'inspiration de ce concept vient des États-Unis et d'Asie. C'est à Shanghai notamment que se trouve le célèbre Ultraviolet du chef Paul Pairet, une expérience polysensorielle de haut vol... à 800 euros par tête. « Cela reste encore rare en France, et à des prix plutôt élevés », indique Jade Frommer, 24 ans, cofondatrice du groupe Ephemera. Depuis six mois, le Méridien Étoile dans le 17° s'est également converti au « mapping vidéo » avec Le Petit Chef**. Mais là, pas d'images spectaculaires englobant l'espace. Tout se passe dans un décor plus réduit : l'assiette devient l'écran des aventures drolatiques d'un petit personnage de dessin animé qui prépare le repas. ●

MATHILDE GIARD

*ephemera-group.com
** Menu à 155 euros, booking.lepetitchef.com

BONNE TABLE



Un restaurant chic dans le quartier de Saint-Germain-des-Prés.

LA GRANDE CRÈMERIE (6°)

Bon et beau comme dans « Emily in Paris »

Il faut dénicher cette adresse dans une petite rue discrète à Saint-Germain-des-Prés. Une grande salle chapeauté de poutres, des murs de pierres apparentes, un bar ouvert, des tables en hauteur : un décor qui ne déparerait pas dans la série *Emily in Paris*.

Dans les assiettes, on découvre une cuisine gentiment mondaine et bien faite. Croque Saint-Germain au jambon truffé, chantant (15 euros) ; raviolis ricotta épinard et basilic, tendres et souriants (16,50 euros) ; ou encore tartare de bœuf de la maison Polmard, d'une belle fraîcheur (17 euros). Le tout est à arroser d'une sympathique carte de vins bio. Ça sent bon le Paris sexy comme celui dans lequel évolue la jolie Emily. ●

La Grande Crèmerie, 8, rue Grégoire-de-Tours (6°). 7j/7 de 18 h à minuit (réservation recommandée). Comptez une quarantaine d'euros environ (hb). Tél.: 01 43 26 09 09.

AURÉLIE CHAIGNEAU



Un repas « sous la mer », c'est la proposition d'Under the Sea, un restaurant qui a ouvert en 2021 à Paris (13°). FRED DURANTET



18-19
20-21
MAI
2023

LE FESTIVAL DE MAGIE À PARIS

EN PLEIN AIR DE 10H00 À 19H00

AU JARDIN D'ACCLIMATATION

AVEC MAXIME TABART
ENZO WEYNE • ANTONIO

CLÉMENT BLOUIN • SÉBASTIEN MOSSIÈRE
LES DRAGONFLY • ROBIN GEYER • ANTOINE & VAL
COMPAGNIE SANS GRAVITÉ • LES MAGICIENS 1900
ET BIEN D'AUTRES SURPRISES !

4 JOURS DE FÊTE / PLUS DE 50 SPECTACLES EN ACCÈS LIBRE
3 SOIRÉES MAGIQUES LES 18, 19 ET 20 MAI À 20H00

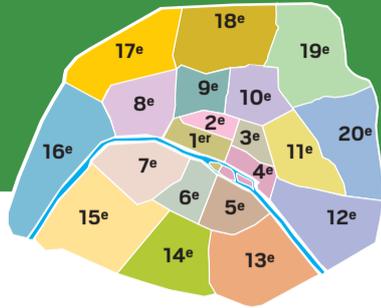
Renseignements et tarifs sur jardindacclimatation.fr

Scannez ce QR code
et réservez vos places pour les « Soirées Magiques »



BOIS DE BOULOGNE - 75116 PARIS - M° LIGNE 1 - STATION LES SABLONS - TÉL : 01 40 67 90 85

Grand Paris

Aujourd'hui
dans la capitaleet en
Île-de-France

THE RAZA FOUNDATION

Découvrez
le peintre indien
S.H. Raza (4^e)

Le Centre Pompidou propose la première monographie en France de l'œuvre du peintre Sayed Haider Raza (1922-2016), pilier de l'art moderne dans son pays. Centre Pompidou, M° Rambuteau. De 11 heures à 21 heures. Tarif : à partir de 13 euros. centrepompidou.fr

Pour les férus
de gastronomie (7^e)

Au sein du Grand Palais éphémère, allez à la rencontre des grands chefs. L'occasion de déguster les meilleurs plats, mais aussi de s'offrir une session de shopping gourmand. Grand Palais éphémère, M° École-Militaire. De 11 h 30 à 16 heures ou de 19 heures à 23 h 30. Tarif : 24 euros, 16 euros pour les enfants. paris.tastefestivals.com



VINCENT NAGEOTTE

Matisse et les
années 1930 (1^{er})

Le *Grand Nu couché* venu de Baltimore ou *Le Chant*, arrivé lui de Houston... Découvrez dans cette exposition, des œuvres tardives et méconnues en France, d'Henri Matisse. Musée de l'Orangerie, M° Concorde. De 9 heures à 18 heures. Tarif : 12,50 euros. musee-orangerie.fr

FRANÇOIS FERNANDEZ/MUSÉE MATISSE, NICE

Voyage vers
la science (12^e)

Dans un musée immersif, Science Expériences vous invite à découvrir la science à travers le prisme du divertissement. L'objectif ? Vous surprendre ! Bercy Village, M° Bercy. De 10 heures à 18 heures. Tarif : à partir de 11 euros. science-experiences.com



STÉPHANIE PARPHOT

Soixante ans
de féminisme
(11^e)

Et pendant ce temps *Simone veille !* revisité avec beaucoup d'humour la quête d'une égalité homme-femme, mais aussi la lutte pour l'avortement jusqu'à l'obtention de la PMA. Une pièce qui évolue à travers quatre générations de femmes. Comédie Bastille, M° Richard-Lenoir. À 15 heures. Tarif : à partir de 29 euros, tarif réduit 12 euros. comedie-bastille.com

Concert
caritatif
(16^e)

Assistez à un show autour de la musique, de l'humour et de la danse avec de nombreux artistes au profit de l'association Je danse, qui aide les personnes souffrant de troubles du comportement alimentaire. Théâtre Le Ranelagh, RER Gare-de-Boulinvilliers. À 19 h 30. Tarif : 30 euros. helloasso.com/associations/je-danse-annasso/evenements/je-danse-fait-son-show

Marché
normand (5^e)

Une cinquantaine de producteurs sont réunis sur le port de la Tournelle. Dégustations, vente et animations diverses permettront aux curieux de découvrir des produits du terroir normand, du cidre, des fromages, mais aussi du textile en lin et des cosmétiques « made in Normandy ». Port de la Tournelle, M° Maubert-Mutualité. De 10 heures à 19 heures. Gratuit.



BRAD PICT - STOCK.ADOBE.COM

Musique arabo-
andalouse (13^e)

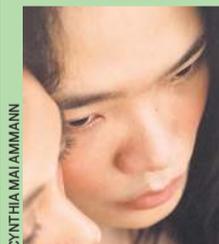
L'Ensemble andalou de Paris, composé de 10 à 30 musiciens formés dans les prestigieuses associations arabo-andalouses de Tlemcen, d'Oran et d'Alger, vous invite à un voyage musical. Centre Mandapa, M° Glacière. À 18 heures. Tarif : à partir de 14 euros. centre-mandapa.fr



PHOT.HOCINE

Photographie
européenne (19^e)

Grâce à la scénographie inédite et colorée du festival Circulation(s), admirez le travail d'une nouvelle génération de photographes européens. Le Centquatre Paris, M° Riquet. De 14 heures à 19 heures. Tarif : à partir de 3 euros. 104.fr



CYNTHIA MAIAMANN

«Big Mother»
is watching us
(18^e)

Au Théâtre des Béliers-Parisiens, plongez dans la nouvelle création de Mélody Mourey, un thriller journalistique sur la manipulation de masse à l'heure du big data. Théâtre des Béliers parisiens, M° Jules-Joffrin. À 15 heures. Tarif : 37 euros.



BIG MOTHER IS WATCHING



NOLLYWOOD WEEK FILM FESTIVAL

Célébrer
le cinéma
africain (6^e)

Au détour d'avant-premières mondiales, d'ateliers, de tables rondes et de projections, plongez dans l'univers du cinéma africain avec le festival Nollywood. Cinéma L'Arlequin, M° Sèvres-Babylone. Séances de 13 heures à 20 h 30. Tarif : à partir de 10,90 euros. dulaccinemas.com

MOULIN ROUGE PARIS

LA REVUE DU PLUS CÉLÈBRE CABARET DU MONDE !
DÎNER ET REVUE À 19H À PARTIR DE 225€ - REVUE À 21H ET 23H À PARTIR DE 85€
MONTMARTRE 82, BLD DE CLICHY 75018 PARIS - TEL : 33(0)1 53 09 82 82 - WWW.MOULINROUGE.FR

© Balala Moulin Rouge 2023 - Moulin Rouge - 1-1028499

77 FÊTE DU PRINTEMPS
Produits locaux

Animaux de la ferme, stand de maquillage, espace jardinerie, ateliers pour les enfants... La mairie de Lizy-sur-Ourcq et l'Association des commerces et entreprises du pays de l'Ourcq vous convient à venir fêter le printemps. Lizy-sur-Ourcq. De 10 heures à 18 heures. Accès libre. lizy-sur-ourcq.fr

78 TROPHÉE VERT
Course hippique

Les passionnés d'équitation ont rendez-vous à l'hippodrome de Rambouillet pour une réunion de sept courses de trot avec, en point d'orgue, le prix Rambouillet Territoires, 4^e étape du Trophée Vert, le circuit du trot sur herbe. Hippodrome de Rambouillet, Rambouillet. À partir de 13 heures. Tarif : 5 euros (gratuit pour les moins de 18 ans).

91 CLASSIQUE AU FÉMININ
Soirée des compositrices

L'Ensemble vocal Folia rend hommage aux compositrices qui ont exploré tous les genres musicaux et vous invite à découvrir des œuvres de Hildegard von Bingen, Clara Schumann, Isabella Leonarda... Salle Jacques-Tati, Orsay. De 17 h 30 à 19 h 30. Tarif : à partir de 15 euros (gratuit pour les moins de 12 ans). ensemblevocalfolia.free.fr

92 BACH AU VIOLON
Sonates et partitas

Redécouvrez avec Pierre Fouchenneret, un des violonistes français les plus reconnus, quelques-uns des monuments du répertoire de Bach que sont ses sonates et partitas pour violon seul. Église Saint-Germain-l'Auxerrois, Châtenay-Malabry. À 19 heures. Tarif : 16 euros. vallee.aux.loups.lesmusicales92.fr

93 SUR LES PAS DE MARX
Les années 1840 à Paris

Grâce à des dessins, planches de bandes dessinées et œuvres d'art anciennes ou contemporaines, plongez dans le Paris des années 1840 sur les traces de Karl Marx et de sa vie en France. Musée de l'Histoire vivante, Montreuil. De 14 heures à 18 heures. Tarif : 4 euros. museehistoirevivante.fr

94 ATELIERS D'ARTISTES
Balade et création

À travers la ville de Vitry-sur-Seine, visitez les ateliers au détour des rues, cours et jardins et laissez-vous surprendre par les créations et les artistes que vous rencontrerez. Vitry-sur-Seine. De 11 heures à 19 heures. Gratuit. tourisme-valdemarne.com

95 ARTISANAT
Marché d'art et ateliers

Au sein de La Cour des arts de Vauréal, un pôle unique regroupant une vingtaine d'ateliers d'artisans d'art, d'artistes et de restaurateurs du patrimoine, déambulez dans les allées du marché d'art et observez les artistes en plein travail. La Cour des arts, Vauréal. De 10 heures à 18 heures. Accès libre. lacourdesarts-vauréal.fr